

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

L'APRÈS FORUM MONDIAL DE MEXICO
MARS 2006

Contacts :

*Jérôme DUPLAN,
chargé de mission à la communication auprès du Délégué pour
l'action extérieure des collectivités locales,
jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr
Ludovic PIRON-PALLISER,
chef de projets "Environnement et développement durable",
Association des maires des grandes villes de France
l.piron@grandesvilles.org*

*Cette étude a été réalisée par
le ministère des Affaires étrangères Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales (DAECL)
et l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF),
en partenariat avec l'Assemblée des Départements de France (ADF),
l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE),
l'Association des Petites Villes de France (APVF),
l'Association des Régions de France (ARF) et Cités Unies France (CUF).*

Tous droits d'adaptation, de traduction et de reproduction par tous procédés,
y compris la photocopie et le microfilm, réservés pour tous pays.

Conception graphique couverture : Aurette Leroy et Anne Caminade
Impression : mediatys / Groupe Corlet
Photos de couverture : Europe Aid
©Ministère des Affaires étrangères, 2007
ISBN : 2-11-096448-9
ISSN : 1629-5641

1

Sommaire

Editorial

Antoine JOLY, Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales
Jean-Marie BOCKEL, Maire de Mulhouse, Sénateur du Haut-Rhin,
Président de l'Association des Maires des Grandes villes de France 5

Introduction

La coopération décentralisée française
et le cas particulier de l'eau et de l'assainissement 7

Les collectivités locales, l'eau et l'assainissement : exemples 13

Annexes 58

2 Table of contents

Introduction

French decentralized cooperation and the specific case of water and sanitation 67

Local governments, water and sanitation : examples 74

Appendix 118

3 Índice

Introducción

La cooperación descentralizada francesa y el caso particular del agua y el saneamiento 127

Los gobiernos locales, el agua y el saneamiento: ejemplos 133

Anexos 178

Editorial



Jean-Marie BOCKEL
Sénateur-Maire de Mulhouse,
Président de l'Association des maires
de grandes villes de France



Antoine JOLY
Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales,
Secrétaire de la Commission nationale
de la coopération décentralisée

Le 4^{ème} Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Mexico au mois de mars 2006 a permis d'amorcer une évolution politique majeure : pour la première fois, le rôle des autorités locales a été reconnu au niveau international en tant qu'acteurs devant contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Un progrès significatif a été également réalisé en matière de gouvernance, avec la reconnaissance du rôle des autorités publiques en matière de responsabilité des services d'eau et d'assainissement. Les collectivités locales françaises ont en effet accumulé un savoir-faire considérable dans ce domaine. Gestion partagée par bassins versants, gestion déléguée à des entreprises privées assumant des missions de service public, consultation des usagers, instauration de mécanismes de solidarité envers les plus démunis sont autant d'expériences que ces collectivités locales souhaitent partager avec leurs homologues du monde entier. Cette reconnaissance du rôle des collectivités locales a d'ailleurs été formalisée par une déclaration des autorités locales, annexée à la déclaration ministérielle du forum.

Cet ouvrage dont la première édition avait été réalisée à l'occasion du 4^{ème} Forum mondial de l'eau, recense quelques unes des actions de coopération décentralisée des collectivités locales françaises dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il a été réalisé par l'Association des maires de grandes villes de France et la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales en collaboration avec les associations nationales d'élus (AMF, ADF, AFCCRE, APVF, ARF et Cités Unies France) qui sont, en France, des partenaires privilégiés pour la promotion de la coopération décentralisée. Sa parution à Mexico a été rendue possible grâce à une aide financière du ministère des Affaires étrangères et en particulier de la Direction générale de la coopération internationale et du développement/Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales, aide qui a aussi permis aux partenaires étrangers des villes françaises présentes à Mexico de se rendre au 4^{ème} Forum et d'y intervenir.

Nous avons souhaité que ce document constitue une "grille méthodologique" pour que d'autres collectivités locales françaises s'engagent dans des actions de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Le dispositif financier dit "1 % loi Oudin" créé par la loi du 9 février 2005 constitue un levier original rendant possible des financements spécifiques dans ces domaines, par prélèvement sur la facture d'eau.

Puisse, enfin, cet ouvrage contribuer à la reconnaissance du rôle des collectivités locales comme niveau pertinent de compétence et de coopération, avec pour elles, une véritable autonomie d'intervention et de gouvernance.

Introduction

La coopération décentralisée française

Histoire-objectifs

L'action internationale des collectivités françaises a commencé après la Seconde Guerre mondiale avec la pratique des jumelages avec l'Allemagne comme outil de connaissance mutuelle et de respect, ferment d'une paix durable. Cette phase fondatrice, portée par les communes a été prolongée dans les années 70, avec la construction européenne et l'entrée en scène des départements et surtout des régions françaises acteurs de la coopération européenne. Puis la solidarité avec le sud a complété ce dispositif, relayé par la volonté des élus locaux de participer à l'aide au développement et à la solidarité internationale. Aujourd'hui les collectivités territoriales françaises inscrivent leurs actions internationales dans une politique globale du développement de leur territoire, et favorisent l'internationalisation des acteurs locaux, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels.

La coopération décentralisée, fruit de ces 50 ans d'histoire, continue de poursuivre ces objectifs :

- la connaissance des autres, l'école du respect, la participation au développement et au processus de paix,
- la coopération européenne pour favoriser un développement équilibré et forger au plus près du terrain une citoyenneté européenne,
- l'aide au développement par l'échange et la coopération entre collectivités du sud et du nord,
- le rayonnement économique, culturel et social d'un territoire et de tous ses acteurs.

Les particularités de la coopération décentralisée

La coopération décentralisée est forte de sa spécificité qui la distingue des actions menées par les ONG, les Etats et les bailleurs de fonds multilatéraux :

- Les actions menées par les collectivités territoriales s'inscrivent dans la durée : il s'agit dans la plupart des cas d'une relation forte entre deux communautés qui donne lieu à la signature d'une convention cadre de coopération destinée à sceller une union durable entre les deux autorités locales et leurs communautés.
- Les actions se mesurent d'abord en termes d'échange de savoir-faire, d'appui institutionnel et de formation. Certes les collectivités françaises peuvent financer des équipements, des biens matériels mais c'est surtout dans le soutien à l'institution locale que réside la spécificité de la coopération décentralisée : il ne s'agit pas de décentraliser la coopération de type classique, mais bien d'une coopération spécifique menée par une autorité locale à destination d'une autre pour partager une expérience de gestion locale et de développement d'un territoire.

- Les programmes de coopération décentralisée sont le résultat d'une réflexion concertée entre les deux autorités locales. En ce sens la coopération décentralisée est d'abord une coopération "de la demande", puisque le point de départ est l'expression de besoins de la part de l'autorité locale du sud. C'est à partir de cette demande, ensuite négociée, que la collectivité territoriale française examine en fonction de ses savoir faire et de ses capacités financières ce qu'elle peut apporter pour répondre à cette demande.
- Enfin la coopération décentralisée est aussi spécifique par sa capacité à mobiliser ou accompagner les acteurs locaux du territoire. Il s'agit en effet d'une relation entre deux communautés, de territoire à territoire qui permet d'envisager des relations ou des jumelages entre plusieurs partenaires du territoire, y compris ceux qui ne sont pas sous l'autorité directe de la collectivité territoriale française : hôpitaux, universités, chambres de commerce, entreprises, associations.

Le cas particulier de l'eau et de l'assainissement

La coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement obéit bien sûr aux spécificités qui viennent d'être énoncées. Les exemples qui sont présentés dans ce livre illustrent la diversité et la spécificité de la coopération décentralisée telles qu'elles viennent d'être décrites. C'est ainsi que dans ce secteur, les collectivités territoriales peuvent mobiliser leurs services, ou les entreprises à qui elles ont confié les services d'eau et d'assainissement. Elles peuvent ainsi recevoir pour leur coopération l'appui de tous les partenaires de la filière "eau" : agence de bassin, syndicat de rivières, associations, entreprises, organismes de recherche, pôles universitaires, centres de formations... Il existe toutefois une spécificité de la coopération dans le secteur "eau et assainissement" : en effet les collectivités territoriales françaises peuvent utiliser dans ce secteur deux types de financement :

- L'appel au budget général de la collectivité territoriale dans le cadre de la loi de 1992 qui autorise les collectivités locales françaises à signer des accords de coopération avec des autorités locales étrangères. C'est ce dispositif qui fonde l'ensemble des actions de coopération décentralisée.
- Pour la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, une loi française toute récente de 2005 a mis en place un financement innovant en autorisant les collectivités territoriales à financer leurs actions de solidarité dans ce secteur sur les budgets spéciaux de l'eau et de l'assainissement. Ces budgets ne sont pas financés par l'impôt mais par une redevance qui s'intègre dans le prix de l'eau : en d'autres termes, les collectivités territoriales françaises qui ont la compétence dans le domaine des réseaux d'eau et d'assainissement peuvent désormais utiliser cette innovation qui consiste à créer un lien de solidarité direct entre l'utilisateur de l'eau français et l'accès à l'eau de l'utilisateur du sud. La France milite pour que ce dispositif innovant puisse être étendu dans d'autres pays du nord afin de donner à la solidarité internationale dans le domaine de l'eau un financement innovant et un outil en prise directe avec les citoyens, qui viendrait financer des actions locales concrètes en faveur de l'accès à l'eau pour tous.

Le soutien du ministère français des Affaires étrangères

Le gouvernement français est pleinement conscient de l'intérêt et de la spécificité de la coopération décentralisée "à la française". Il soutient depuis de nombreuses années leurs actions internationales.

Dès 1983 le poste de délégué pour l'action extérieure des collectivités locales, placé auprès du ministre des Affaires étrangères et nommé en conseil des ministres, a été créé ; en 1992 la loi a donné une reconnaissance légale à cette action, avec la création d'une instance de dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales : la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) présidée par le Premier ministre.

En 2005, le gouvernement a approuvé l'initiative parlementaire visant à rendre possible le financement de la solidarité internationale par les budgets locaux de l'eau et de l'assainissement.

Enfin à partir de 2006, le ministère des Affaires étrangères a inscrit parmi ses trois priorités de co-financement de la coopération décentralisée, le secteur de l'eau et de l'assainissement. Il compte ainsi accompagner par ses subventions les actions menées dans ce domaine par les collectivités territoriales françaises.

Le ministère soutient financièrement les collectivités territoriales françaises afin qu'elles puissent porter leur message et leur volonté de dialogue et de coopération sur la scène internationale. C'est le sens de son soutien à la présence des collectivités territoriales françaises au forum mondial de Mexico. Soutien illustré par la publication de ce livre sur les pratiques de coopération qui est sorti à cette occasion.

*Les collectivités locale,
l'eau et l'assainissement :
exemples*

Les collectivités locales, l'eau et l'assainissement : exemples

Rénovation du réseau d'eau potable de Thilogne	16
Désenclavement des quartiers périphériques de Ouagadougou et accès aux services essentiels	18
Programme de coopération décentralisée avec deux municipalités libanaises : élaboration d'un schéma directeur d'assainissement et construction d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station d'épuration dans un lotissement de 80 habitations	20
Gestion globale de l'eau sur le Bassin de Limar	22
Coopération municipale dans le domaine de l'eau et de l'environnement entre Maxéville et Poienile Izei	24
Programme de préservation des zones humides à Luang Prabang (Laos)	26
Construction de latrines publiques et d'un réseau d'adduction d'eau à Adéta (Togo)	28
Les différentes actions de coopération décentralisée réalisées par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis	30
Station de traitement et réseau de distribution d'eau potable à Keur Macene (Mauritanie)	34
Appui à la commune de Sofara/Fakala pour un développement global maîtrisé de son territoire	36
Coopération technique dans le domaine de l'eau et de l'assainissement avec El Khroub (Algérie)	37
Mise en place de contrôle de la qualité de l'eau à N'Djamena	38

Réhabilitation et exploitation de la retenue d'eau de Zibako, au Burkina Faso	40
Coopération avec la commune urbaine de Douala 1 ^{er} - Cameroun	42
Appui à la gestion intercommunale des ressources en eau potable avec l'Association des communes du Mbam et Inoubou - Cameroun	44
Partenariat Angers Loire Métropole Bamako	46
Renforcement des capacités des acteurs publics de l'eau et mise en application du Code de l'Eau dans la Région de la Haute-Matsiatra, Madagascar	48
Coopération décentralisée ville de Poitiers - Ville de Moundou, Tchad	50
Partenariat public-privé pour la construction de mini réseaux d'eau dans le cadre d'une coopération décentralisée au Cambodge	52
Les actions de solidarité internationale de la ville de Paris en matière d'eau et d'assainissement	54
Renforcement des capacités du secteur public de l'eau au Liban	56

Rénovation du réseau d'eau potable de Thilogne

Mairie des Mureaux (Yvelines) : 32 000 habitants

Collectivité bénéficiaire : **Thilogne (Matham), République du Sénégal**

Autres partenaires :

Europe appel à projet eau (ACP) - Conseil régional d'Ile-de-France - Conseil régional du Centre

Association de développement du Thilogne (TAD)

Historique du projet

Thilogne est une jeune commune ayant spontanément émergé il y a 15 ans. La structure urbaine de Thilogne relève essentiellement de la structure de l'espace traditionnel initial et non pas d'une planification rigoureuse selon les normes urbanistiques modernes. La proximité de la nouvelle capitale régionale (Matham située à 60 km) a augmenté l'attractivité de la commune, et explique l'implantation croissante de nouveaux arrivants. La ville est actuellement en train de s'étendre rapidement à l'est, à l'ouest et au sud. A cause de cette extension rapide de l'habitat et d'un système de raccordement domiciliaire non normalisé et artisanal, le réseau d'adduction n'est plus capable de répondre à la demande en eau des populations. Seules les zones les plus basses du réseau ont une alimentation continue en eau. Les autres parties du village, la majorité, sont obligées de se rabattre aux rares puits encore fonctionnels ou aux bornes fontaines situées dans les zones de forte pression.

Créée en 1978 l'association TA D regroupe des locaux et tous les originaires de Thilogne qui ont quitté la commune. Elle a pour objectif de contribuer au développement de la commune. Chaque émigrant a l'obligation morale de verser une contribution annuelle de 30 e à la commune et le capital est géré par l'association TAD. Sachant qu'environ 50% de la population a émigré en Europe ou aux USA, ce système de redistribution est une source de revenu très importante. En dehors de la section mère qui est établie à Thilogne, on dénombre actuellement 6 sections : à Dakar, en France, aux USA, en Italie, au Gabon et au Congo.

Objet

L'association TAD a mis au point un projet pour renouveler et améliorer la desserte en eau de la commune :

- en réhabilitant les conduites d'eau et les puits traditionnels, et en construisant de nouveaux puits et bornes fontaines et un réseau d'assainissement moderne,
- en améliorant la gestion du forage pour assurer une collecte réelle et intégrale de toutes les données techniques, organisationnelles et financières liées au dispositif de manière à ce que les coûts d'exploitation du forage et du réseau soient compatibles avec les ressources financières locales.

Le programme prévoit une extension du réseau pour que chaque maison puisse avoir de l'eau à proximité : dans le foyer ou à une borne fontaine assez proche. Des compteurs permettront de mesurer les quantités consommées pour ceux qui auront une installation à domicile. En ce qui concerne les bornes fontaines un tarif forfaitaire sera établi. Un prix forfaitaire sera également établi pour les activités agricoles ou autres qui échappaient jusqu'à présent au recouvrement.

Pour pérenniser ces investissements, il a été prévu un programme de formation des agents du comité de gestion du forage.

L'originalité de ce projet est le mécanisme de financement mis en place par l'association TAD. Les investissements sont en partie recouverts par la société civile et les fonds publics : TAD supporte 17 % des coûts, la commune de Thilogne 5 %, la population locale 1 % le reste venant de plusieurs aides internationales.

L'analyse du coût de l'eau, a montré que la redevance mensuelle pour un ménage avec 100 % des amortissements est de 930 FCFA. Cette redevance est beaucoup plus faible que celle en vigueur avant le projet.

Déroulement et résultats

Le projet a permis d'augmenter le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable à Thilogne et d'améliorer la gestion du forage. Aujourd'hui, la quantité d'eau disponible par jour et par personne atteint 23 L/J/personne et 14 000 personnes sont concernées. Le déficit actuel s'élève ainsi à 12L, en référence au taux de service minimal recommandé par le WHO qui est de 35 litres par jour et par personne. Ce projet a permis de réhabiliter les conduits d'eau, rénover l'équipement de pompage, réparer les puits hydrauliques traditionnels et construire des systèmes hydrauliques de pompage modernes.

7 744 personnes ont été recensées en 2000, mais la mairie estime la population à 12 000 habitants compte tenu du fait que les chefs de famille sous estiment la taille de leur ménage pour réduire le montant de la taxe à payer. On peut estimer le nombre de ménages à 1 690 ménages. A l'image de la plupart des localités continentales du Sénégal, l'économie locale est essentiellement constituée par les activités du secteur primaire (agriculture et élevage). Le commerce est aussi une activité très présente avec de grandes boutiques et surtout des échoppes. Le développement progressif de l'immobilier a favorisé l'émergence des métiers associés (maçons, plombier, électricien, peintres...). Grâce à la traversée du village par la route nationale et de l'existence d'une gare routière, Thilogne constitue une escale assez intéressante pour les artisans et notamment les mécaniciens automobiles. Le fort taux d'immigration en Europe et aux Etats-Unis est une source de revenus importante grâce aux sommes envoyées par les expatriés.

Cette action peut être répliquée dans les petites communes où un fort taux de la population vit à l'étranger mais a gardé un lien étroit avec la famille sur place. Le mécanisme intéressant est qu'il y a une obligation de participer au développement de la communauté d'origine. Les sommes demandées à l'année ne sont pas très élevées pour ceux qui vivent en Europe ou aux USA. La mise en commun des sommes et la coordination des actions par l'association composée de membres du village, qui mettent en jeu leur réputation, facilitent le bon déroulement du projet. Grâce aux rapports étroits entretenus avec d'autres associations, les idées et les projets mis en place par l'association TAD ont été diffusés dans d'autres communes.

Contacts :

UJMT : **Mr Kane Thierno**
3, Allée Claude Debussy
78130 Les Mureaux
Tél. +33 6 64 31 14 76

Mairie des Mureaux
Mr Stéphane Pavot
78130 Les Mureaux
Tél. +33 1 30 91 39 70
www.mairie-lesmureaux.fr

Désenclavement des quartiers périphériques de Ouagadougou et accès aux services essentiels

Projet associant : Le Département de la Vienne, L'Agence Française de Développement, La ville de Ouagadougou et L'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA).

Introduction

Depuis 1993, le Conseil Général de la Vienne s'est engagé aux côtés de 15 communes et communautés de communes du département, jumelées avec des territoires du Burkina-faso, dans une dynamique concertée d'aide au développement. Un programme de trois ans, cofinancé par le ministère des Affaires étrangères, intervient en milieu rural et urbain, en particulier sur la capitale Ouagadougou.

Dans le cadre de la coopération décentralisée, les collectivités locales françaises peuvent apporter leur appui dans les très nombreux domaines qui concernent le développement local, l'organisation de services publics, la gestion municipale, la formation des élus et des personnels. Leur intervention dans des projets de développement urbain permet de leur donner un rôle tout à fait spécifique et complémentaire à celui des bailleurs de fonds institutionnels.

Mettre en œuvre un nouveau partenariat

Le principe

Les agences d'aide des pays donateurs engagent des fonds importants destinés aux projets de développement urbain. Cependant, elles ne fournissent pas aux collectivités locales africaines les moyens nécessaires à l'accompagnement, puis à la maintenance de ces projets. En particulier, elles n'interviennent pas suffisamment pour la formation de leur personnel dans le domaine de la gestion technique et financière pour garantir le bon fonctionnement et la durabilité de ces projets. De leur côté, les collectivités locales françaises jumelées n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour répondre aux vrais problèmes des villes africaines. En contre partie, elles peuvent apporter leur concours et leur expérience dans tous les domaines concernant le développement et la gestion locale et peuvent aider les collectivités africaines à renforcer leur capacité de gestion dans leurs domaines de compétences. Leurs actions s'inscrivent dans la durée. Elles peuvent être présentes à tous les stades des projets : élaboration, réalisation et surtout gestion ultérieure et maintenance.

Le partenariat proposé par le département de la Vienne avec l'Agence Française de Développement (AFD) consiste à faire gérer des projets de développement urbain, financés par l'AFD directement par la collectivité locale, en s'appuyant sur une assistance à la maîtrise d'ouvrage et à la gestion, ainsi que sur une aide à la formation des élus et des personnels.

Le projet

Au Burkina-Faso, l'Agence Française de Développement mène un projet de désenclavement des quartiers périphériques de Ouagadougou et d'accès aux services essentiels, approuvé pour un montant de 15 millions d'Euros et comportant 4 composantes. La composante 2 : Desserte en eau et assainissement des quartiers périphériques s'intéresse à l'extension du réseau avec une maîtrise d'ouvrage déléguée à l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA).

Il prévoit la mise en œuvre de nouvelles stratégies pour la desserte de 5 zones non loties. Ces extensions envisagent aussi bien l'adaptation des standards techniques que différentes modalités de gestion à l'aval de la conduite primaire mise en place par l'ONEA. Sont envisagés : gestion directe par l'ONEA, fontainier gestionnaire de proximité, sous-traitance de gestion commerciale, délégation de gestion de type affermage. Une enveloppe sera réservée à la réalisation de branchements sociaux et l'accès aux branchements sera conditionné par la réalisation de systèmes d'évacuation des eaux usées à la parcelle. La participation du département de la Vienne apparaît au chapitre coopération décentralisée pour jouer un rôle en expertise et en assistance à la maîtrise d'ouvrage.

Dans ce domaine, la Vienne a une forte capacité de mobilisation d'expertise, puisqu'elle peut faire appel aux élus et aux agents de ses propres services, mais aussi aux élus et aux services des 15 collectivités jumelées du département ainsi qu'aux personnels et techniciens des syndicats départementaux d'eau et d'assainissement, de l'Agence Technique Départementale et de l'organisme conseil départemental Vienne Services.

On trouve dans le département pratiquement toutes les sortes de gestion évoquées, et par l'intermédiaire d'un grand syndicat départemental (le SIVEER), la Vienne a développé des compétences dans tous les domaines de la gestion de l'eau. Il sera donc possible de mobiliser des techniciens pour des missions d'assistance et d'expertise sur des sujets tels que :

- L'élaboration des contrats de concession ou d'affermage.
- Le contrôle de l'activité des concessionnaires ou fontainiers.
- L'appui à la gestion des délégations ou concessions.

Il est prévu que ces réalisations soient accompagnées par des activités d'information, de formation et de communication, coordonnées avec la maîtrise d'œuvre sociale de la mairie.

Dans ce domaine, le département de la Vienne pourra apporter son conseil et son expérience de façon à faciliter le dialogue entre les responsables burkinabé et les techniciens de la maîtrise d'œuvre et à sensibiliser les élus locaux aux modalités à mettre en place pour assurer une bonne gestion des structures et des équipements.

Au total, le département de la Vienne apportera une double garantie :

- d'une part, veiller à ce que les solutions techniques choisies pour la réalisation des équipements urbains soient bien adaptées aux possibilités de gestion future;
- d'autre part, contrairement aux bureaux d'études qui n'apportent leur appui que pendant quelques années, s'engager dans la durée.

Contacts :

Denis Brunet,
vice-président du Conseil général de la Vienne
8 rue Thiers 86110 Mirebeau
dbrunet@cg86.fr

Jacques Aumasson,
coordonateur,
direction de la Coopération internationale
Conseil Général de la Vienne
BP 319 - 86008 Poitiers
Tél. +33 5 49 00 55 70 - Fax +33 5 00 55 79
jaumasson@cg86.fr



Programme de coopération décentralisée avec deux municipalités libanaises : élaboration d'un schéma directeur d'assainissement et construction d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station d'épuration dans un lotissement de 80 habitations.

Lille Métropole Communauté Urbaine (Nord)

1 rue du Ballon, BP 749 - 59 034 Lille cedex - France

Mr Pierre Mauroy, président

Mme Danièle Defontaine, vice-présidente chargée de la coopération décentralisée

Collectivités bénéficiaires :

Fédération des Municipalités du Chouf es Souayjani, Liban

Me Nouha Ghosseyi, présidente (Maire de Baaqline)

Municipalité de Bkassine, Liban

Mr Abdallah Saad, maire

Historique du projet

Lille Métropole Communauté urbaine développe depuis 1999 des actions de coopération décentralisée avec des municipalités libanaises.

Ces programmes ont été initiés après l'organisation d'élections municipales libres au Liban en 1998. Malgré ce pas très important dans le processus démocratique local, la situation des gouvernements locaux et des municipalités reste très précaire en termes d'autonomie financière et institutionnelle. Elles souffrent également d'un déficit de moyens en personnel technique pour gérer leurs projets de développement et apporter les services publics de base à leur population.

La première convention de coopération décentralisée a été signée par la Fédération des Municipalités du Chouf es Souayjani et Lille Métropole Communauté urbaine en 1999. Cette Fédération regroupe neuf municipalités et environ 40 000 habitants.

Objet

Lille Métropole a appuyé la Fédération dans l'étude des besoins de son territoire en matière de gestion des eaux usées. Les termes de référence pour la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement ont été élaborés par les deux partenaires, qui ont contrôlé conjointement le travail confié à un consultant au sein d'un comité de pilotage.

Des travaux de construction des différents ouvrages préconisés par ce schéma directeur sont actuellement en cours avec des financements de l'Etat libanais.

Une autre expérience est menée avec la municipalité de Bkassine (10 000 habitants), dans le cadre d'une convention de coopération décentralisée signée en 2004.

Ce programme concerne un lotissement de 80 habitations construit dans les années cinquante après qu'un tremblement de terre ait détruit une partie du village. Ce lotissement était initialement conçu comme une réponse temporaire à la catastrophe et est de ce fait dépourvu d'infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées.

Sa situation sur une colline en fait une menace pour la qualité de la ressource en eau potable. Un schéma de gestion des eaux usées a donc été établi par un bureau d'études spécialisé pendant la première étape du programme de coopération décentralisée en 2004.

Une nouvelle convention de coopération a ensuite été signée par Lille Métropole Communauté urbaine et la municipalité de Bkassine pour la période 2005-2006-2007 dans le but de permettre la construction d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une unité de traitement à l'échelle du lotissement.

Déroulement

Ces deux projets de coopération décentralisée reçoivent un appui financier important du ministère des Affaires étrangères au titre du Fonds de Solidarité Prioritaire. Les collectivités partenaires apportent leurs contributions respectives sous forme d'apport financier et de mobilisation de techniciens.

Les actions développées ont un impact significatif à différents niveaux :

- Impact social : accès à l'assainissement ;
- Impact environnemental : Protection de la ressource en eau potable ;
- Impact politique et institutionnel: selon les lois et la réglementation en vigueur au Liban, les autorités nationales sont en charge de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Mais la réforme engagée en 2001 concernant la politique nationale de ce secteur n'est pas encore entrée en application. Ces actions de coopération décentralisée sont une démonstration du rôle que pourraient ou devraient jouer les municipalités dans le gestion de l'eau et de l'assainissement ;
- Renforcement des capacités locales : le suivi des deux programmes de coopération a conduit à la création d'une agence de Développement Municipal, soutenue par l'association Tadamoun Wa Tanmia qui est chargée par les collectivités partenaires de la mise en œuvre opérationnelle des programmes.

Au-delà de la construction d'infrastructures, le défi à relever par les municipalités libanaises bénéficiaires de ces programmes est d'assurer la pérennité des équipements et des ressources humaines affectées à leur maintenance.

La relation engagée sur le long terme à travers les différentes conventions de coopération décentralisée depuis 1999 y participera sans aucun doute.

Contacts :

Mr Imad Ibrahim, coordinateur technique,
Agence de Développement Municipal, Saïda, Liban
ibrahimimad@yahoo.fr

Mme Christine Zilinski, chargée des programmes
de coopération décentralisée avec le Liban,
Service Coopération Décentralisée,
Lille Métropole Communauté urbaine
czilinski@cudl-lille.fr



Gestion globale de l'eau sur le Bassin de Limari

Département de l'Hérault

André Vezinhet, président

Collectivité bénéficiaire

Gouvernement Régional de Coquimbo - Chili

Partenaires :

Organisations des usagers de l'eau : 5 conseils de surveillance et associations d'irrigants ; Services publics : 8 dépendant du Gouvernement Provincial, Régional et Central ; Entreprises privées : 2 groupements de différentes corporations ; Une compagnie d'industrie minière ; Société civile : représentée par 5 Parlementaires et plusieurs ONG ; Municipalités : 5 faisant partie de la Province ; Recherches : 4 Centres spécialisés ; Partenaires tutoriaux internationaux : Département de l'Hérault, IRD et Agropolis en France.

Historique du projet

Le Département de l'Hérault développe depuis 1998 des relations privilégiées de coopération scientifique, technique et culturelle avec le Chili, et notamment avec la région de Coquimbo.

La Province de Limari, la plus grande productrice de la région de Coquimbo, regroupe 3 bassins agricoles et de basse irrigation. Actuellement de nombreux efforts individuels sont accomplis pour accroître son développement, en particulier tout ce qui touche à la préservation de la ressource "eau" et à sa qualité.

Services publics et institutions privées disposent de plusieurs systèmes d'analyse, et beaucoup d'initiatives économiques aujourd'hui dispersées pourraient être coordonnées et organisées efficacement, tout en permettant aux usagers d'avoir un accès facilité à toutes les informations relatives au domaine de l'Eau. Le "tissu patronal" est également très varié et les entreprises exportatrices réclament de plus en plus la mise à disposition d'instruments d'observation et d'analyse relatif à la qualité et au concept de production agro-alimentaire intégrée, dans le plus grand respect des principes du Développement durable. A cet effet, une Base de Données a été créée entre les secteurs publics et privés qui permet d'échanger dans tous les domaines touchant à la gestion du Bassin.

Objet

Le projet vise à l'application d'un programme territorial intégré (PTI) dans le Bassin du Limari, référencé site pilote chilien :

- Développement institutionnel et politique
- Prise en compte du milieu naturel et des écosystèmes associés
- Développement des capacités, de l'apprentissage social et de la gouvernance
- Application sur le bassin de la démarche et du porté à connaissance.

Les principaux objectifs à long terme sont de :

- Définir un système permettant l'usage rationnel des ressources naturelles du Bassin
- Développer un système coordonné d'outils permettant de connaître l'état et la qualité de l'eau conformément aux normes établies
- Promouvoir et développer des contrats de process de traitement des eaux résiduaires (production agroalimentaire intégrée)
- Implanter des Schémas de Qualité des Eaux pour en faire un procédé stratégique de gestion au niveau du territoire
- Dynamiser et développer les secteurs de production en accroissant les potentialités d'exportation
- Augmenter la modernisation des moyens de production du Bassin (innovation technologique, diversification et reconversion de la production)
- Faciliter, en le rendant attractif, le processus des reconversions et la multiplication des échanges commerciaux sur tout le territoire

- Développer des accords pour enrichir les échanges entre public et privé et renforcer le Développement durable sur le Bassin.

Les principales innovations se concrétiseront avec la mise en place d'un Schéma Directeur de Gestion des Eaux au niveau régional.

Déroulement et résultats

Les implications des différents acteurs du projet se sont déroulées en plusieurs étapes :

- Désignation d'un Conseil composé des représentants des 35 institutions pour informer et déterminer des lignes de travail
- Composition d'un Comité opérationnel pour superviser les travaux
- Constitution de groupes techniques, de centres d'innovations technologiques et de recherches avancées dans le concept de production agroalimentaire intégrée ainsi que dans la gestion du Bassin, pour déterminer les actions à mettre concrètement en place.

Aujourd'hui, au terme de la première année de mise en pratique et grâce à cette coordination, les résultats sont tangibles et permettent de dresser des objectifs stratégiques et des plans d'actions à court et moyen terme. Il faut souligner aussi la mise en place d'une véritable organisation pour une Gestion intégrée de l'eau, avec l'aide d'experts internationaux, dont l'appui du Département de l'Hérault. L'impact social dans toute la Province est fort et se traduit par exemple par la célébration de la Fête de l'Eau qui déploie de grandes actions de sensibilisation à l'attention du public usagers. Le Patronat encourage et soutient également tous les efforts de développement agro-industriel du Limari ainsi que toutes les actions entreprises pour que la main d'œuvre y soit plus efficace et de meilleure qualité. En parallèle, un Diagnostic de Bassin a été établi, faisant ressortir les aspects économiques, sociaux et environnementaux de la Province et insistant, dans un objectif à moyen terme, sur les solutions à apporter.

L'expérience d'une Gestion Globale de l'Eau sur le Bassin du Limari, impulsée à partir d'une forte gouvernance locale, s'est diffusée avec beaucoup d'ampleur et de succès auprès des secteurs publics et privés, et l'objectif est de la promouvoir et l'étendre aux autres bassins du Chili, en étroite partenariat avec les ministères chiliens en charge de la gestion de l'eau, de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Contacts :

Francisco J. Corral M.

Gérant PTI Bassin Limari - Chili

Tél. +56 53 63 17 56 - fcorral@cuencalimari.cl

Serge Miquel,

directeur du Pôle Environnement Eau cadre de vie
et Aménagement rural

Conseil Général de l'Hérault

1000, rue d'Alco

34 087 Montpellier - Cedex 4 - France

Tél. +33 4 67 67 67 63 - sergemiquel@cg34.fr



Coopération municipale dans le domaine de l'eau et de l'environnement entre Maxéville et Poienile Izei

Ville de Maxéville (Meurthe-et-Moselle)

Henri Begorre, maire

Collectivité bénéficiaire : **Commune de Poienile Izei** (Judet Maramures - Roumanie)

Autre partenaire :

Centre International de l'Eau de Nancy (NanC.I.E)

Historique du projet

Les premiers contacts entre Maxéville et Poienile Izei datent de 1991. Poienile Izei, commune de 1 100 habitants est située à une altitude de 1000m et s'étend sur de 11km. Poienile Izei est à 50 km de l'Ukraine (au Nord) et à 70 km de la Hongrie (à l'Ouest). Après 12 années d'échanges purement humanitaires, la Ville de Maxéville a souhaité donner une nouvelle dimension à cette relation en se positionnant comme un appui au développement des projets de la Municipalité de Poienile Izei et en rendant cette dernière responsable du suivi, de la réalisation du projet d'une part et en développant des outils nécessaires à la pérennité de l'action d'autre part.

Bien vite des problèmes d'approvisionnement en eau potable ont été identifiés. Le premier projet intitulé "coopération municipale dans le domaine de l'eau et de l'environnement" soutenu par le ministère français des Affaires étrangères a été mené en partenariat avec le Centre International de l'Eau de Nancy au titre de ses compétences techniques reconnues au niveau international au travers des nombreuses actions menées au Maroc, en Hongrie, en Pologne, en Mongolie... dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Objets du projet

- Assistance technique : production d'une étude de reconnaissance et de faisabilité concernant l'alimentation en eau potable du village
- Mobilisation des différents acteurs roumains sur la suite à donner aux résultats de l'étude.
- Réalisation d'une action concrète à savoir l'installation d'un bloc sanitaire à l'intérieur de l'école
- Sensibilisation à l'hygiène et à la propreté de la population et notamment des enfants.

Déroulement et résultats

1^{ère} phase : diagnostic effectué par un expert de NanC.I.E en présence de l'équipe municipale maxévilloise (un élu et un fonctionnaire) en charge du dossier avec comme contenu :

- l'analyse d'un projet d'alimentation en eau du village réalisé en 1998 par une entreprise roumaine
- des enquêtes et la reconnaissance de terrain et en particulier des zones de sources,
- l'analyse des conditions de faisabilité du projet d'alimentation en eau du village.

La Ville de Maxéville a souhaité anticiper sur le résultat du diagnostic en faisant part du projet global à mener à Poienile Izei (et ses alentours) auprès des différents acteurs roumains (notamment auprès du Conseil du Judet des Maramures) en identifiant et en recherchant les différentes ressources financières mobilisables dans le cadre des fonds alloués à la Roumanie pour sa pré-adhésion à l'Union Européenne. L'élaboration d'une stratégie régionale avec l'Ukraine et la Hongrie d'approvisionnement en eau potable de chaque habitation située dans cette zone a également été avancée.

2^{ème} phase : accueil à Maxéville d'une délégation roumaine composée de deux élus et de deux techniciens pour une immersion dans les thèmes du projet notamment par des visites d'installations hydrauliques sur la Communauté de Communes du Grand Couronné : au delà de la visite même de ces équipements, l'objectif était de démontrer que le groupement de communes était une réponse aux difficultés d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement que rencontrent Poienile Izei et l'ensemble des villages alentours. Cette mission a également été ponctuée par des visites d'écoles maxévilloises et par des échanges autour de l'étude réalisée suite au diagnostic en collaboration avec NanC.I.E.

3^{ème} phase : réalisation du bloc sanitaire dans l'école (en extérieur auparavant) avec la mise en place de deux réservoirs dont un à l'intérieur de l'école pour faire face au gel en période hivernale et doté d'un assainissement autonome. Les travaux ont été suivis par l' élu désigné responsable du projet et le porteur du projet a régulièrement été informé de l'avancement de l'action. Différentes actions de sensibilisation à l'hygiène ont été menées auprès des enfants de chaque classe. Cette action a débuté en octobre 2003 et s'est achevée en septembre 2004. L'action de la Ville de Maxéville se poursuit et une part importante est consacrée au développement des compétences des élus et personnels de Poienile Izei, aux échanges de savoir-faire et d'expériences afin de positionner la Municipalité roumaine comme maîtresse de son développement.

Contacts :

Vasile Dunka, maire
Poienile Izei n°23
Mamramures - Roumanie
Tél./Fax + 40 262 33 42 02

Céline Roussel

Mairie - 14, rue du 15 septembre 1944
54 320 Maxéville - France
Tél. + 33 3 83 32 30 00
Fax + 33 3 83 37 89 85
croussel@mairie-maxeville.fr

Programme de préservation des zones humides à Luang Prabang (Laos)

Mairie de Chinon (Indre-et-Loire) : 9000 habitants.

Agence de Développement et d'Urbanisme du Chinonais (coordination du projet)

Collectivité bénéficiaire : **Luang Prabang, Laos**

Acteurs impliqués

UNESCO, Union Européenne, Région Centre, Agence de Développement et d'Urbanisme du Chinonais, SARL RIVE Gestion des cours d'eau et des zones humides

Historique du projet

En décembre 1995, la ville de Luang Prabang, ancienne capitale du Laos est inscrite sur la liste du Patrimoine Mondial de L'UNESCO. Le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao, désireux de mettre en place une politique de conservation et de mise en valeur de la Ville sollicite alors l'aide de la communauté internationale.

En réponse à cette demande, La ville de Luang Prabang, la ville de Chinon et l'UNESCO ont conjointement proposé un projet de coopération décentralisée. Une convention, qui formalise ce lien de coopération, a été signée en 1997 et renouvelée en 2000 puis en 2003.

Les partenaires du projet se sont donnés pour mission de conduire un projet global de développement durable orienté sur la protection et la mise en valeur de la Ville et ce à travers des projets d'aménagement urbain, derestauration d'édifices, et le soutien des initiatives des habitants pour l'amélioration de leur cadre de vie, par l'amélioration et la réhabilitation de leur habitat.

L'élaboration d'un programme de préservation, de dépollution et de sensibilisation à l'environnement constitue un des volets importants de cette démarche volontariste. Le programme de préservation des Zones Humides, soutenu par l'Union Européenne, s'est inscrit dans une démarche de préservation du Patrimoine au sens global du concept, c'est à dire élargi au patrimoine naturel et culturel. Les mares et Zones Humides occupent une place déterminante dans le contexte socioéconomique de Luang Prabang, et représentent un patrimoine environnemental qui fait partie intégrante de l'identité de la ville.

Objet

• **Le projet se décompose en trois volets :**

Comprendre :

Ce volet comprend une phase d'observation et de diagnostic des dynamiques du réseau hydrographique et de la formation des zones humides. Il s'est traduit par un inventaire et une description exhaustive des bassins versants et des mares de Luang Prabang, un suivi régulier de la qualité de l'eau, une étude de la végétation. D'autre part, des outils méthodologiques d'analyse et de compréhension des milieux ont été mis à la disposition des techniciens de Luang Prabang : mesure de la pluviométrie, mesure des débits, mesure de la qualité de l'eau.

Protéger :

Ces milieux instables et fragiles ne peuvent se maintenir sans protection. C'est dans cette optique que la coopération a permis de présenter et de développer des techniques de lutte contre la pollution, ainsi que des outils de protection réglementaire. Les zones humides ont ainsi été classées en Zone pour la Protection

du patrimoine naturel et paysager (ZPP-N). Les prescriptions techniques relatives à ce secteur ont pour objet de garantir l'intégrité des caractéristiques naturelles des milieux concernés en limitant les constructions et en contrôlant les caractéristiques (maisons neuves en bois ou bambou sur pilotis uniquement, Coefficient d'Occupation au Sol faible...).

Sensibiliser :

En dernier lieu, comprendre et protéger ne sont utiles que si la population et les responsables locaux soutiennent et participent aux efforts de protection et de mise en valeur de leur patrimoine naturel.

Les instruments permettant d'impliquer la population et les techniciens locaux ont pris des formes variées, parmi lesquelles on retiendra la création d'un écomusée, la tenue d'un colloque international sur les zones humides ou encore une émission de radio sur RFI.

Animation et mise en œuvre de la coopération : la Maison du Patrimoine

Le projet a été bâti autour de l'idée de création d'une Maison du Patrimoine composée d'une équipe franco-laotienne de techniciens pluridisciplinaires, en permanence sur le site et placée sous la tutelle des autorités locales. Cette Maison du Patrimoine s'est fixée comme objectifs :

- d'être un lieu symbolique d'accueil, d'information, de démonstration destiné à sensibiliser la population locale au patrimoine
- de former à moyen terme une équipe d'intervention Lao,
- de lier étroitement les politiques de protection, de mise en valeur et de développement durable du site.

Les prolongements envisagés

Un deuxième projet, porté par l'UNESCO et élargi à d'autres sites notamment Vientiane la capitale du Laos, est en cours d'instruction auprès de l'Union Européenne.

Contacts :

Mme Cathy Savourey,
coordinatrice du projet,
responsable du pôle coopération, ADUC
aduc.coope@wanadoo.fr

Mme Aude Sivigny,
chargée de mission coopération, ADUC

Mr Pierre Guédant, chef de projet
à la Maison du Patrimoine de Luang Prabang
pierre.guedant@la-maison-du-patrimoine



Construction de latrines publiques et d'un réseau d'adduction d'eau à Adéta (Togo)

Mairie des Herbiers (Vendée) : 14 600 habitants

Collectivité bénéficiaire : **Adéta, République du Togo**

Autres partenaires :

AJCAH : Association Jumelage Coopération Adéta-Les Herbiers

AVIJAH : Association villes jumelées Adéta Herbiers au Togo

Historique du projet

- Kpélé Adéta est un territoire regroupant 11 communes autour du village principal Adéta.
- L'AJCAH a été créée en décembre 1989 suite à une correspondance entre une école d'Adéta et une classe du collège Jean Rostand aux Herbiers. Il s'agit d'une association loi 1901 aidée par la mairie des Herbiers (6000 euros en 2004 et 2005).

Objet

En 1990, lors d'une visite à Adéta pour officialiser le jumelage, des réunions de travail ont permis de mettre en évidence le problème de l'eau comme thème de coopération. De nombreux décès étaient en effet causés par la mauvaise qualité de l'eau utilisée (celle des marigots).

Une première réponse s'est traduite par la construction de latrines publiques : 7 blocs de 6 à 12 trous, répartis dans les différents quartiers d'Adéta, et actuellement gérés par l'AVIJAH.

L'étude d'un projet d'adduction d'eau a ensuite été lancée, en accord avec le ministère du plan Togolais. Les ingénieurs ont opté pour le captage d'une cascade située à 5km environ au nord d'Adéta. Dans le schéma imaginé par ces derniers, l'adduction concernait Adéta mais également plusieurs villages des environs (Goiré, Dougba, Hamé Afegamé, Konda, Tsefi, Kadomé, Tsiko, Atimé, Bemé, Toubou)... Au total, une population de 30 000 habitants était concernée. Un ingénieur de la SAUR, membre de l'AJCAH en France, s'est rendu sur les lieux pour conforter cette décision.

Réalisation :

Les travaux ont débuté en août 1995. Des jeunes Herbretais ont été mobilisés à cette occasion (25 stagiaires du Greta du Lycée Jean Monet des Herbiers).

Financement :

L'AJCAH a apporté 30 millions de francs CFA (46 000 Euros) issus de fonds propres et d'une subvention du Conseil régional Pays de la Loire. Mais les responsables politiques du Togo n'apportant pas le financement prévu par le partenariat, bien qu'il s'agissait d'un projet-pilote, les travaux ont été suspendus pendant 2 ans. Le projet a finalement pu être relancé grâce à l'intervention de M. Kaffigoh, ancien Premier ministre du Togo et ami des deux associations. La mission Française a ainsi accepté de prendre en charge le financement restant pour 90 millions de CFA (138 000 Euros), l'AJCAH fournissant un complément de 15 millions de CFA (23 000 Euros).

Fonctionnement :

Les travaux sont désormais achevés : barrage, réservoir de chloration, tuyaux jusqu'aux différents villages et fontaines dans tous les quartiers. Le CVD (Comité villageois) aidé de membres de l'AVIJAH gère la distribution de l'eau. Depuis 2005, un système de cotisation a été mis en place (par bassine d'eau), afin de rémunérer les "fontainiers" et de réaliser de petits travaux de réparation.

Prolongement :

Le projet à l'étude pour 2006-2007 concerne la construction de la "maison de l'eau et des Herbiers" pour un budget de 35 millions de CFA (53 000 Euros). "Maison de l'eau" car il s'agit d'un bâtiment regroupant ateliers et salles de réunion. "Maison des Herbiers" car l'AJCAH souhaite profiter de cette construction pour y réaliser un lieu d'accueil : quelques chambres, un restaurant, une sorte de motel pour recevoir les voyageurs.

Contact :
Jackie Riffaud, maire
adjoint en charge
de la culture
et de la coopération
Mairie des Herbiers
6 rue du Tourniquet
85502 Les Herbiers
jackie.riffaud@wanadoo.fr



Les différentes actions de coopération décentralisée réalisées par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Mr Hervé Bramy, président du Conseil général de Seine-Saint-Denis

Parce que l'avenir de la Seine-Saint-Denis ne peut se concevoir indépendamment de celui du monde et parce que la Seine-Saint-Denis s'inscrit résolument dans une vision d'un monde plus humain, plus juste, plus solidaire garantissant à chacun un développement durable, pacifique et équitable. Le Conseil général s'est engagé dans des coopérations décentralisées permettant une meilleure appropriation par les populations des enjeux planétaires.

La question de l'eau est un domaine transversal à toutes les coopérations. Chaque projet comporte un volet consacré à l'eau et à l'assainissement, préalable primordial, à toutes actions en matière de santé publique.

Les problématiques qui nous sont posées sont diverses. En Palestine ou au Maroc la question de l'utilisation des ressources est centrale ; au Gabon se sont les problématiques de la maîtrise des eaux pluviales et des inondations liées au lagunage qui se posent ; au Portugal il s'agit de préserver les équilibres écologiques, notamment des cours d'eau, dans un contexte urbain en pleine croissance.

■ Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le Gabon (1998-2005)

Villes bénéficiaires :

Mairie de Gamba BP 30 Gamba République du Gabon
Mairie de Port Gentil BP 568 Port Gentil République du Gabon
Mairie de Omboué BP 29 Omboué République du Gabon

Les partenaires : Les services du Département de la Seine-Saint-Denis, DEA : Direction de l'Eau et de l'Assainissement, DEV : Direction des Espaces Verts, DAD : Direction de l'Aménagement et du Développement, DPAS : Direction de la Prévention et de l'Action Sanitaire, SIAAP : Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne, UNITAR : Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche.

Historique du projet

Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis s'est engagé le 4 février 1998 dans un protocole de coopération décentralisée avec les villes gabonaises de Port Gentil, Gamba et Omboué. Il souhaite, à travers cette coopération, contribuer et soutenir le développement local de ces collectivités, engagées dans un processus de démocratie locale.

Un certain nombre de priorités ont été définies avec les partenaires, parmi lesquelles figurent les actions relatives à l'eau et à l'assainissement. Il s'agit en effet pour Gamba et Port Gentil de tendre vers la construction et l'entretien pérenne d'un réseau efficace d'écoulement des eaux pluviales et usées. De nombreux problèmes de santé publique, tel que le paludisme, résultent d'une carence, voire d'une absence totale, de réseaux d'assainissement.

Les réalisations

Réhabilitation et nettoyage du réseau d'eau et d'assainissement

En collaboration avec le SIAAP et le maître d'œuvre Architecture et Développement, le Département a cofinancé, dans un premier temps, le nettoyage d'une partie du réseau, et dans un deuxième temps la seconde tranche de réhabilitation d'une partie des réseaux d'eau et d'assainissement de la ville.

Projet global de santé publique

Elaboration d'un projet global de santé publique mobilisant les directions de l'Eau et de l'Assainissement, de la Prévention et de l'Action Sociale et des Espaces Verts. L'amélioration du réseau étant le préalable à toute action en matière de santé publique (travail sur le Paludisme).

En 2005 des missions exploratoires ont permis de mettre en place un travail de récoltes de données indispensables pour envisager des solutions au problème de traitement des eaux pluviales et au problème d'assainissement des réseaux.



■ Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le Portugal (1998-2005)

Villes bénéficiaires :

Associação de Municípios do Distrito de Setúbal
Av Dr Manuel Arriaga N°6 2èmeesq 2900-473 Setúbal

Les partenaires : Les services du Département de la Seine-Saint-Denis, DEA : Direction de l'eau et de l'assainissement, DEV : Direction des espaces verts, DAD : Direction de l'aménagement et du développement, "Composante Urbaine" bureau d'étude.

Historique

Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis a signé en juin 1998 un accord de coopération avec l'Association desMunicipalités du District de Setúbal (AMDS). L'AMDS est composée de treize villes, dans la région de Lisbonne. Le District de Setúbal a connu une période de fort développement industriel, ayant pour conséquence un développement urbain important mais mal maîtrisé. Aujourd'hui la question d'un développement durable est au cœur des préoccupations, notamment dans les projets d'aménagement urbain.

Les réalisations

Reconquête d'une rivière, la Coira

Accompagner le développement urbain (circulation douce, itinéraires verts, maîtrise hydraulique). Prévenir les risques liés à l'urbanisation (pollution, inondations, imperméabilisation des sols...).

Préserver le patrimoine écologique lié au cours d'eau (biodiversité, qualité de l'eau, berges...)

Développement d'un schéma des eaux pluviales sur la ville de Sesimbra

Etude sur le traitement des contraintes en écoulement des eaux pluviales dans une opération d'aménagement. Après le rendu de l'étude, il s'agit d'intégrer les propositions faites en matière d'assainissement alternatif au plan des contraintes urbanistiques de la ville.



■ Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général du Val-de-Marne et la Palestine (1992-2005)

Villes bénéficiaires :

Municipalité de Qalqilya P.O. Box 2 Qalqilya via Israël
Municipalité de Tulkarem P.O. Box 9 Tulkarem via Israël
Municipalité de Djenin P.O. Box 13 Djenin via Israël

Les partenaires : Les services du Département de la Seine-Saint-Denis, DEA : Direction de l'Eau et de l'Assainissement, le Département du Val-de-Marne, les municipalités de Djenin, Qalqilya et Tulkarem.

Historique du projet

Les Conseils généraux de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne se sont engagés le 12 avril 1999 dans un protocole de coopération décentralisée avec les villes autonomes palestiniennes de Djenin, Qalqilya et Tulkarem, situées au nord de la Cisjordanie. Le choix de ces trois villes est lié à la faible présence des collectivités françaises dans cette région.

Parmi les priorités définies entre les partenaires dans le cadre du soutien au renforcement de l'autonomie locale des villes palestiniennes partenaires, figure un travail sur l'augmentation des ressources et des capacités de production d'eau, ainsi que la rénovation des réseaux de distribution d'eau potable et des réseaux de collecte des eaux usées.

Les réalisations

Répondre à l'urgence, le contrôle de la qualité de l'eau et lutter contre les pertes et les fuites du réseau

Définition de thèmes d'actions pour 2003-2004 sur le contrôle de la qualité de l'eau et la lutte contre les fuites et les pertes en eau, accompagné d'un appui en formation des personnels de la municipalité.

La constitution d'un Centre de Recherche et de Développement de l'Eau

La situation politique de la région (seconde Intifada) n'a pas permis que cette piste de travail débouche en 2000 sur la mise en œuvre de projets concrets dans les villes.

2005-2006 : Accueil en Val-de-Marne des ingénieurs de l'Eau des trois villes partenaires afin de relancer le projet de Centre Palestinien de Développement et de Recherche sur l'Eau.

Définition des contenus du Centre Palestinien qui aurait pour mission la réalisation :

- d'un schéma directeur de gestion des eaux pour chaque ville,
- d'études hydrogéologiques, géologiques et modélisation hydraulique, épidémiologiques et démographiques
- d'un diagnostic des ressources et des réseaux d'eau potable et d'assainissement,
- d'études de conception et de gestion de l'eau,
- de collecter des données sur la qualité des nappes souterraines, de l'eau potable et des eaux usées,
- de la détection des fuites sur tous les réseaux,
- d'études permettant la réutilisation pour l'agriculture des eaux usées.



■ Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le Maroc (2000-2005)

Ville bénéficiaire :

Municipalité de Figuig cité administrative B.P. 121 6100 Figuig Maroc.

Les partenaires : Les services du Département de Seine-Saint-Denis, DEA : Direction de l'Eau et de l'Assainissement, SIAAP : Syndicat interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne, Hydrasol bureau d'étude, Sol Paysage, INRA, Fédération des Associations de Figuig en France.

Historique

Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis s'est engagé le 08 juin 2000 dans un protocole de coopération décentralisée avec la ville marocaine de Figuig, oasis située dans la région orientale de ce pays, à la frontière maroco-algérienne, à 400 km d'Oujda.

Le choix de cette collectivité est lié à la présence importante en Seine-Saint-Denis d'une communauté originaire de Figuig.

Parmi les priorités définies dans le protocole et dans le cadre du volet environnement, urbanisme et développement local, figurent la gestion de l'eau et de la lutte contre la désertification dans la Province. Le premier volet du projet concerne l'eau et l'assainissement, un volet relatif au développement de l'agriculture dans la Province est également envisagé.

Les réalisations

- Des études et des actions ont été engagées avec le bureau d'étude Hydrasol sur les économies d'eau et les nouvelles plantations.

Bilan de cette action : 40% d'économie d'eau sur 3 ans (50% la dernière année).

Une extension de l'expérimentation est envisagée avec la coopérative des agriculteurs.

Lutte contre la désertification

En partenariat avec Sol Paysage et l'INRA : étude sur les sols dans les différentes zones de l'oasis. Etude par Hydrasol d'un projet de laboratoire.

Elaboration d'un projet d'assainissement de la ville de Figuig

- **1^{ère} phase :** Engagement des travaux pour la construction du réseau d'assainissement dans trois quartiers de la ville. Partenariat avec le SIAAP en vue du financement sur un projet pluriannuel.

- **Projet en cours de réalisation :** travaux d'assainissement avec la Fédération des Associations de Figuig en France et la ville de Figuig. Poursuite du partenariat avec l'ensemble des partenaires en vue de la 2^{ème} phase de travaux sur les autres quartiers de la ville.

Contact :

Conseil général de Seine-Saint-Denis
Hôtel du Département - Boîte postale 193
93003 Bobigny cedex

Pascal Buhry,
chef du service Relations internationales
et Coopération décentralisée
pbuhry@csg93.fr
Tél. +33 1 43 93 93 93

Station de traitement et réseau de distribution d'eau potable à Keur Macene (Mauritanie)

Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne) 7 900 habitants - **Gérard Bermheim**, maire

Keur Macene (province du Trarza) environ 8 000 habitants, située dans le delta du fleuve Sénégal, au sud ouest de la Mauritanie.

Le projet a été initié par le comité de jumelage - coopération Vert-Saint-Denis - Keur Macene. Il a bénéficié de financements de la commune de Vert-Saint-Denis, du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté européenne, de l'UNICEF et de la Caisse des dépôts et consignations. Partenaire pendant les 3 premières phases du projet : le GRET

Historique du projet

Dès la première visite des représentants de Vert-Saint-Denis à Keur Macene, les anciens leur ont dit : "Nous n'avons pas d'eau potable. C'est très grave pour la santé. Il nous faut un château d'eau". Mais comment le remplir ? Dans le delta du fleuve Sénégal, le sous sol est salé. On ne peut obtenir d'eau potable ni par des puits, ni par des forages. La seule eau douce est celle du marigot. Mais elle est polluée.

1ère phase : 1992 - 1993 Création de l'installation de traitement et d'un petit réseau de distribution par 5 bornes fontaines. Installation d'un aérogénérateur.

Mise en service en juillet 1993.

Echec provisoire : Trop peu d'habitants acceptaient de payer l'eau loin de chez eux, plutôt que prendre celle du marigot. Beaucoup n'avaient pas encore compris l'intérêt de l'eau potable pour la santé.

2ème phase 1995. Développement d'un réseau de distribution aux habitations du village de Keur Macene (2 000 habitants), avec compteur pour chaque abonné.

Les familles sont intéressées, car les femmes et petites filles n'ont plus à faire la pénible "corvée d'eau", ce qui a favorisé la scolarisation des fillettes. Et les habitants du village ont constaté l'intérêt de l'eau potable pour leur santé, surtout celle des jeunes enfants. L'augmentation de la consommation a permis de payer le salaire du gérant et une grande partie des frais de fonctionnement. Elle a nécessité aussi plus d'énergie, et donc l'installation de 2 éoliennes de pompage mécanique, puis d'un 2ème aérogénérateur.

3ème phase 1996-1997 : Alimentation en eau potable du village de B'Neïnadji (1 000 habitants environ), à partir du château d'eau du village de Keur Macene, situé à 3km.

Une pompe électrique immergée dans le château d'eau de Keur Macene alimente celui de B'NEÏNADJI. Un réseau gravitaire distribue ensuite l'eau à chaque habitation avec un compteur, comme à Keur Macene.

4ème phase 2001: Installation de 2 pompes solaires.

Les 2 aérogénérateurs et les 2 éoliennes ne suffisaient plus à fournir l'énergie nécessaire, par suite de l'augmentation de la consommation et des périodes de vent trop faible. L'utilisation d'un groupe électrogène s'est avéré très coûteux et peu fiable. D'où l'installation de 2 pompes solaires.

5ème phase : 2002-2003 : alimentation en potable d'un 3ème village : Bounaya (300 habitants) à 6 km du village de Keur Macene.

Le réseau de Keur Macene a été développé et l'installation de traitement partiellement renouvelée.

6ème phase 2005-2006 : Amélioration et augmentation de la capacité de production de l'installation de traitement de l'eau. Raccordement au nouveau réseau électrique du village de Keur Macene.

Ces améliorations permettront de fournir toute l'eau potable nécessaire aux habitants déjà desservis, et d'étendre le réseau. 5 villages de la commune, soit environ 2 700 habitants attendent l'eau potable.

Le projet

Le traitement de l'eau

La décantation-floculation. L'eau est pompée dans le marigot par une pompe électrique et une éolienne. Un doseur mécanique Garhin y ajoute une dose de sulfate d'alumine réglée suivant la turbidité de l'eau. L'eau remplit alternativement l'une des 2 cuves de décantation en fibre de verre. Leur partie inférieure conique est toujours pleine d'eau et de boue. La partie supérieure cylindrique est vidée à chaque cycle lorsque l'eau y est devenue claire. Une purge vide ensuite une partie de la boue déposée dans la pointe du cône. Le fonctionnement est automatique. 4 cuves en béton stockent l'eau décantée. Une pompe solaire et une pompe électrique immergées la font monter au château d'eau à travers 2 filtres silex et un chlorateur Garhin, identique au doseur de sulfate d'alumine.

Le réseau

Sa longueur est d'environ 25 Km. La population a creusé les tranchées et posé les tuyaux semi-souples en PEHD. Les bénéficiaires ont ainsi participé au projet et réalisé une économie très importante sur son coût. Depuis l'origine du projet, le comité de jumelage de Vert-Saint-Denis soutient financièrement et techniquement son développement, et apporte son appui à sa gestion et à sa maintenance.

La gestion de l'installation

Elle est assurée par une régie communale.

L'eau est facturée au m³. Le prix de vente, fixé par le comité de gestion de la régie, est depuis 1994 de 150 UM/m³ (0,47 euro/m³). Il suffit pour payer les dépenses de fonctionnement, mais non les dépenses de renouvellement du gros matériel. Nous conseillons depuis longtemps de l'augmenter pour au moins compenser l'inflation. Mais c'est une décision politique difficile.

La gestion communale de ce service public essentiel permet à la population de comprendre l'utilité, donc la légitimité de l'institution communale.

Contact :

Raymond Pinard,
président du comité
de jumelage-coopération,
ingénieur retraité.
6 Allée des Fauvettes
77240 Vert-Saint-Denis
Tél./Fax +33 1 60 63 35 33
raymond.pinard@wanadoo.fr

Doseur de sulfate
d'alumine



Cuves de
décantation en
fibre de verre



Appui à la commune de Sofara/Fakala pour un développement global maîtrisé de son territoire

Ville de Mulhouse (Haut-Rhin)

Jean-Marie Bockel, maire, sénateur du Haut-Rhin

Collectivité bénéficiaire : **Commune rurale de Sofara/Fakala (Mali)**

Mr Alassane Guindo, maire

Cercle de Djenné Région de Mopti - République du Mali

Tél. +223 24 20 09 22 - Fax +223 24 42 00 20

Autres partenaires : Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, Institut Régional de Coopération Développement (IRCOD) Alsace, Direction régionale de l'Hydraulique et de l'Energie à Mopti, Direction régionale de l'Assainissement à Mopti.

Historique du projet

En 1989, des associations mulhousiennes d'entraide regroupant des migrants d'origine malienne et des bénévoles ont établi les premiers contacts avec le village de Sofara devenu village - centre de la Commune de Fakala (30 000 habitants), en 1999.

A partir de 1991, la Ville de Mulhouse, à l'initiative de son maire, a souhaité développer un partenariat avec une commune du sud. Eu égard aux contacts pré-existants, le choix s'est porté sur Sofara.

Une première mission a permis de définir de concert des projets visant à améliorer les conditions de vie de la population, en développant l'économie locale. Parmi les principaux projets réalisés depuis lors, on peut citer : l'équipement d'un atelier-école regroupant les artisans locaux travaillant le fer et le bois, le forage de puits pour le maraîchage, un appui pour l'achat de semences et le surcreusement du canal d'amenée pour favoriser l'approvisionnement en eau de la rizière. Cette dernière réalisation a permis d'augmenter sensiblement les récoltes. Répondant à un souhait maintes fois exprimé par nos partenaires maliens, une charte de jumelage a été signée par les maires des deux communes, le 18 janvier 2003.

Objet du projet

Dans le cadre d'un développement programmé, la Commune de Sofara/Fakala souhaite mettre en place un plan de développement urbain qui intègre l'alimentation qualitative et quantitative en eau potable pour la commune et les nouveaux quartiers, ainsi qu'une réflexion sur l'assainissement et l'évacuation des eaux pluviales.

Déroulement du projet

Prenant en compte les préoccupations exprimées par le maire de Sofara/Fakala, une délégation d'experts de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne et du Service des Eaux de la Ville de Mulhouse s'est rendue sur place, en février 2005, pour réaliser un diagnostic et définir des propositions d'action.



Elle a procédé à l'inventaire des installations existantes et identifié les problèmes y afférant. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau, si le dispositif fonctionne correctement tant du point de vue de la maintenance que de la gestion, il se pose clairement le problème de l'insuffisance des volumes d'eau disponibles. Par ailleurs, la Commune de Sofara ne dispose d'aucun système d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales à ce jour.

Dans la perspective de la réalisation d'un plan de développement urbain intégrant ces aspects, les experts ont conclu à la nécessité de faire réaliser une étude globale de la nappe phréatique sur le territoire de la Commune. Le cahier des charges relatif à cette étude est en cours de rédaction. Elle sera confiée à un bureau d'études maliens au cours du premier semestre 2006. Elle permettra de définir les travaux à engager prioritairement et de les programmer y compris du point de vue financier.

Coopération technique dans le domaine de l'eau et de l'assainissement avec El Khroub (Algerie)

Ville de Mulhouse (Haut-Rhin)

Jean-Marie Bockel, maire, sénateur du Haut-Rhin

Collectivité bénéficiaire : **Ville d'El Khroub**

Mr Hadj Belaribi, président de l'Assemblée Populaire Communale

Daïra d'El Khroub Wilaya de Constantine, Algérie

Tél. +213 31 96 52 77 - Fax +213 31 96 41 77

Autres partenaires : Institut Régional de Coopération Développement (IRCOD) Alsace

En 1999, la Ville de Mulhouse a signé une convention de coopération avec la Ville algérienne d'El Khroub, une commune de 150 000 habitants intégrée dans l'agglomération de Constantine. L'hygiène du milieu urbain figure parmi les axes de coopération prioritaires. A cet égard, des échanges d'expérience ont été amorcés sur la base d'un premier état des lieux réalisé en 2000 par le Directeur du Service des Eaux de la Ville de Mulhouse et le responsable de l'agence mulhousienne de la Lyonnaise des Eaux. En 2004, une nouvelle expertise a permis de définir les actions devant permettre d'améliorer les conditions d'approvisionnement en eau et l'entretien du réseau d'assainissement. A travers des contacts réguliers et des formations, Mulhouse apporte un appui méthodologique à sa ville partenaire à cet égard.

Contact :

Estelle Mangold,

responsable des Relations internationales
et de la Coopération transfrontalière

Ville de Mulhouse

2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020

F - 68948 Mulhouse cedex 9

Tél. +33 3 89 66 11 14

Fax +33 3 89 45 70 61

estelle.mangold@ville-mulhouse.fr

Mise en place de contrôle de la qualité de l'eau à N'Djamena

Ville de Toulouse

Mr Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse

Me Mayeux-Bouchard, conseiller délégué aux Relations internationales

Collectivité bénéficiaire : **Mairie de N'Djamena**

Mr Dago Yacoub, maire de N'Djamena

Autres partenaires : Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, Agence Française de Développement, Hôpital Général de N'Djamena, Associations représentant la société civile (Groupes locaux de développement, Comités d'assainissement, groupement de femmes). A Toulouse : Institut Catholique des Arts et Métiers, Institut National Polytechnique de Toulouse, Médecins du Monde, Institut National des Sciences Appliquées, Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Toulousaine, le Centre Hospitalier Régional.

Historique du projet

La Ville de Toulouse s'est engagée depuis plus de dix ans dans une relation de coopération décentralisée avec la ville de N'Djamena. Le programme de coopération est défini avec les autorités locales et se décline en projets sur la base de contractualisations et de partenariats élargis. La coopération avec N'Djamena s'est appuyée sur un travail rapproché avec le représentant de la Coopération Française en coordination avec les interventions réalisées par l'Agence Française de Développement. Depuis 1996, le service communal d'hygiène et de santé de la ville de Toulouse prend une part active dans la coopération entre les villes de Toulouse et N'Djamena, d'une part par des actions d'accompagnement à la restructuration du service hygiène et santé et de formation de ses personnels, d'autre part, par l'implication dans l'élaboration du plan d'action pour l'amélioration de la gestion des déchets dans la ville de N'Djamena. Les formations spécifiques organisées ont également permis la mise en place de procédures suivantes : enquêtes sur l'hygiène alimentaire, mise en place progressive des contrôles sanitaires, techniques de dératisation, techniques d'analyse de l'eau. En outre, depuis 1998, l'action de la Ville de Toulouse est centrée sur deux priorités : le plan de gestion des déchets et de l'assainissement et l'appui à la gestion municipale. A partir d'une étude de faisabilité réalisée conjointement avec la mission Française de coopération et la Caisse des Dépôts et Consignations, un plan d'action a été élaboré qui prend en compte les aspects techniques, financiers mais aussi sociaux et sanitaires. Ce plan, finalisé en 2000, se déroule en différentes phases à partir des moyens humains qui peuvent être mobilisés localement et avec l'appui de l'aide nationale ou internationale. Sur la base des préconisations du plan d'action, la ville de Toulouse participe à certaines actions pilotes (appui au Centre de Valorisation des Déchets Urbains de N'Djamena) tout en maintenant le partenariat avec les autres bailleurs de fonds impliqués afin de maintenir la cohérence des programmes et des objectifs.

Objet du projet

L'objectif général consiste à renforcer les services urbains auprès de la population et contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vie des habitants. La construction des projets s'appuie sur le dialogue social et la recherche de concertation, d'implication de la population. Dans le domaine de l'assainissement, l'objectif global est l'amélioration de la santé et des conditions de vie urbaine en intervenant sur les nuisances du milieu.

Déroulement et résultats

Le contrôle de l'hygiène de l'eau est une des missions du Service Hygiène et Santé. De nouvelles réalisations pour l'alimentation en eau de la Ville de N'Djamena a intensifié cette mission. En effet, la Ville de N'Djamena avec l'aide de l'Agence Française de Développement a approvisionné en eau des quartiers périphériques qui n'étaient pas desservis. Depuis le début de l'année 2003, 100 000 personnes peuvent s'approvisionner à ces points de distribution grâce à 5 forages de la nappe profonde. Cinq châteaux d'eau alimentent 8 bornes fontaines et 23 kiosques de distribution. Cette réalisation très technique s'est appuyée sur une approche sociale innovante.

Le système de gestion particulièrement original, très ouvert sur le quartier, permet aux habitants d'être les acteurs de l'amélioration de leurs conditions de vie.

La mairie a confié la gestion de ces structures à des fermiers qui vendent l'eau à un tarif imposé et qui sont responsables de la maintenance de ces équipements. Les châteaux d'eau sont au centre de "places de vie" avec des boutiques, des sanitaires, des plantations, des lieux de réunion. Elles sont gérées par des associations gestionnaires des places.

La Mairie chargée du contrôle du fonctionnement de ces structures intervient par l'intermédiaire de la CAPAQ (Cellule d'Appui aux Projets d'Aménagement de Quartiers) qui coordonne les différents acteurs. Cette cellule municipale animée par un ingénieur en environnement regroupe des représentants d'autres services municipaux : Hygiène et Santé, Voirie, Services socio-éducatifs...

C'est donc dans le cadre de la CAPAQ que le technicien d'Hygiène et Santé intervient au niveau de ces points de distribution de l'eau pour contrôler l'hygiène de la place à vivre (boutiques, latrines, espaces de distribution de l'eau) et pour assurer des contrôles de la qualité de l'eau. Le traitement de l'eau à l'hypochlorite est effectué par le fermier dans un local prévu à cet effet et sécurisé. La Ville de Toulouse a accompagné ce projet par le biais de formations ciblées et par la fourniture au Service Hygiène et Santé des chloromètres et réactifs pour mesurer la teneur en chlore de l'eau et vérifier que le traitement de l'eau a été effectué correctement.

Une meilleure maîtrise dans le contrôle de l'eau distribuée par les bornes-fontaines ou les châteaux d'eau a pu ainsi être réalisée.

Cette action, qui nécessite un suivi permanent et la fourniture de matériels adaptés sera poursuivie.

Contacts :

Mme Gisèle Teulières,
directeur des Relations internationales et Européennes,

Mme Marie-Claude Rémésy,
médecin-directeur du service hygiène et santé
Tél. +33 5 61 22 29 22

Contacts à la mairie de N'Djamena :

Mr Ahmat, secrétaire général
Mr Sarmadji, directeur des Services techniques



Réhabilitation et exploitation de la retenue d'eau de Zibako, au Burkina Faso

Ville de Limoges (Haute-Vienne)

Collectivité bénéficiaire : **Commune rurale de Pabré (Burkina Faso)**

Autres partenaires :

Ministère des Affaires étrangères (M.A.E.) - Union Européenne (ACP - Appel à projets Eau)

Historique du projet

Un des axes les plus originaux de la stratégie de développement des relations internationales de la Ville de Limoges consiste en l'affirmation du rôle moteur de celle-ci dans le monde de la Francophonie. Ce rôle, initialement limité à l'organisation annuelle du plus important festival de théâtre francophone existant actuellement (F.I.F.L. = Festival International des Francophonies en Limousin), s'est progressivement étendu d'abord à d'autres secteurs de la Culture (création de la B.F.M. = Bibliothèque Francophone Multimédia, pôle associé à la Bibliothèque Nationale pour le secteur du théâtre et de la littérature francophones) puis à ce qu'il est convenu d'appeler la "francophonie solidaire".

Cette notion de solidarité avec le monde francophone est très vivace à Limoges où de nombreux citoyens se sont organisés en associations. Certaines d'entre elles œuvrent même depuis plusieurs années spécifiquement sur la commune rurale de Pabré : il s'agit notamment des associations "Le Pont" (présente à Pabré depuis 1987) et "Un enfant, un cartable" (qui compte aujourd'hui près de 500 adhérents parrainant 845 élèves du Primaire). Par ailleurs des écoles de Limoges entretiennent des relations suivies avec des écoles de la commune de Pabré.

On voit par ces quelques exemples que l'engagement de la collectivité territoriale "Ville de Limoges" en faveur du développement de la commune de Pabré, loin d'être artificiel ou superficiel, se nourrit au contraire des attentes fortes d'une partie significative de ses habitants, et se trouve de surcroît en parfaite cohérence avec un des axes majeurs de développement des relations internationales de la Ville. C'est ainsi que, tout naturellement et logiquement, par convention datée du 13 février 1999, la Ville de Limoges s'est engagée dans l'aide au développement durable du Département de Pabré (province du Kadiogo), qui depuis la Loi du 21 décembre 2004 est appelé à devenir "commune rurale de Pabré".

Initialement, cette convention limitait le champ de la coopération ainsi instituée, à 3 axes : l'eau (et l'assainissement), la santé et l'éducation. Un avenant ultérieur ajoutait un quatrième axe de coopération : l'action économique. L'un des intérêts de la réhabilitation et de l'exploitation de la retenue d'eau de Zibako (du nom d'un village situé sur la commune rurale de Pabré), réside justement dans le caractère multisectoriel de ce projet puisque, partant de la problématique de l'eau, il implique de très nombreux acteurs (au nord comme au sud) pour des actions d'éducation et de formation, qu'il aura une incidence positive sur la santé des populations, enfin qu'il a pour objectif final de permettre l'essor de nouvelles activités génératrices de revenus.

Objet

Composée d'une population essentiellement rurale, la zone couverte par les trois villages de Zibako-Wavougoué-Nedogo souffre d'une pluviométrie certes acceptable en quantité (805mm/an en moyenne), mais concentrée sur une période courte. De ce fait, on constate une perte importante de l'eau nécessaire au développement économique et notamment de l'élevage, principale source de revenus. Cette situation est d'autant plus regrettable que des volontés de développement se sont affirmées dans les villages, sous forme de création de groupements d'éleveurs orientés vers une production de viande de qualité (initiative soutenue par la Ville de Limoges) qui réclament depuis longtemps la réhabilitation de cette retenue d'eau créée par l'O.N.B.I. en 1987 et rompue par submersion en 1989. La relative proximité de la capitale rendant crédible la perspective de débouchés commerciaux, la réhabilitation de la digue permettra non seulement

l'alimentation en eau (hors eau de boisson) des populations, mais également l'abreuvement du cheptel (et donc l'essor de l'élevage dans cette zone peuplée majoritairement de Mossis, mais aussi de Peuhls sédentarisés) ainsi que la création d'exploitations maraîchères et piscicoles.

La réhabilitation de cet ouvrage bénéficiera en priorité à l'ensemble des populations des villages de Wavougué, Zibako, Bidougou et Nedogo, et tout particulièrement aux groupements professionnels et sociaux de ces quatre villages (éleveurs, maraîchers, groupements de jeunes, groupements de femmes...). Les Commissions Villageoises de Gestion des Terroirs (CVGT) de ces villages sont donc tout naturellement motivées par ce projet.

Le présent projet offre donc une triple cohérence :

- cohérence par rapport aux attentes de la population locale, afin de diversifier ses revenus et ses sources de protéines ;
- cohérence par rapport au souci manifesté par le MRA (Ministère des Ressources Animales) de voir se développer au Burkina, et tout particulièrement à proximité de l'AFO (Abattoir Frigorifique de Ouagadougou), la production d'une viande de haute qualité, destinée pour partie à l'export, et pour partie à satisfaire une clientèle exigeante (hôtels, restaurants...);
- cohérence enfin par rapport à l'esprit même de la convention d'aide au développement DURABLE passée entre la Ville de Limoges et le Département de Pabré, car tout à la fois attentif à l'implication effective des populations concernées et respectueux de l'environnement.

Déroulement

Des études techniques, économiques, environnementales, sociales et foncières ont été effectuées entre juillet 2004 et mars 2005. Elles ont permis de démontrer la faisabilité technique du projet et le bien-fondé de celui-ci. Elles ont notamment permis de tracer le profil socio-économique et agro-sylvo-pastoral de la zone d'influence de la retenue d'eau et l'analyse approfondie des populations riveraines de l'ouvrage, des conditions de leur participation à la réalisation du projet et des actions d'accompagnement à mener au plan socio-économique et environnemental dans le cadre de ce projet.

En décembre 2005, sous le contrôle du maître d'ouvrage (la commune rurale de Pabré représentée provisoirement par le préfet), une entreprise burkinabè a été sélectionnée par appel d'offres ouvert, sur la base du devis estimatif proposé par le maître d'œuvre, également burkinabè (bureau d'études Geramhy). La première tranche des travaux (accompagnée par une intense campagne d'information/prévention des populations riveraines) a effectivement commencé début février 2006. La livraison de l'ouvrage est prévue courant mai, avant le début de la saison des pluies.

Parallèlement, les CVGT (commissions villageoises de gestion des terroirs) de Zibako et Wavougué, particulièrement impliquées dans le projet, se sont directement saisies de ce dossier. Ces deux C.V.G.T. sont en effet très conscientes de leur responsabilité dans l'exécution et la pérennité du projet et dans la gestion durable des équipements. Elles se sont constituées en "Comité de Gestion de la Digue de Zibako/Wavougué" qui sera chargé, entre autres, et après avoir reçu une formation adaptée, de la "police" et de la maintenance de la digue.

Contacts :

Constantin Christides,

Conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée
87031 Limoges cedex
Tél. +33 5 55 45 63 74 - Fax +33 5 55 32 12 55

Jacques Robert-Engman,

directeur des Relations internationales de la Ville de Limoges
87031 Limoges cedex
Tél. +33 5 55 45 64 08
jacques-robert-engman@ville-limoges.fr

Coopération avec la commune urbaine de Douala 1^{er} - Cameroun

IRCOD Alsace - Institut Régional de Coopération Développement

Espace Nord / Sud - 17 Rue de Boston - 67000 Strasbourg

Collectivité partenaire : **Région Alsace, Adrien Zeller, président**

1 Place du Wacken - B.P. 91006 - 67000 Strasbourg

Collectivité bénéficiaire : **Commune urbaine d'arrondissement de Douala 1^{er}**

B.P. 3135 - Douala 1^{er} - Cameroun

Autres partenaires :

En France : Département du Bas-Rhin

Partenaires locaux : Communauté urbaine de Douala, Le Comité de développement du quartier Bessengué Akwa, Doual'Art

Historique du projet

Le quartier de Bessengué-Akwa a été sélectionné par l'équipe municipale de Douala 1er pour bénéficier d'un plan de développement local basé sur un mode de gestion partagée entre ses habitants et la municipalité. L'animation du projet a été confiée à une association locale, Doual'Art qui organise la concertation locale associant institutions et représentants de la population réunis, sous l'impulsion de Doual'Art, en Comité de développement du quartier Bessengué-Akwa (CDBA).

Les travaux menés entre le CDBA et la commune ont abouti à l'identification des besoins des habitants du quartier. Ces besoins se traduisent par une liste de projets orientés vers le désenclavement, l'hygiène et l'assainissement et l'intégration sociale par des activités culturelles. La Ville de Lingolsheim est engagé avec ses services dans l'appui à la définition des actions et à leur mise en œuvre.

Objet du projet

Ce projet tend à l'amélioration des conditions de vie de la population du quartier par une meilleure salubrité (campagnes de désinsectisation et dératisation, curage des drains, aménagement de bornes fontaines et ponceaux, gestion raisonnée des ordures ménagères, etc.) et par un désenclavement progressif de celui-ci (réfection d'une passerelle, création future d'une voie secondaire rattachée à la voirie principale). L'autre objectif de l'action est la structuration du milieu par la constitution d'une association de quartier forte et représentative, interlocuteur privilégié de la commune pour l'aménagement de leur quartier et la participation à la gestion des services, notamment celui de l'eau potable. Mais, surtout, il s'agit de promouvoir l'articulation des compétences de la collectivité locale avec le dynamisme de la société civile dans la définition, l'exécution et la gestion des infrastructures, notamment dans le domaine hydraulique.

Déroulement et résultats

La première action de ce partenariat a été le reprofilage du drain permettant l'évacuation des eaux de pluie et contribuant ainsi à diminuer sensiblement les inondations jusque là fréquentes le long des berges. L'action suivante a été orientée vers l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable avec la construction et la mise en service d'une borne fontaine gérée par le CDBA. La réalisation d'une deuxième borne fontaine est en prévision. De même, la construction d'un ponceau a contribué au désenclavement de la partie Nord du quartier.

Prenant acte du travail engagé et de la dynamique créée à travers ce projet, la Banque mondiale prévoit le financement d'un programme d'amélioration de l'accès aux services de deux quartiers d'habitat spontané de Douala, le quartier de Bessengué-Akwa. Ce projet débouchera sur un plan de réalisations concrètes portant sur les services urbains (désenclavement, drainage, évacuation des ordures, éclairage...). Il concrétisera la dynamique d'aménagement du quartier Bessengué-Akwa à grande échelle.

Résultats :

La définition du plan d'aménagement a été finalisée et validée en milieu d'année 2005 par les parties prenantes (CUD, CUA Douala 1er, CDBA, Banque mondiale) et portera en priorité sur la réalisation de voiries facilitant la circulation piétonne, sur le renforcement du réseau d'éclairage public et d'alimentation en eau potable. Les marchés de maîtrise d'œuvre technique et sociale ont été lancés en septembre - octobre 2005.

Contacts :
Denis Schultz,
directeur

Claude Régall,
Chargé de mission
Tél. +33 3 88 45 59 89
ircod1@ircod.org

Philippe Naegel, permanent
de l'IRCOD au Cameroun
B.P. 4280 - Yaoundé
Tél. +237 220 85 77
philippe.naegel@ircod.org



Appui à la gestion intercommunale des ressources en eau potable avec l'Association des communes du Mbam et Inoubou - Cameroun

IRCOD Alsace - Institut Régional de Coopération Développement

Espace Nord / Sud - 17 Rue de Boston - 67000 Strasbourg

Collectivités partenaires : **Région Alsace, Adrien Zeller**, président

1 Place du Wacken - B.P. 91006 - 67000 Strasbourg

Communauté de communes de Sélestat, Marcel Bauer, président - 1 rue Louis Lang - 67600 Sélestat

Ville de Thann, Jean-Pierre Baeumler, maire - Hôtel de Ville - 1 Place Joffre - 68800 Thann

Collectivité bénéficiaire : **Les huit communes du département du Mbam et Inoubou,**

Pascal Anong Adibimé, président de l'Association des communes du Mbam et Inoubou

Autres partenaires :

En France : Syndicat départemental de l'eau et de l'Assainissement du Bas-Rhin, PS-Eau

Partenaires locaux : L'Association des communes du département du Mbam et Inoubou

Historique du projet

Au Cameroun, les conditions de l'accès à l'eau potable sont variées : sources aménagées ou non, puits équipés ou non de pompes, installations type "Scanwater"... En milieu rural plus généralement et en-dehors des bourgs centres, ces infrastructures posent des problèmes de pérennité de leur maintenance ainsi qu'en terme de qualité de l'eau. Par ailleurs, certains hameaux, notamment les plus reculés, restent complètement dépourvus de tout type d'installation.

Environ 315 points d'approvisionnement en eau ont ainsi été répertoriés sur le département du Mbam et Inoubou, mis en place par des intervenants multiples : Etat, coopérations bilatérales ou multilatérales, ONG, associations locales, privés... Le manque de concertation entre ces nombreux acteurs est à l'origine d'une absence de procédures de gestion et d'équipements cohérents.

Dans un contexte de privatisation de la SNEC, la loi sur l'eau de 1998, renforcée par la loi d'orientation de la décentralisation de juillet 2004, donne compétence aux communes en matière de gestion de l'eau. Conscientes cependant qu'il leur sera impossible de prendre en charge cette question individuellement, les huit communes de ce département ont décidé de se regrouper, en 2003, en une Association des communes du Mbam et Inoubou (ASCOMI) pour assumer une fonction de maître d'ouvrage, mettre en commun des moyens et définir une politique dans ce domaine prenant en particulier en compte les initiatives de la société civile.

Objet du projet

Le projet se propose de contribuer à l'émergence d'une véritable maîtrise d'ouvrage intercommunale dans le cadre d'une démarche participative impliquant l'ensemble des acteurs locaux. Il contribue ainsi aux objectifs de développement du Millénaire en travaillant sur la bonne gouvernance dans le domaine de l'eau et à la réduction de la pauvreté. L'approche se veut globale et innovante, incluant dès le départ la question de l'assainissement à travers une action pilote sur l'un des centres urbains (ville de Bafia).

Le partenariat proposé par l'IRCOD mobilisera des ressources diverses au Cameroun et en France (en Alsacienotamment) dans le cadre d'un véritable compagnonnage pour aider à la mise en place de structures capables d'assurer la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre.

Déroulement et résultats

Le projet est basé sur l'échange de pratiques entre collectivités alsaciennes et camerounaises. Il fait également appel à l'expertise de structures spécialisées dans le suivi de projets de développement dans le secteur de l'eau et de bonne gouvernance engageant les autorités locales municipales. Un volet recherche-action en matière d'assainissement est mené en lien avec des structures d'enseignement supérieur.

Le projet définira avec les différents acteurs de terrain, dont les services déconcentrés de l'Etat, la mission à confier à un service spécialisé dans l'eau et l'assainissement, précisera son contour juridique et aidera au recrutement du personnel. Il engagera les communes de l'ASCOMI pour la prise en charge financière du service, gage de pérennité. Il spécifiera avec les acteurs de terrain leurs rôles respectifs dans ce domaine. Dans une seconde étape, la mise en place du service sera confortée par la formation du personnel à travers l'échange de pratiques (missions d'accompagnement terrain, accueil en stage de formation en Alsace). Les missions de suivi des structures spécialisées seront relayées par une assistance permanente sur le terrain à travers un partenariat avec une ONG locale et un représentant du consortium.

Résultats attendus

- l'amélioration des modes de gouvernance et de gestion de l'eau par la mise en place de procédures de gestion impliquant les communes à travers leur structure intercommunale (ASCOMI) en tant que maître d'ouvrage et associant l'ensemble des acteurs intervenant dans ce domaine (services de l'Etat, structures publiques, associations locales, ONGs, ...)
- la mise en place d'un service public pérenne de proximité assurant la maîtrise d'oeuvre pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement au bénéfice des 8 communes du département du Mbam et Inoubou ;
- la réhabilitation des infrastructures hydrauliques existantes et l'amélioration de la qualité des eaux disponibles ;
- la définition d'un programme d'investissement pour le développement de nouveaux aménagements permettant de couvrir progressivement l'ensemble du territoire ;
- La définition, à partir d'un programme de recherche-action d'un schéma directeur d'assainissement sur la commune urbaine de Bafia.

Contacts :

Denis Schultz,
directeur

Claude Régall,
Chargé de mission - Tél. +33 3 88 45 59 89
ircod1@ircod.org

Philippe Naegel,
permanent de l'IRCOD au Cameroun
B.P. 4280 - Yaoundé - Tél. +237 220 85 77
philippe.naegel@ircod.org



Partenariat Angers Loire Métropole Bamako

Domaines d'action : eau potable, déchets solides, déchets liquides

Historique du projet

La ville d'Angers est jumelée depuis 1974 avec Bamako. Les échanges menés sont très nombreux avec des investissements à Bamako dans les domaines de l'éducation et du développement social (création de 6 Centre de Lecture et d'Animation), de la Santé (création de 6 Centre de Santé Communautaire), du sport (création de plateaux sportifs), des manifestations culturelles s'organisent chaque année à Angers et Bamako (festival Nuits Toucouleurs, Cinéma d'Afrique). Par ailleurs, des relations entre le milieu associatif angevins et bamakois se sont aussi fortement développées, le Centre Hospitalier d'Angers est Jumelé avec celui de Bamako ainsi que plusieurs organismes tels que les centres Charlotte Blouin et Montclair (malvoyants et malentendants), la Mutualité de l'Anjou (fourniture montures lunettes et matériel optique) et le centre de transfusion sanguine (procédure de sécurisation des transfusions).

Dans le prolongement de ces 30 années de jumelage et souhaitant développer ses actions de développement durable, la communauté d'agglomération Angers Loire Métropole a ainsi engagé depuis 1999, dans le cadre de ses compétences, des actions de partenariat avec Bamako.

Une contribution de 0.3% de son budget d'investissement est ainsi prévu chaque année, soit 110 000 € d'investissement à mener à Bamako avec une contribution par ailleurs en fonctionnement pour mener des délégations d'élus et de techniciens sur place.

Le développement de Bamako étant sur le plan démographique très rapide en passant en 1996 de 800 000 habitants à 1 600 000 habitants environ en 2006, les besoins en eau et gestion des déchets solides et liquides constituent une priorité pour les élus Bamakois.

S'appuyant sur le réseau de partenaires, le relationnel et la maison du partenariat de la ville d'Angers, Angers Loire Métropole a pu développer des projets en complémentarité dans les domaines de l'eau et des déchets solides.

Réalisations

Domaine de l'eau : Réalisation de deux châteaux d'eau et de leur réseau de bornes fontaines.

En 1999, deux quartiers de Bamako n'étaient pas desservis par le réseau d'eau potable. S'appuyant sur des forages avec pompes à main existants, Angers Loire Métropole les a équipé d'une pompe immergée, reliée à un château d'eau. Après un dispositif de chloration, une distribution sur un réseau de bornes fontaines a été aménagée.

Ces équipements ont été réalisés en collaboration avec l'organisme d'Etat chargé de la ressource en eau (Direction Régionale de l'Hydraulique) et un comité de gestion mis en place pour assurer l'entretien du matériel et percevoir une redevance sur les fournitures d'eau aux différentes bornes fontaines.

Un château d'eau et un réseau de bornes fontaines représente un budget de 70 000 €.

Jumelage de communes d'Angers Loire Métropole avec des communes attenantes à Bamako

S'appuyant sur la dynamique des échanges d'Angers et d'Angers Loire Métropole, plusieurs jumelages se sont développés entre des communes d'Angers Loire Métropole et des communes voisines de Bamako. Ainsi, les communes de Saint Barthélemy d'Anjou – N Gabakoro droit, Les Ponts de Cé – Moribabougou, Saint Léger des bois et Saint Jean de Linières – Safo ont menées des échanges avec de multiples actions comme celle de la réhabilitation de la pompe à main à Safo (Cf. ci-contre).

Évaluation et projets

Chaque année les différentes actions sont évaluées lors de délégations composées d'élus et de technicien en relation avec les élus de Bamako.

Eau potable

Suite à la réalisation de deux premiers châteaux d'eau, il a été recherché de nouveaux sites d'implantation. Il s'est avéré que la consultation du concessionnaire a montré que son réseau devait couvrir correctement tout le territoire de Bamako. Il n'était donc pas envisageable de poursuivre dans cette voie. Il a toutefois été constaté que des coupures d'eau du concessionnaire pouvaient gêner les habitants et les Centres de Santé Communautaires. Par ailleurs un des deux châteaux d'eau créé par Angers Loire Métropole présentait des dysfonctionnements. Ces derniers ont pu être corrigés et les réseaux de bornes fontaines ont pu être rallongés. Les comités de gestions émettent chaque année un rapport technique et économique qui permet de suivre la bonne gestion, la qualité de l'eau et le bon entretien du matériel.

Déchets liquides

La gestion des eaux usées étant une compétence d'Angers Loire Métropole, des projets dans ce domaine ont été recherchés avec des possibilités sur l'aménagement de voies pavées, la création de "mini-égouts", la compréhension de l'organisation en assainissement individuel d'une concession. Ils n'ont toutefois pas pu être plus développés car l'appropriation technique n'était pas satisfaisante et les projets par ailleurs en cours ont sollicité toute la capacité financière d'intervention d'Angers Loire Métropole à Bamako.

Conclusion

Chaque échange d'Angers Loire Métropole avec Bamako est élaboré avec les responsables du District de Bamako, les Maires des communes concernées ainsi qu'avec la population locale afin de l'adapter au mieux aux besoins exprimés. Il est aussi en adéquation avec le partenariat d'Angers dans toutes ses dimensions.

Contacts :

Maison du Partenariat Angers Bamako

Avenue du 22 Octobre 1946 - BPE 1721 - Bamako - Mali

Tél. 223 84 16

maison.angersbko@afribone.net.ml

Jean-Marc Verchère ou Cyrille Bader

Angers Loire Métropole - 83 rue du Mail - 49100 Angers

Tél. +33 2 41 05 50 00

jean-marc.verchere@angersloiremetropole.fr

cyrille.bader@angersloiremetropole.fr

Réhabilitation d'une pompe à main

La commune de SAFO (voisine de Bamako) ayant démarré un partenariat avec deux communes d'Angers Loire métropole (Saint Léger des Bois et Saint Jean de Linières), il a été convenu de mener une première action consistant à réhabiliter une pompe à main en dysfonctionnement.

Une commande de 3 000 € HT a ainsi été passée avec une entreprise spécialisée (Somaher) implantée à Bamako pour changer la pompe à main et créer un ouvrage maçonné afin de protéger l'équipement et faciliter la propreté des lieux.



Renforcement des capacités des acteurs publics de l'eau et mise en application du Code de l'Eau dans la Région de la Haute-Matsiatra, Madagascar

Communauté Urbaine du Grand Lyon (Rhône)

Collectivité bénéficiaire : **Région Haute Matsiatra**

Partenaires : BURGEAP - 27, rue de Vanves - 92772 Boulogne Billancourt

Tél : +33 1.46.10.25.40 - Fax +33 1.46.10.25.49

Objectifs

Le projet vise la mise en application du Code de l'eau et des orientations nationales prises dans le secteur de l'eau par l'État Malgache sur la Région pilote de la Haute-Matsiatra, selon trois sous-objectifs :

- L'amélioration de la gestion de l'eau dans la Région de la Haute-Matsiatra : vers une gestion intégrée de la ressource en eau.
- Le renforcement des capacités des acteurs publics locaux de l'eau.
- La création d'un Pôle régional de Compétences dans le secteur de l'Eau.

Intégration du projet dans le secteur en général

S'appuyant sur le Code de l'Eau, le projet mettra en application à une échelle locale, celle de la Région de la Haute-Matsiatra, les orientations nationales fixées par l'Etat Malgache.

Renforçant les capacités des collectivités locales, et impliquant dans sa mise en œuvre le développement d'un partenariat entre collectivité nord (Grand Lyon) et collectivité sud (Région de la Haute-Matsiatra), le projet s'inscrit dans l'orientation politique de décentralisation de l'Etat Malgache soutenue par l'Union Européenne.

Le projet répond en outre à une volonté de spécialisation de la Région de la Haute-Matsiatra dans le secteur de l'eau et l'assainissement de façon à ce que la Région soit motrice dans ce secteur essentiel à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

L'action contribue enfin à atteindre les objectifs globaux suivants du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) adopté par Madagascar :

- rapprocher le gouvernement des citoyens par le biais de la décentralisation
- susciter une volonté de la participation de la population
- préparer et valoriser les ressources humaines du pays

Programmation

0. Action préliminaire : état des lieux des acteurs et des projets "eau et assainissement" dans la Région Haute-Matsiatra.

OS1 : Gestion intégrée des ressources en eau

1.0. Etat des lieux régional de la ressource en eau en vue de sa gestion intégrée à l'échelle de bassins versants sur la région de la Haute-Matsiatra

1.1 Mise en place d'un dispositif de suivi des ressources en eau (qualité et quantité) sur le BV pilote

1.2 Exploitation des données et prise en compte dans un plan de suivi et/ou d'aménagement du bassin versant pilote

1.3 Etude et recommandations pour l'eau potable et l'assainissement des communes urbaines pilotes

1.4 Etude et recommandations pour l'AEP et l'assainissement de communes rurales pilotes

- prise en compte des résultats de ces actions dans l'élaboration du Schéma Directeur Régional d'Aménagement des Eaux.

OS2 : Renforcement des capacités des acteurs publics locaux de l'eau

2.1 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage aux communes malgaches à trois niveaux :

- conférences et présentations ouvertes à l'ensemble des communes de la Région
- ateliers de travail pour les communes pilotes, basés sur des échanges de savoir-faire (missions d'experts français à Madagascar et missions d'agents des communes à Lyon)
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation, la réception et la gestion d'infrastructures

2.2 Assistance technique et méthodologique à la Région Haute-Matsiatra pour la mise en place opérationnelle du Comité de bassin et l'élaboration du Schéma Directeur Régional d'Aménagement des Eaux

2.3 Promotion des méthodes et mécanismes participatifs auprès des collectivités locales et soutien au développement de la relation collectivité - usagers sur les questions de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (campagnes d'Information - Education - Communication)

OS3 : Le développement d'un pôle régional de compétences "eau"

Le développement d'un pôle régional de compétences eau repose essentiellement sur la mise en réseau des différents acteurs régionaux de l'eau et sur le développement d'activités universitaires dans le secteur de l'eau.

Pour cela, le Grand Lyon et la Région Haute-Matsiatra soutiennent le développement d'une coopération interuniversitaire entre les universités de Fianarantsoa et de Lyon.

Partenaires

Le programme de coopération décentralisée est mené avec la Région de la Haute-Matsiatra et le bureau d'études français BURGEAP.

Le programme associe les organismes ressources suivants :

- à Madagascar : Association APMM, JIRAMA, Commune Urbaine de Fianarantsoa, Université de Fianarantsoa, ministère de l'Énergie et des Mines.
- à Lyon : Université Lyon I, IG2E, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Budget

Budget global du projet : 1 170 894 sur 3 ans, dont 873 894 issus de la Commission Européenne - FED (soit 75 % du budget total) et 12 000 euros apportés par le partenaire malgache (1 %).

Contacts :

Hanta Rabetaliana

Chef de Région Haute-Matsiatra
Palais de la Région, Tsianolondroa
301 Fianarantsoa, Madagascar

Tél. +261 20 75 51031 - Portable : +261 320439392

Vincent Dussaux, chargé de la coopération décentralisée eau Communauté Urbaine de Lyon
20 rue du Lac - BP 3103 - 69399 Lyon cedex 03
Tél. +33 4 78 95 89 31 - Fax +33 4 78 95 89 74
vdussaux@grandlyon.org



Coopération décentralisée ville de Poitiers- Ville de Moundou, Tchad

Ville de Poitiers (Vienne - France)

Jacques Santrot, maire

Collectivité bénéficiaire : **Ville de Moundou (Tchad)**

Partenaire direct de l'opération : Association Poitiers-Moundou (APM)

Historique du projet

Des contacts ont été établis entre Poitiers et Moundou dès 1987, par l'intermédiaire de Baniara Yoyana, ancien étudiant tchadien à Poitiers, devenu ministre. Un jumelage a été initié à partir de 1989 et l'association Poitiers-Moundou (APM) créée pour animer ce jumelage dans le cadre de la coopération décentralisée.

Déroulement et résultats

La Ville de Poitiers, associée étroitement à l'Association Poitiers-Moundou (APM) a initié depuis 1996, à partir du réseau d'eau initial datant de 1959, la construction de deux tranches de canalisations d'eau de 1,5 km chacune et de 10 km de bornes-fontaines (plus une extension vers un lycée : 1 borne-fontaine et un robinet). Les travaux, financés par la Ville de Poitiers, Cités-Unies France, le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France à N'Djaména, l'Agence Française de Développement, le Conseil Général de la Vienne, la Préfecture de Région Poitou-Charentes, le Conseil Régional Poitou-Charentes, la Ville de Moundou, sont pilotés par un maître d'ouvrage baptisé le Comité d'Exécution et de Gestion des Bornes-Fontaines (CEGBF), constitué de la ville de Moundou, de la Société Tchadienne d'Eau et d'Electricité (STEE), des chefs de quartiers concernés, des représentants de la Société civile et de l'Association des Amis de Moundou-Poitiers (AAMP, association jumelle de l'APM, qui anime ce comité.

Chacune des bornes-fontaines est gérée par un comité de borne-fontaine qui emploie un fontainier. Les recettes provenant de la vente d'eau à l'utilisateur ou aux porteurs d'eau sont divisées en trois parts : la moitié pour le fontainier, un quart pour la petite maintenance de la Borne-fontaine (BF), un quart sert de provision pour réinvestir dans la poursuite de la construction du réseau.

Cette répartition n'est toute fois pas toujours respectée. Aussi en 2005, le CEGBF a procédé à un appel d'offres concernant un nouveau programme de formation des fontainiers et des membres des comités de bornes-fontaines : gestion financière, mais aussi enjeux autour de la bonne utilisation de l'eau, en terme de préservation de la ressource et d'impact sanitaire.

Par ailleurs, les "performances" des bornes-fontaines sont inégales et dépendent à la fois des prix pratiqués à la BF par rapport au service offert par les porteurs d'eau, et des pratiques culturelles en vigueur au sein de quartiers périphériques et excentrés très longtemps privés d'eau potable. L'extraction de l'eau de puits sans contrôle est encore courante, surtout durant la saison des pluies, qui inonde littéralement la moitié de la ville, située juste au-dessus du lit du Logone, le fleuve qui longe Moundou.

Néanmoins, la gestion sur un temps long de ce projet par les moundoulais eux-mêmes (le chef de service voirie de la Ville a démontré de réelles compétences en la matière) a permis d'intégrer les dimensions culturelles et financières de cette opération : ainsi, à partir du nouveau réseau né a pu être construit une extension vers un collège, devenu lycée en 2004, dont la nouvelle borne-fontaine située aux portes

de l'établissement, permet aux habitants du quartier d'acheter de l'eau potable, mais permet dans le même temps, grâce aux recettes de la BF, de distribuer gratuitement de l'eau aux élèves par l'installation d'un robinet à l'intérieur de l'établissement.

Depuis 2005, l'orientation nouvelle qui est donnée au projet "eau à Moundou" consiste à construire des forages dans les quartiers très périphériques, qui ne seront vraisemblablement pas desservis de sitôt par le réseau lui-même en en confiant toujours la gestion à des comités d'habitants. L'idée de faire de ces forages des centres de services à la vie quotidienne ou artisanaux fait son chemin. Ces "places de vie" pourraient être alimentées par des sources énergétiques alternatives (photo-voltaïque par exemple) dans le cadre d'une convention déjà signée entre la Ville de Poitiers et EDF (et ses partenaires associés).

La priorité donnée à l'eau par les partenaires de Moundou en 1990, a toujours été confirmée depuis, malgré les nombreuses difficultés récurrentes dont la plus gênante est liée à la faible fiabilité technique assurée par la STEE, alors même que la ressource en eau dans le sous-sol de cette ville de 150 000 habitants est largement abondante.

Contacts :

Mr Michel Touchard,
adjoint au maire,
chargé des Relations internationales

Mme Catherine Gourmaud,
attachée, Service des Relations internationales
Tél. +33 5 49 52 37 87 - Fax +33 5 49 52 37 69
rel.inter@mairie-poitiers.fr

Mr Dominique Royoux,
président de l'APM
Tél. +33 5 49 57 26 83 (D) +33 5 49 52 36 39 (B)
Fax +33 5 49 52 38 83
d.royoux@agglo-poitiers.fr

Mr Gérard Chaigneau,
Tél. +33 5 49 57 26 70
g.chaigneau@agglo-poitiers.fr



Partenariat public-privé pour la construction de mini réseaux d'eau dans le cadre d'une coopération décentralisée au Cambodge

Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF)

André Santini, président

Christian Cambon, vice-président en charge des actions de coopération

Collectivité bénéficiaire : **Province de Takeo**

Autre partenaire : Groupe de Recherche et d'échanges technologiques (GRET)

Historique du projet

Le SEDIF est un établissement public de coopération intercommunale français qui regroupe 144 communes de l'Ile-de-France. Il assure l'alimentation en eau potable de 4 millions de consommateurs en produisant et distribuant environ 300 millions de mètres cubes d'une eau de qualité par an.

En 1986, le SEDIF a décidé de s'engager dans des actions d'aide au développement visant à améliorer l'accès à l'eau potable des populations défavorisées du Sud. Pour financer son programme d'aide, le SEDIF a choisi de prélever 0,3 cent d'euro par mètre cube d'eau distribuée sur son territoire. Un budget de près de 1 million d'euros est ainsi assuré chaque année, compte tenu des volumes d'eau vendus. Ce système présente l'avantage majeur d'être indolore pour les consommateurs car ce prélèvement ne représente en moyenne que 0,6 euro par foyer et par an. Il a été mis en place sans augmentation du prix de l'eau en anticipant des gains de productivité.

Le principe de financement décrit ci-dessus a inspiré la loi de février 2005 autorisant les établissements de coopération intercommunale chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement et les agences de l'eau à mener des actions de coopération dans leur domaine et dans la limite de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services. De plus, au-delà de l'appui financier, le SEDIF apporte également son savoir-faire et sa maîtrise des techniques hydrauliques.

La solution adoptée par le SEDIF pour garantir à la fois la bonne destination de son aide financière et son efficacité sur le terrain, a été de recourir à un opérateur, lien entre le Syndicat et la collectivité aidée qui est fortement impliquée dans la conduite des projets. L'efficacité attendue de l'opérateur, qui est toujours une Organisation Non Gouvernementale (O.N.G.), tient à sa présence permanente sur le terrain, exigée par le SEDIF et garantissant notamment un suivi régulier des projets et un appui durable aux structures de gestion et de maintenance mises en place par les communautés bénéficiaires.

En 20 ans, le SEDIF a financé plus de 160 opérations présentées par 25 O.N.G. dans 16 pays pour un montant de plus de 12 millions d'euros. Compte tenu de la mobilisation en co-financements d'autres bailleurs de fonds, on peut estimer à plus de 25 millions d'euros le montant total des opérations auxquelles le SEDIF a participé.

Ce sont environ 1 800 000 personnes qui ont bénéficié directement d'une amélioration de l'accès à l'eau par la réalisation d'ouvrages hydrauliques.

Ce bilan prouve qu'avec des moyens limités mais ciblés, et grâce à l'apport déterminant des O.N.G. et la participation des populations locales, il est possible de contribuer à l'amélioration durable de l'accès à une ressource vitale pour des centaines de milliers d'êtres humains. Ce résultat peut être de plus obtenu par un effort individuel de solidarité très minime pour un consommateur occidental.

Objet du projet

Le Cambodge est un pays de 11,5 millions d'habitants essentiellement rural. Il est très marqué par la guerre civile intervenue à la fin des années 1970, qui l'a décimé, et n'a pratiquement pas été gouverné pendant 20 ans. L'État est en reconstruction, mais les ministères ont encore beaucoup de difficultés à définir, maîtriser ou coordonner les politiques prioritaires sectorielles.

Dans ce contexte, le développement rural constitue un enjeu majeur, le niveau des infrastructures étant très faible. Dans le domaine de l'eau, seulement 25% de la population a accès à un point d'eau aménagé.

La libéralisation de l'économie facilite le développement de l'initiative privée après des années de fort encadrement étatique. Parallèlement, le milieu rural a de plus en plus tendance à s'urbaniser et ses habitants aspirent à y trouver un mode de vie comparable à celui des villes. Ainsi, un service individuel est souvent proposé "à domicile" par un secteur privé "informel" naissant, permettant aux usagers de passer directement du système communautaire rudimentaire et éloigné (mare, puits, pompe à main...) au branchement privé.

Les enjeux du service rural au Cambodge sont donc :

- passer d'une niche commerciale à un service d'intérêt général par une amélioration de la qualité et une réduction des exclusions ;
- créer un environnement favorable pour les investisseurs privés (amélioration de l'accès au crédit, mise en place de garanties protégeant les investissements réalisés, formation...);
- renforcer la maîtrise d'ouvrage locale (gestion communautaire ou délégation).

Déroulement et résultats

Le SEDIF a financé, pendant 4 ans, un projet ayant permis, chaque année, la mise en place de 2 installations de production (unité de traitement) et distribution (réseau avec branchements privés) d'eau potable dans des villages de 1000 à 2000 habitants de la province de Takeo. La méthode d'intervention a consisté à proposer un apport financier complémentaire à des financeurs privés. Les conditions d'obtention de ces fonds "publics" étaient le respect d'un cahier des charges de base (conventions de délégation de service public) et une contractualisation impliquant les deux acteurs indispensables : État et collectivité locale. Les principales étapes du projet étaient les suivantes : préparation, information, réception des demandes, analyse et sélection, négociation et contractualisation, réalisation des travaux et enfin, suivi du fonctionnement. Un appui en matière de conception des installations et en matière de gestion était apporté: outils de base et formation.

Le principe du partenariat public-privé qui a été mis en œuvre dans le cadre de cette opération a permis de responsabiliser la maîtrise d'ouvrage locale, tout en impliquant les petits investisseurs aptes à fournir un service public de qualité et correspondant aux attentes des populations bénéficiaires. Cette opération reposant sur la volonté des investissements privés locaux pourrait être reproduite à plus grande échelle en bénéficiant de fonds institutionnels internationaux.



Contacts :

Jacques Cavard,

directeur général des Services techniques, SEDIF

Jacques Monvois,

GRET - 211-213 rue La Fayette - 75010 Paris

Tél. +33 1 40 05 61 61

monvois@gret.org

Les actions de solidarité internationale de la ville de Paris en matière d'eau et d'assainissement

Ville de Paris

Bertrand Delanoë, maire

Autres partenaires :

ONG : Eau Vive, East, AIMF, CGLU

Autres villes : Phnom Penh, Kaolack, Kornaka

La ville de Paris attache une grande importance à développer des actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, et inscrit résolument son action en dans une perspective de développement durable (social, économique, humain et environnemental). Paris s'attache ainsi à contribuer pleinement, aux côtés des Cités et Gouvernements Unis Locaux, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies.

La ville de Paris mène ainsi activement depuis 2001 des coopérations décentralisées qui visent à soutenir des villes et des populations en situation de précarité vis-à-vis de l'accès à l'eau ou de l'épuration des eaux usées. Paris mène, par exemple, à Phnom-Penh, au Cambodge, notamment avec l'Agence Française du Développement, l'Association Internationale des Maires Francophones et la Commission européenne, des actions visant à établir un diagnostic des réseaux, à proposer un schéma directeur d'assainissement et un programme de protection contre les crues. La présence d'ingénieurs français sur place a permis le renforcement du management de la régie municipale de l'eau de Phnom Penh. En 2006, Paris compte approfondir encore cette coopération, en direction de quartiers suburbains.

Paris veille à ce que son apport contribue à renforcer les capacités d'action et la maîtrise des pouvoirs locaux ainsi que le bien-être des populations, et accompagne ses interventions techniques, centrées sur les besoins réels des populations, par des échanges éducatifs et sanitaires.

La ville de Paris participe également au développement d'actions de solidarité financées par des contributions des usagers, via la facture d'eau, conformément aux dispositions d'une nouvelle loi, du 9 février 2005, qui permet aux collectivités locales françaises de consacrer jusqu'à 1% de leurs ressources tirées de l'eau à des actions de solidarités internationales pour l'eau et l'assainissement.

Dès 2005, Paris a ainsi pu financer à titre expérimental deux projets, dans la ville de Kaolack (Sénégal) et dans le canton de Kornaka (Niger). En 2006, ce dispositif sera renforcé et un fonds de solidarité, dont 10% sera réservé à des actions d'intervention d'urgence, sera consacré à des projets de solidarité internationale en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

De manière à garantir une utilisation transparente et efficace des moyens financiers ainsi rendus disponibles, la ville de Paris a voulu mettre en œuvre un dispositif innovant, appuyé dès 2006 sur une charte éthique, un appel à projets dont le règlement sera public et un comité d'engagement ouvert à la société civile et à toutes les représentations politiques du Conseil de Paris.

Exemple : Développer l'agriculture et favoriser l'économie locale du canton de Kornaka (Niger), grâce à la construction de puits

Historique du projet

Au Niger, 177^{ème} et dernier pays selon l'indice de développement humain des Nations-Unies, 50% environ de la population en milieu rural n'a aucun accès au service public de l'eau, tandis que l'assainissement y est pratiquement inexistant. L'association Eau Vive, créée en 1978, intervient essentiellement dans le Sahel, dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, de la santé, de l'éducation, du développement économique, de la citoyenneté et de la lutte contre la désertification. Elle mène ses projets en lien étroit avec les autorités locales, en veillant à ce que la définition des besoins se fasse par les populations locales elles-mêmes, qui doivent obligatoirement assurer une part d'autofinancement des projets réalisés.

Objet

Le canton rural de Kornaka, qui comporte 400 villages, comprend une population de 250 000 habitants, dont 90% est sédentaire et 10% nomade, qui vit de l'agriculture et de l'élevage. Le taux de couverture des besoins en eau est actuellement de l'ordre de 46%. Eau Vive compte réaliser deux projets d'installations hydrauliques villageoises. Le premier consiste à forer deux puits pour deux villages de 500 et 600 habitants, puis à réaliser un forage et une installation d'adduction d'eau pour un village de 1 600 habitants. Aucun de ces villages ne dispose pour l'instant d'équipement hydraulique, et ces installations seront accompagnées d'une sensibilisation des populations à l'hygiène, à la prévention sanitaire et à la gestion des points d'eau. Le second projet vise plus précisément la sécurité alimentaire et le développement de l'agriculture, de manière à favoriser l'essor économique de la zone. Il consiste en la construction de cinq puits pastoraux, destinées exclusivement à l'élevage. Un objectif visé est la pacification des relations entre éleveurs nomades et sédentaires. Pour cela, un système de tarification précis et un volet d'appui à la gouvernance locale sont prévus.

Déroulement du projet

Un comité de gestion sera créé et une tarification sera mise en place. Une équipe d'Eau Vive accompagnera, sur place, les réalisations, sur une période de douze mois. La subvention de la ville de Paris, dans le cadre de la loi du 9 février 2005, de 105 000 €, représente 36,5% du financement du projet.

Contacts :

Myriam Constantin,
adjointe au maire chargée de l'eau et de l'assainissement
Tél. +33 1 42 76 44 53
myriam.constantin@paris.fr

Pierre Schapira,
adjoint au maire chargé des relations internationales et de la francophonie
Tél. +33 1 42 76 50 64
pierre.schapira@paris.fr



Renforcement des capacités du secteur public de l'eau au Liban

Communauté Urbaine du Grand Lyon (Rhône)

Bénéficiaire : Etablissement des Eaux de la Békaa, Etablissement des Eaux de Beyrouth et Mont-Liban et Etablissement des Eaux du Liban Nord

Autres partenaires :

Ministère des Affaires étrangères, Région Rhône-Alpes, Ville d'Aix-en-Provence, Association CORAIL.

Historique

Issue des relations historiques nouées autour du commerce de la soie, une charte d'amitié est signée en 1997 entre la Ville de Lyon et la Ville de Beyrouth. Dans le cadre de ce partenariat, Beyrouth demande au Grand Lyon de l'appuyer dans son projet de modernisation de son service des eaux, désorganisé suite à 20 ans de conflit armé. En 1999 une première convention de coopération décentralisée entre la direction de l'eau du Grand Lyon et l'Office des Eaux de Beyrouth marque le démarrage d'un "programme d'appui au renforcement des capacités du secteur public de l'eau au Liban". En 2003, suite au regroupement des divers offices des eaux en Etablissements régionaux des Eaux du Liban, le Grand Lyon étend sa coopération à trois de ces nouveaux établissements : des conventions sont alors signées avec les Eaux de Beyrouth et Mont-Liban, les Eaux du Liban-Nord et les Eaux de la Békaa.

Un programme d'appui au renforcement des capacités du secteur public de l'eau

Le programme d'appui au renforcement des capacités du secteur public de l'eau au Liban poursuit les objectifs principaux suivants :

- Moderniser et renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage du secteur public de l'eau au Liban.
- Promouvoir la gestion intégrée du cycle de l'eau.
- Favoriser les démarches de concertation et de participation : usagers du service, acteurs locaux, autres administrations.

Les actions réalisées auprès de chacun des trois Etablissements des Eaux ont été adaptées à leurs besoins et demandes. Des objectifs ont ainsi pu être définis pour chaque bénéficiaire, chacun de ces objectifs ayant mobilisé, pour être atteint, des partenaires et compétences spécifiques.

Etablissement public des Eaux de Beyrouth et Mont Liban (EBML)

Convention d'assistance technique et méthodologique signée en 1999 (Office des Eaux de Beyrouth : OEB)
Renouvelée en 2001 (OEB) puis en 2003 et en 2006 (EBML)

Thèmes de coopération :

- réhabilitation et modernisation du réseau de distribution de l'OEB (cofinancement FASEP du MAE, intervention d'entreprises françaises et libanaises).
- transfert de nouvelles technologies : SIG et télésurveillance du réseau (en partenariat avec la Région Rhône-Alpes).
- renforcement des capacités du laboratoire d'analyse de l'OEB et mise en place de procédures de contrôle de la qualité de l'eau (coopération triangulaire sud-sud-nord avec l'ONEP du Maroc, financement MEDA de l'Union Européenne).
- appui à la réorganisation des services de l'OEB (en partenariat avec la Région Rhône-Alpes).
- mise en place d'une politique de protection des ressources en eau : cartographie de la vulnérabilité des ressources en eau et inventaire des points de pollution, développement d'un SIG de gestion des ressources en eau, formation d'un comité interministériel chargé de la protection de la source de Jeita.

Etablissement public des Eaux du Liban Nord (ELN)

Convention d'assistance technique et méthodologique signée en 2003, renouvelée en 2006.

Thèmes de coopération :

- mise en place de systèmes d'information au sein de l'ELN
- développement de la relation à l'utilisateur (en partenariat avec la Région Rhône-Alpes).
- concertation avec les acteurs locaux de l'eau au Liban Nord : création d'un "comité de concertation locale" autour de l'ELN (en partenariat avec la Région Rhône-Alpes).
- assistance à la maîtrise d'ouvrage : préparation à la délégation de gestion de l'Office des Eaux de Tripoli.

Etablissement public des Eaux de la Békaa (EBK)

Convention d'assistance technique et méthodologique signée en 2003, renouvelée en 2006.

Thème de coopération :

- renforcement de l'équipe de direction : formation de personnel en France (avec la participation de la Ville d'Aix en Provence)

Principes d'intervention

La direction de l'eau du Grand Lyon propose à ses partenaires un appui technique et méthodologique reposant sur l'échange de savoir-faire et d'expérience. Cet échange est mis en œuvre par :

- la présence au Liban d'un représentant permanent du Grand Lyon dispensant une assistance technique et méthodologique au quotidien et assurant un suivi très régulier de l'avancement des projets et de l'évolution de leur contexte,
- des missions régulières au Liban des chefs de projets et d'experts du Grand Lyon, mobilisés selon les besoins des projets,
- des missions de formation et de sensibilisation à Lyon pour les personnels libanais.

Les missions d'échange et de suivi entre agents de la direction de l'eau du Grand Lyon et des Etablissements des Eaux du Liban se succèdent ainsi depuis 7 ans.

Mobilisant de nombreux acteurs français (Région Rhône-Alpes, association CORAIL, Ville d'Aix en Provence, diverses entreprises) et libanais (administrations, collectivités locales, universités, associations), le programme de coopération a nécessité un budget d'environ 2 millions d'euros depuis 1999, mobilisé sur plusieurs sources :

- Grand Lyon : 500 000 euros
- Région Rhône-Alpes : 900 000 euros
- Subventions (MAE, UE) : 350 000 euros
- Contribution des partenaires libanais : 250 000 euros.

Des rencontres régulières avec les principaux bailleurs de fonds sont organisées afin de rechercher une cohérence et une complémentarité entre coopération décentralisée et coopération bilatérale.



Contacts :

M. Jamal Krayem,
président de l'Etablissement des Eaux du Liban Nord
jakrayem@inco.com.lb

M. Vincent Dussaux,
chargé de la coopération décentralisée eau Communauté Urbaine de Lyon
Tél. +33 4 78 95 89 31 - Fax +33 4 78 95 89 74
vdussaux@grandlyon.org

Annexes

DÉCLARATION DES MAIRES ET ÉLUS LOCAUX SUR L'EAU À l'occasion du *Quatrième Forum Mondial de l'Eau Mexico*, 21 mars 2006 Proposée par la Commission sur l'Eau et l'Assainissement de CGLU

1. Nous, Maires et élus locaux du monde, réunis à l'occasion du quatrième Forum Mondial de l'Eau à Mexico du 16 au 22 mars 2006, conscients de la responsabilité et de la compétence des autorités publiques locales en matière d'eau potable et d'assainissement, rappelons les principes suivants ¹ :

- 1.1** L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement, elle est un bien commun et un patrimoine de l'humanité;
- 1.2** Tous les êtres humains ont droit à l'accès à l'eau, en quantité et qualité suffisantes pour satisfaire leurs besoins essentiels, ainsi qu'à l'assainissement élément décisif pour la santé et la prévention des écosystèmes;
- 1.3** Le droit à l'eau de chaque individu et son utilisation doivent être exercés dans le respect des besoins des générations présentes et futures;
- 1.4** Les femmes jouent un rôle déterminant pour le développement, et en particulier dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.

et constatons que :

- 1.5** L'état de la ressource s'est profondément dégradé tant en qualité qu'en quantité du fait de comportements individuels et collectifs, contraires à une gestion durable des ressources naturelles;
- 1.6** Une personne sur quatre n'accède pas à une eau en quantité et de qualité suffisante et une sur deux ne dispose pas d'un système adéquat d'assainissement. Les maladies d'origine hydrique sont à l'origine du plus grand taux de mortalité infantile sur la planète;
- 1.7** La croissance urbaine et le développement de l'habitat insalubre, la désertification et l'augmentation de la sécheresse, mais aussi les inondations et les cyclones, dus aux phénomènes de changements climatiques, ont un impact sur le niveau et la qualité de la ressource en eau.

¹ Déjà inscrits dans : le Pacte International sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels (1966) (art. 11-12) et l'Observation Générale (15) 2002 sur le droit à l'eau ; la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 1979 (art 14-2,); la Convention relative aux droits de l'enfant, 1989 (art. 24-2) ; ; la Charte Européenne du Conseil de l'Europe (1968) et sa forme révisée, la Charte européenne des ressources en eau du Conseil de l'Europe (2001), la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement (Stockholm 1972), le préambule de la Déclaration de Mar Del Plata de la Conférence des Nations Unies sur l'eau (1977) ; Global Consultation on Safe Water and Sanitation for the 1990s (New Delhi 10 - 14 September 1990) ; la Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement (Dublin 1992) ; la Déclaration finale du Sommet de Rio de Janeiro sur « Environnement et Développement et l'Agenda 21 » (1992) ; la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (2000) ; la Déclaration ministérielle du deuxième Forum Mondial de l'Eau, La Haye (2000) ; « The Local Government Water Code » (principes de Lisbonne, 2000) ; la Déclaration ministérielle de Bonn et les recommandations d'actions (Conférence Internationale sur l'eau douce, Bonn 2001); la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour une année 2003 « Année Internationale de l'Eau Douce » (2002) ; la Déclaration de Johannesburg sur le Développement Durable (2002) , la Charte des services essentiels, et la Déclaration des Pouvoirs Locaux au Sommet Mondial du Développement Durable (2002) ; la Déclaration des autorités publiques locales au 3eme forum mondial de l'eau (Kyoto, 2003) ; la Déclaration de l'Eau d'Istanbul de Metropolis (septembre 2003) ; la Déclaration finale du Congrès de Cités et Gouvernements Locaux Unis (Paris, mai 2004) ; « Actions prioritaires des autorités locales » présentées à la 13^{ème} session de la Commission des Nations Unies sur le Développement Durable (New York, avril 2005) ; la Déclaration des autorités locales latino-américaines de Ciudad Valles sur la gestion de l'eau (Mexique, juin 2005), ; la Déclaration des autorités locales et régionales européennes sur l'eau adoptée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (Vienne, décembre 2005)"

2. Nous, Maires et élus locaux, reconnaissons que :

- 2.1** Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU qui proposent de réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable, interpellent directement tous les gouvernements locaux ;
- 2.2** Les gouvernements locaux jouent un rôle fondamental dans la gestion de la ressource eau et dans l'organisation de services publics de l'eau et de l'assainissement. Leur rôle doit être reconnu et renforcé. Les autorités locales doivent pouvoir choisir librement entre différents modes de gestion ;
- 2.3** La gestion équitable de la ressource eau doit bénéficier d'une approche intégrée et de responsabilités partagées entre les différents niveaux de gouvernance. Elle doit se fonder sur le principe de gestion territoriale intégrée par bassins hydrographiques ;
- 2.4** La mise en valeur et la gestion de l'eau doivent avoir un caractère participatif et associer les utilisateurs, les planificateurs et les décideurs à tous les niveaux, les élus locaux représentant des relais privilégiés vers les citoyens et acteurs à chaque niveau.

3. Nous, Maires et élus locaux, nous engageons à nous efforcer de :

- 3.1** Mettre en oeuvre des politiques pour atteindre les Objectifs du Millénaire visant à réduire de 50 % d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ;
- 3.2** Assurer sur le territoire propre à chaque collectivité, dans le cadre de nos compétences, une gestion des services d'eau et d'assainissement permettant à tous d'accéder à l'eau et à l'assainissement en quantité, qualité et continuité suffisantes, à un coût supportable et équitable ;
- 3.3** Assurer une gestion raisonnée, durable et intégrée de la ressource en eau en luttant contre les pollutions des eaux ;
- 3.4** Développer des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens et l'ensemble des utilisateurs sur les enjeux locaux et mondiaux qui pèsent sur la question de l'eau et promouvoir la participation proactive des citoyens à la définition des politiques de l'eau au niveau local, de façon démocratique et inclusive ;
- 3.5** Promouvoir la coopération entre gouvernements locaux, les réseaux de villes, en s'appuyant sur l'organisation mondiale **Cités et Gouvernements Locaux Unis**, ainsi qu'avec les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les ONGs, les syndicats, les associations professionnelles et le secteur privé et apporter nos compétences techniques et nos financements pour permettre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour chacun et le respect de l'eau par tous ;
- 3.6** Mobiliser, là où cela est possible, des fonds y compris sur la facture d'eau, pour des actions de coopération solidaire décentralisée, équitables, transparentes, inscrites dans la durée, afin de réduire la pauvreté urbaine et l'exclusion des zones rurales ;
- 3.7** Améliorer et faire progresser les échanges en matière d'organisation de collecte de données, d'acquisition de compétences, de technologies, de méthodes, d'outils, en relation avec la saine gestion de l'eau et soutenir, notamment, l'effort des organisations internationales en vue d'établir un système de mesures sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD.

4. Nous, Maires et élus locaux, demandons aux gouvernements nationaux, aux organisations régionales et internationales et aux Nations Unies de :

- 4.1** Reconnaître le rôle fondamental des gouvernements locaux dans la protection et la gestion durable de l'eau, l'organisation de services publics équitables et transparents de l'eau potable et de l'assainissement;
- 4.2** Favoriser la décentralisation et la déconcentration, en mettant en place une subsidiarité active pour assurer un service de proximité, fondé sur une collaboration étroite entre tous les niveaux de gouvernement;
- 4.3** Accroître les financements des infrastructures locales de l'eau et de l'assainissement, pour couvrir notamment les besoins des populations pauvres qui n'ont pas accès à l'eau et l'assainissement;
- 4.4** Assurer l'implication systématique et réelle des gouvernements locaux dans la prise de décisions stratégiques en matière de gestion de l'eau et leur rôle dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement;
- 4.5** Contribuer au développement des capacités des gouvernements locaux pour améliorer l'approvisionnement effectif en eau et les services d'assainissement;
- 4.6** Soutenir la coopération internationale entre gouvernements locaux, pour accroître leurs capacités technique, humaine et financière, notamment dans les pays en développement, et favoriser la diffusion des bonnes pratiques et les échanges d'expériences;
- 4.7** Assurer, en partenariat avec les gouvernements locaux, une gestion intégrée, durable et équitable des ressources hydriques transfrontalières;
- 4.8** Permettre aux pouvoirs locaux et régionaux qui le souhaitent de consacrer une part des redevances perçues sur les usagers pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement en faveur des actions de coopération avec leurs partenaires des pays en développement;
- 4.9** Accélérer la mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement et de lutte contre la pauvreté, et augmenter le niveau de l'aide publique nationale et internationale au développement pour la réalisation des objectifs énoncés dans le plan d'action de Johannesburg et des OMD;
- 4.10** Préserver les équilibres écologiques majeurs, notamment par des engagements concrets de l'ensemble des États pour la mise en œuvre de la Convention sur les Changements Climatiques.

4^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Nous, les Ministres réunis à Mexico les 21 et 22 mars 2006 à l'occasion du 4^{ème} Forum Mondial de l'eau « des actions locales pour un défi mondial »,

1. Réaffirmons le rôle crucial de l'eau et en particulier de l'eau douce dans tous les domaines liés au développement durable, soit, entre autres, l'éradication de la pauvreté et de la faim, la diminution des catastrophes naturelles liées à l'eau, la santé, le développement de l'agriculture et le développement rural, l'énergie hydroélectrique, la sécurité alimentaire, l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que dans l'atteinte des objectifs de durabilité et de protection de l'environnement. Nous insistons sur le fait qu'il est nécessaire d'inclure l'eau et l'assainissement dans les priorités nationales, en particulier dans les stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté.
2. Réaffirmons notre engagement vis-à-vis des objectifs convenus sur le plan international en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), d'accès à l'eau potable et de moyens élémentaires d'assainissement convenus dans le Plan d'action 21 de la Déclaration du Millénaire et le Plan de Mise en œuvre du Sommet mondial de Johannesburg. Nous rappelons qu'il est toujours urgent et nécessaire d'atteindre ces objectifs et d'assurer le suivi des progrès effectués en vue de leur mise en œuvre, y compris en ce qui concerne l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015, la proportion des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable.
3. Réaffirmons en particulier, notre engagement vis-à-vis des décisions adoptées lors de la 13^{ème} session de la Commission du développement durable (CDD-13) des Nations Unies en avril 2005, concernant les orientations et les mesures concrètes visant à accélérer la mise en œuvre dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. Nous constatons avec intérêt l'importance accordée au renforcement de la durabilité des écosystèmes et saluons la mise en œuvre et l'importance donnée dans certaines régions aux pratiques innovantes telles que la gestion de l'eau de pluie et le développement de projets d'énergie hydraulique. Nous insistons encore sur l'importance de la participation des parties prenantes concernées, en particulier les femmes et les jeunes, dans la planification et la gestion des services liés à l'eau et, s'il y a lieu, dans les processus de prise de décision.
4. Prenons note de la Déclaration Ministérielle du Troisième Forum mondial de l'eau et reconnaissons le travail effectué au sein de l'ONU en appui des États membres en vue d'atteindre lesdits objectifs. À cet égard, nous appuyons le rôle de coordinateur du programme de coordination inter-agences sur l'eau (UN Water) et soulignons qu'il est nécessaire de renforcer le travail effectué dans le cadre de son mandat auprès des organismes, des fonds et des programmes de l'ONU concernés. Nous apprécions la participation du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement créé par le Secrétaire général de l'ONU en vue de

Avant-projet, état au 7 mars 2006.

1

renforcer les efforts en cours afin d'atteindre les cibles établies en matière d'eau et d'assainissement. Nous exprimons notre appui vis-à-vis d'initiatives telles que la Décennie de l'eau et notre intérêt pour l'initiative WEHAB du Secrétaire général des Nations Unies.

5. Reconnaissons les contributions du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et de ses processus préparatoires réalisés au niveau régional afin de construire des capacités aux niveaux international, régional et national et de promouvoir l'échange des pratiques optimales et le partage des leçons tirées des expériences internationales en matière d'eau et d'assainissement.
6. Saluons la contribution du Forum en ce qui concerne le suivi assuré en matière d'eau et d'assainissement par la 16^{ème} Session de la CDD prévue en 2008, qui jouera un rôle important dans le suivi et l'évaluation des décisions prises en matière d'eau et d'assainissement et les interpénétrations existantes entre ces décisions et les décisions prises dans le cadre de la CDD-13, ainsi que, en tant qu'exemple de la participation coordonnée et de l'implication des gouvernements à tous les niveaux, la contribution de la société civile, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des institutions scientifiques, des partenariats et des institutions financières et d'autres parties prenantes concernées en ce qui concerne les problèmes liés à l'eau.
7. Réaffirmons également les décisions de la 13^{ème} session de la Commission du développement durable, selon lesquelles :
 - a) Il faudra augmenter sensiblement les ressources, quelles qu'en soient les sources, de financement, notamment les ressources nationales et l'aide publique au développement, si l'on veut que les pays en développement puissent atteindre les objectifs et les buts de développement convenus sur le plan international y compris ceux annoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (plan de mise en œuvre de Johannesburg) ;
 - b) Les gouvernements sont chargés au premier chef de promouvoir un meilleur accès à l'eau potable, à des moyens d'assainissement de base, à des modes d'occupation du logement sûrs et durables et à des logements décents, en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, en créant des conditions et des cadres réglementaires propices aux progrès en ce sens, en adoptant une approche favorable aux pauvres et en associant activement toutes les parties prenantes à leurs initiatives ;
8. Reconnaissons l'importance des politiques nationales et internationales qui encouragent et soutiennent la construction de capacités et la coopération à tous les niveaux afin de construire des capacités et de développer la coopération à tous les niveaux dans le but d'atténuer les risques en matière de catastrophes naturelles liées à l'eau, ce qui comprend les systèmes de prévention et de précaution, l'évaluation des risques, la sensibilisation des communautés, la capacité de résilience et réaction.

9. Reconnaissons le rôle important que jouent les parlementaires et les autorités locales dans de nombreux pays afin de développer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'appuyer la gestion intégrée des ressources en eau. La collaboration efficace avec et entre ces acteurs constitue un facteur clé si l'on souhaite relever les défis et atteindre les objectifs en matière d'eau.
10. Constatons avec plaisir le travail effectué par les parties prenantes concernées tout au long des processus préparatoires régionaux du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et pendant la durée du Forum et recevons les documents produits à l'issue de ces processus préparatoires par les parties prenantes, qui figurent en annexe de la présente déclaration. S'il y a lieu, ces documents pourront être utilisés en tant que source d'information dans le cadre de notre travail. Nous remercions également les parlementaires et les autorités locales pour leur participation et les points de vue et opinions précieux qu'ils ont exprimés au cours de la session de travail conjointe du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et prenons note de leurs déclarations qui figurent en annexe de la présente déclaration.
11. Saluons la création, lors du 4^{ème} Forum mondial de l'eau, de la banque de données CDD Water Action and Networking Database (CSD WAND), qui constitue un moyen de mettre en oeuvre la décision CDD-13 qui demandait le développement de « moyens pour diffuser en ligne des informations sur la mise en oeuvre et les pratiques optimales » en matière d'eau et d'assainissement. La CDD-WAND servira de plate-forme permettant les échanges d'informations et de pratiques optimales, le partage des leçons apprises des expériences et la promotion des recommandations et accords internationaux pertinents. Nous notons que la CDD-WAND a été élaborée grâce aux informations collectées au cours du cycle CDD 2003-2005 ainsi qu'au Portefeuille des actions pour l'eau – résultant de la Conférence Ministérielle du 3^{ème} Forum de l'eau –, auquel s'ajoutent les données concernant les actions locales communiquées lors du 4^{ème} Forum mondial de l'eau.
12. Encourageons toutes les parties prenantes, y compris les agences et organismes nationaux et internationaux, ainsi que les autres forums internationaux et régionaux comme la Semaine de l'eau de Stockholm et les semaines de l'eau des banques régionales de développement, à participer à la collecte et à l'échange d'informations par l'intermédiaire de WAND.
13. Remercions le Gouvernement du Mexique et le Conseil mondial de l'eau en tant qu'organisateur du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et saluons leur volonté de promouvoir une meilleure gestion de l'eau par des actions dynamiques au niveau local en faveur d'un changement au niveau mondial.

Fait à Mexico, le 22 mars 2006.

**World Water Forum, Mexico on the 22nd March 2006.
EU Statement.**

Thank you Mr Minister, Ladies and Gentlemen,

Today I have the honour to speak on behalf of the European Union.

First of all, I would like to congratulate the World Water Council, our hosts and particularly you Mr. Minister for organizing this conference. We appreciate the efforts made so that we are able to adopt this declaration today.

However, the EU would like to stress **three** issues which we consider need more attention. We hope that these points will be taken into account in the final report.

We want to address the discussions concerning the right to access to water and sanitation. The EU considers that water is a primary human need and that water supply and sanitation are basic social services as mentioned in the resolution of the EU Development Council adopted on 30 May 2002, 8958/02. The EU emphasizes that public authorities must take adequate measures to make this effective and affordable.

The second issue we want to address is ecosystems. The EU reaffirms its commitment to the decisions made in CSD 13 on maintaining sustainability of ecosystems. At CSD 13 we agreed to enhance the sustainability of ecosystems that provide essential resources and services for human wellbeing and economic activity in water-related decision-making.

The third issue is related to sustainable hydropower. The EU emphasizes that all aspects of sustainable development should be considered in the planning and management of hydropower projects in compliance with international standards. Criteria and guidelines that are relevant to evaluate environmental and social impacts have been identified by the World Commission of Dams, by the OECD and by the World Bank.

Thank you Mr.Minister.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT

**DECENTRALIZED COOPERATION
BY LOCAL AUTHORITIES
FOR WATER AND SANITATION**

**THE AFTER WORLD FORUM OF MEXICO
MARCH 2006**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Introduction

French decentralized cooperation

History and Aims

International action by local and regional authorities in France began after World War II with twinning with German towns as a way to build mutual knowledge and respect, the mortar of lasting peace. That foundation phase, implemented by municipalities (communes), lasted until the 1970s and European integration, when France's counties (départements) and regions (régions) became actors in European cooperation. Solidarity with the South enhanced that dynamic, driven by locally elected officials' interest in participating in development assistance and international solidarity. Today, the international action of France's decentralized authorities is part of their general policy to develop their local areas and promote the international visibility of local economic, social and cultural actors.

Decentralized cooperation, the fruit of 50 years' history, continues to pursue the same aims:

- Knowledge of others, learning respect and participating in development and the peace process,
- European cooperation to promote balanced development and forge European citizenship at grassroots level,
- Development assistance through exchange and cooperation between local and regional authorities in the South and the North,
- Expanding the economic, cultural and social influence of a local area or region and its actors.

Specific features of decentralized cooperation

Decentralized cooperation differs from the action of NGOs, central governments and multilateral donors:

- The action of local and regional authorities is long-term: in most cases, a strong relationship between two communities gives rise to a framework cooperation agreement intended to establish a lasting partnership between the two decentralized authorities and their communities.
- Action focuses primarily on exchange and know-how, institutional support and training. While French local and regional authorities may finance facilities and equipment, decentralized cooperation specifically supports local institutions. The aim is not to decentralize conventional cooperation, but for two local authorities to develop a specific type of cooperation aimed at sharing experience of local management and local development.
- Decentralized cooperation programmes are the result of discussion between the two local authorities. In that sense, decentralized cooperation is cooperation "on request", since the starting point is the expression of needs by a local authority in the South. On the basis of that request, which is then negotiated, the French local authority examines what it can offer in response to the request, according to its know-how and financial capacity.

- Decentralized cooperation is also specific in its capacity to mobilise and support local actors. Through the relationship between two communities and two local areas, ties or twinnings can be developed between various local partners, including those that do not come under the direct authority of the French local or regional government, such as hospitals, universities, chambers of commerce, businesses and associations.

The specific case of water and sanitation

Decentralized cooperation in the area of water and the environment shares the above features. The examples presented in this book illustrate the diversity and uniqueness of decentralized cooperation outlined above. In this sector, local and regional authorities can mobilise their water and sanitation services, or the businesses to which they subcontract those services. They can call on the support of all the partners from the water industry to assist their cooperation action: basin authorities, river authorities, associations, businesses, research institutes, universities, training centres, etc. But cooperation in the water and sanitation sector also has another specific feature, in the form of two types of financing available to French local and regional authorities:

- The local or regional authority's general budget, pursuant to the 1992 Act authorising French local and regional authorities to sign cooperation agreements with their counterparts in other countries, which is the legislation underpinning all decentralized cooperation action.
- Specific water and sanitation budgets, pursuant to a French law passed in 2005 introducing an innovative mechanism that local and regional authorities can use to finance their solidarity actions in the water and sanitation sector. These budgets are financed by water rates rather than taxation. In other words, French local and regional authorities that are competent in the area of water and sanitation supply can now use these new budgets, thus creating a direct solidarity link between water users in France and access to water for users in the South. France is campaigning for this innovative mechanism to be extended to other countries in the North to provide innovative financing for international solidarity in the area of water and an instrument in direct contact with citizens for funding concrete local actions to promote universal access to water.

Support from the French Ministry of Foreign Affairs

Well aware of the benefits and specific nature of “decentralized cooperation à la française”, the French government has been supporting decentralized international action for many years.

In 1983 the post of Local Authorities' External Action Delegate was created. The representative is appointed by the Council of Ministers and reports to the Minister of Foreign Affairs. In 1992 the law gave substance to that action, by establishing the National Commission on Decentralized Cooperation (Commission Nationale de Coopération Décentralisée - CNCD), a forum for dialogue between the central government and local and regional authorities, chaired by the prime minister.

In 2005 the government approved a parliamentary initiative to allow local water and sanitation budgets to be used to finance international solidarity.

In 2006 the Ministry of Foreign Affairs made water and sanitation one of its three priorities for co-financing decentralized cooperation. The ministry intends to subsidise actions undertaken by French local and regional authorities in the sector.

The ministry provides financial support for French local and regional authorities so they can express their message and their commitment to dialogue and cooperation on the international scene. For example, the ministry is assisting French local and regional authorities to attend the World Water Forum in Mexico and funding the publication of this book on cooperation practices on that occasion.

*Local governments,
water and sanitation:
examples*

Local governments, water and sanitation: examples

Rehabilitation of the Thilogne Water Distribution System	76
Opening up of the City-edge Areas of Ouagadougou and Provision of Access to Essential Services	78
Decentralized cooperation program with two Municipalities in Lebanon: Elaboration of a wastewater management plan and construction of a sewer system and wastewater treatment facility for a 80-house settlement	80
Integrated Water Management in the Limari River Basin	82
Cooperation Between the Municipalities of Maxéville and Poienile Izei in the Field of Water and the Environment	84
Wetlands Protection Programme for Luang Prabang (Laos)	86
Construction of Public Latrines and a Water Transmission System in Adéta, Togo	88
The different actions of decentralized cooperation carried out by the General Council of Seine-Saint-Denis	90
Keur Macene Drinking Water Treatment Plant and Distribution System, Mauritania	94
Townplanning and water supply in Sofara, Mali	96
Water supply and water treatment in El Khroub, Algeria	97
Introduction of Water Quality Monitoring in N'Djamena	98
Rehabilitation and Operation of the Zibako Reservoir in Burkina Faso	100

Cooperation with the Urban Municipality of Doula 1 ^{er} , Cameroon	102
Assistance in Water Management for the Association of Municipalities of Mbam and Inoubou, Cameroon	104
Partnership between Angers Loire Métropole and Bamako	106
Reinforcement of the Capacities of Public Water Services and Implementation of the Water Code in the Region of Haute-Matsiatra, Madagascar	108
Decentralized Cooperation Between the City of Poitiers (France) and the City of Moundou, Chad	110
Public-Private Partnership for the Construction of a Small Water Distribution Network as Part of the Decentralized Cooperation Process in Cambodia	112
International solidarity activities carried out by the City of Paris in the field of water and sanitation	114
Capacity Strengthening for the Public Water Sector in Lebanon	116

Rehabilitation of the Thilogne Water Distribution System

Municipal Council of Les Mureaux (Yvelines): population 32,000

Beneficiary: **Thilogne (Matham), Republic of Senegal**

Other Partners:

Ile de France Regional Council, Centre Regional Council, Thilogne Development Association (TAD)

Project history

Thilogne is a young community that sprung up spontaneously about 15 years ago. The town has kept its original traditional structure rather than conforming to the strict urban planning conventions that apply to many modern developments. The town's proximity to the new regional capital Matham, 60 km away, has attracted an influx of new residents. The community is now rapidly expanding to the east, west and south and with the spread of new dwellings and their makeshift water connections, the water supply system can no longer cope with the demand. Only the lowest parts of the network have an uninterrupted supply of water. The rest of the village, i.e. most of the community, must resort to the small number of wells still functioning, or the standpipes located in high pressure areas.

The TAD association, created in 1978, brings together local people and Thilogne emigrants, with the aim of promoting the development of the community. Each member of the diaspora has a moral obligation to make an annual contribution of 30, and the funds collected are managed by TAD. Given that nearly half of the municipality's population today live in Europe or the USA, this system of redistribution represents a substantial source of revenue for the town. In addition to its main office in Thilogne, TAD maintains six other offices located in Dakar, France, the USA, Italy, Gabon and Congo.

Objectives

TAD has developed a project to upgrade and improve the supply of water to Thilogne. The scheme involves:

- The rehabilitation of the existing water pipes and wells, and the construction of new wells and standpipes as well as a modern sewer system.
- Improving well management, with the collection of comprehensive technical, organisational and financial data to ensure that well management and network operation costs are affordable for the local community.

The programme provides for the extension of the water distribution system so that each household has access to water either within the home or from a nearby standpipe. For those families with water in their home, meters will be installed. A flat rate price will apply for water from standpipes, and to farmers and other members of the community who hitherto escaped payment for their water consumption.

To ensure the sustainability of the project, a training programme is planned for the members of the well management committee. The project's originality lies in the funding mechanism created by TAD. The capital costs are borne partly by the civil society and public funds, with TAD, the municipality and the local population bearing respectively 17%, 5% and 1% of the total capital cost. The remaining 77% is financed by various international aid organisations. An analysis of the cost of water puts the monthly household fee (after the investment has paid itself off) at FCFA 930 - much lower than the rate charged prior to the implementation of the project.

Implementation and achievements

The project has led to an increase in the number of people with access to drinking water and improvements in well management. Today, for a population of 14,000, the amount of water available per day, per person is 23 litres. Another 12 litres still needs to be provided to meet WHO recommendations which set minimum service coverage level at 35 litres per day per person. The project has resulted in the rehabilitation of the water mains, replacement of pumping equipment, the repair of traditional wells and the construction of new, modern pumping facilities.

Year 2000 population estimates put the population at 7,744 but the local council plumps for a figure of 12,000, given that heads of families tend to undercount the number of people in their household in order to pay a lower fee. The total estimated number of households is 1,690. As in other inland parts of Senegal, the local economy consists mainly of crop and livestock farming. Trade is another source of income with the existence of many large shops and stalls. The progressive expansion of housing has created jobs for builders, plumbers, electricians and decorators. With a major road running through it and a bus terminal, the town is a popular stop-off point for skilled tradesmen and mechanics. The large expatriate community in Europe and the USA is a major source of revenue thanks to the money contributed by emigrants.

The initiative may be replicated in other small municipalities where a large proportion of the community live abroad but maintain close ties with their families. At the core of the scheme is the obligation to contribute to the development of one's community of origin. The annual contribution is relatively modest for people living Europe or the USA. The collection of funds and coordination of operations by members of the local community – who risk their good name – promotes the success of the scheme. Thanks to close ties with other associations, the ideas implemented by TAD have been disseminated to other communities.

Contacts:

UJMT : **Mr Kane Thierno**
3, Allée Claude Debussy
78130 Les Mureaux
Tel. +33 6 64 31 14 76
City of les Mureaux

Mr Stéphane Pavot
78130 Les Mureaux
Tel. +33 1 30 91 39 70
www.mairie-lesmureaux.fr

Opening up of the City-edge Areas of Ouagadougou and Provision of Access to Essential Services

Project involving the Vienne département, the French Development Agency, the City of Ouagadougou and the Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA)

Introduction

Since 1993, the Vienne Regional Council has been engaged in a dynamic development aid process in Burkina Faso, working in close cooperation with 15 of its local municipalities (or associations of municipalities), each twinned with a Burkinabé municipality. A three-year programme, co-financed by the Ministry of Foreign Affairs has been implemented in various urban and rural parts of the country and notably in the capital of Ouagadougou.

The decentralized cooperation mechanism enables French local authorities to provide assistance in a wide range of areas connected with local development, utility service planning, municipal management and training of decision makers and staff. Their input on urban development projects is of a highly specific nature and complementary to the aid furnished by the institutional funding agencies.

A new type of partnership

Basic principal

Though aid agencies of donor countries make a significant contribution to urban development projects in financial terms they do not provide the support required to implement and maintain the different projects undertaken. More specifically, they do not provide the financial and technical training required to ensure that projects are properly managed and sustainable in the long-term. Conversely, the twinned French local authorities do not have the financial resources to tackle the real issues faced by African communities today. They can however provide know how and experience in all subjects pertaining to development and local management, and can assist African communities in building management capacities in their particular fields. Their actions focus on the long term and they are present at every stage of the project, including development and implementation, but above all during the subsequent project management and maintenance stages.

The partnership initiative proposed by the Vienne département, in cooperation with the French Development Agency (AFD), consists in helping the Burkinabé municipality to become self-sufficient in the running of AFD-funded urban development projects. Throughout this process, the département will provide support and project management advisory services to their African counterpart, as well as training of decision-makers and staff.

The project

The French Development Agency is currently spearheading a project to open up city-edge areas of Ouagadougou and to provide the inhabitants of those areas with access to essential services. The project, valued at 12 million euros, has four main components. Component #2 - "Water supply for city-edge areas" - involves the extension of the water distribution system, with ONEA, the national water and sanitation authority acting as the owner's designated representative. More specifically, this component involves the development of new strategies for the supply of water to five hitherto un-serviced areas. These extensions will involve adjusting prevailing technical standards as well as specific management arrangements downstream of the primary network built by ONEA. The different options envisaged include direct management by ONEA, recruitment of a local standpipe operator, outsourcing of customer management operations and management of the system under an affermage-type arrangement.

Part of the budget will be dedicated to installing social water connections which will be provided together with a wastewater disposal system at the level of the parcel. The contribution of the Vienne département falls within the province of **decentralized cooperation**, insofar as it involves the provision of expertise and assistance to the owner in managing and implementing the project. In this area, the Vienne département is in a position to provide a wealth of expertise - its resources include not only 'in-house' officials and staff, but also officials and staff from the départements' 15 twinned municipalities as well as employees and engineers from the departmental water and sanitation authorities, the departmental engineering agency and the advisory body "Vienne Services".

The département boasts examples of all the different forms of management mentioned and has developed competencies in all areas of water management through SIVEER, a major departmental association. It will thus be possible to draw on professionals to provide assistance and expertise in areas such as:

- The elaboration of concession or affermage contracts.
- Monitoring of the performance of the concessionaire or standpipe operator.
- Assistance in the administration of outsourcing or concession contracts.

These actions are to be accompanied by information, training and communication initiatives coordinated with the social services of the local council.

In this area the Vienne département can contribute advice and experience to facilitate exchanges between Burkinabé managers and French engineers and raise awareness among local decision makers about ways of ensuring sound management practices.

Vienne's contribution will have a dual purpose:

- To ensure that the technical options selected for building urban infrastructure are compatible with future management options.
- To provide support over the long-term, as opposed to consulting firms, whose input on projects covers only the first few years.

Contacts:

Denis Brunet,

Vice-Chairman, Général Council of the Vienne
8 rue Thiers 86110 Mirebeau
dbrunet@cg86.f

Jacques Aumasson,

coordonator, International Cooperation Head Office
Général Council of the Vienne
BP 319 - 86008 Poitiers
Tel. +33 5 49 00 55 70 - Fax +33 5 00 55 79
jaumasson@cg86.fr



Decentralized cooperation program with two Municipalities in Lebanon: Elaboration of a wastewater management plan and construction of a sewer system and wastewater treatment facility for a 80-house settlement

Lille Métropole Communauté Urbaine (Nord)

1 rue du Ballon, BP 749 - 59 034 Lille cedex - France

Mr Pierre Mauroy, Executive

Me Danièle Defontaine, Deputy Executive in charge of Decentralized Cooperation

Beneficiary local authorities:

Municipalities of Chouf es Souayjani Federation, Lebanon

Mrs Nouha Gosseinhy, President (Mayor of Baaqline)

Municipality of Bkassine, Liban

Mr Abdallah Saad, Mayor

History of the project

Lille Métropole Communauté urbaine has developed decentralized cooperation programs with Lebanese municipalities since 1999. These actions were initiated after the organization of free municipal elections in Lebanon in 1998. Despite this critical step in the local democratic process after years of war, the situation of local governments and municipalities remains very fragile in terms of financial and institutional capacity. They also suffer a deficit of technical staff to manage their development projects and provide the population with public services.

The first decentralized cooperation agreement was signed by the Municipalities of Chouf Es Souayjani Federation and Lille Métropole Communauté Urbaine in 1999. This Federation encompasses nine municipalities and 40 000 inhabitants.

Development

Lille Métropole Communauté urbaine assisted the Federation in assessing the needs of its territory in wastewater management. The terms of reference for a wastewater management plan have been established by the two partners, who monitored the work of a private consultant through a steering committee. Construction works are now being implemented with the financial support of the national government in compliance with this master plan.

Another experience is being conducted with the Municipality of Bkassine (10 000 inhabitants) through a cooperation agreement signed in 2004.

This program concerns a 80-house settlement built in the fifties after an earthquake destroyed part of the village. This settlement was initially built as a temporary response to the disaster and lacks wastewater treatment infrastructures. Its location on top of a hill is a threat to the drinkable water resource.

A wastewater management plan was therefore established by a consultant as the first stage of the cooperation program in 2004. A new decentralized cooperation agreement between Lille Métropole Communauté urbaine and the municipality of Blkassine was signed for the 2005-2006-2007 period, in order to launch the construction of a sewer system and a wastewater treatment facility for the settlement.

Results

These two decentralized cooperation programs have obtained an important financial support from the French Foreign Affairs Ministry through the Priority Solidarity Fund. The local authorities involved in the partnership contribute to the projects through financial and human resources mobilisation.

The programs activities have a positive impact at different levels:

- social impact : access to sanitation facilities;
- environmental impact : water resource protection;
- political and institutional impact: according to laws and regulation, the national government is in charge of water and sanitation management in Lebanon. But the reform of the national water policy which was initiated in 2001 is not implemented yet. These decentralized cooperation actions are a demonstration of the role that municipalities could or should play in water and wastewater management.
- Local capacity building: the monitoring of both programs lead to the creation of a Municipal Development Agency supported by “Tadamoun Wa Tanmia”, a Non Governmental Organization in charge of the local implementation of the cooperation actions for the municipalities.

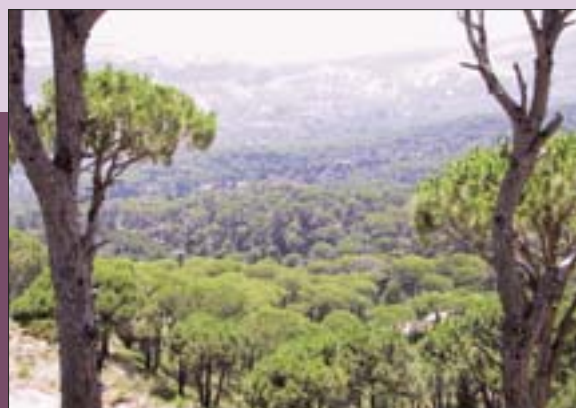
Beyond the construction of infrastructures, the challenge for Lille Métropole and the Lebanese partner municipalities is now to ensure the sustainability of equipments and human resources.

The long term relationship engaged through the decentralized cooperation agreements signed since 1999 will certainly contribute to achieve this goal.

Contacts:

Mr Imad Ibrahim,
technical coordinator,
Development Municipal Agency, Saïda, Lebanon
ibrahimimad@yahoo.fr

Mme Christine Zilinski,
Decentralized
Cooperation Department, in charge of the decentralized
cooperation programs with Lebanon
czilinski@cucl-lille.fr



Integrated Water Management in the Limari River Basin

Hérault Département

André Vezinhet, Chairman

Beneficiary

Regional Government of Coquimbo, Chile

Partners:

Water user organisations: 5 irrigators' associations and supervisory councils; 8 public services of provincial, regional or central government, private companies; private enterprise: 2 consortiums and a mining company; civil society sector represented by 5 Members of Parliament and several NGOs; municipalities, including 5 in the province of Coquimbo; 4 research centres; French partners: Hérault département, IRD (French development research institute) and Agropolis (agronomic research and higher education centre)

Project history

Since 1998, the Hérault département has maintained a special relationship with Chile in the area of scientific, technical and cultural cooperation - and with the region of Coquimbo in particular.

The province of Limari is Coquimbo's biggest agricultural producer and comprises three agricultural watersheds in which drip irrigation is practised. A broad range of individual actions has been implemented to promote the development of the region, including measures to protect water quality and foster water conservation.

The region's public and private institutions can collectively lay claim to a wide spectrum of analysis systems and economic initiatives. These tools and actions are widely dispersed however and could be coordinated and organised effectively, while giving consumers easier access to water-related information. At the same time the basin's export-oriented companies are increasingly calling for monitoring and analysis tools related to quality and the notion of integrated agri-food production – two aspects consistent with the principles of sustainable development. To this end a public-private database was created allowing the exchange of information in all areas pertaining to the management of the river basin.

Objectives

The aim of the project is to develop an “Integrated Territorial Programme” (PTI) in the Limari River Basin, which has been designated a pilot area of Chile. The main components of the programme are:

- Institutional and political development.
- Consideration of the natural environment and associated ecosystems.
- Capacity development, social learning, and good governance.
- Implementation of the strategy at basin-wide level and actions to inform the public.

The main long-term objectives are to:

- Design a system that promotes the rational use of the basin's natural resources.
- Develop a coordinated set of tools to obtain more information about the status and quality of water resources and compliance with applicable standards.
- Promote and expand the use of treated wastewater in agriculture (supporting the notion of integrated agri-food production).
- Set up Water Quality Plans to promote a strategic management process at basin-wide level.
- Energize and develop the agricultural production sector by increasing export capacities.

- Accelerate the modernisation of production methods through technological innovation, diversification and reconversion of production.
- Facilitate the reconversion process and wider trading by enhancing their appeal.
- Put in place agreements to intensify exchanges between public and private sectors and promote the sustainable development of the river basin.

The main innovations will be implemented through a regional Water Management Master Plan.

Implementation and achievements

The involvement of the various project players has been part of a phased process:

- Appointment of a Council composed of representatives of 35 institutions to inform and determine orientations.
- Setting up of an Operations Committee to supervise actions.
- Formation of technical groups, and technology innovation and advanced research centres with expertise in integrated agri-food production and catchment management, and with the role of determining the concrete actions to be implemented.

Today, after the first year of implementation, and thanks to the process of coordination described above, the results are tangible and will allow short and medium-term strategic objectives and action plans to be formulated. The initiative has seen the creation of a genuine organisational structure for integrated water management, assisted by input from international experts - the Hérault département included. The social impact in the province has been significant and is reflected by events such as the “Fiesta del Agua” which provided the opportunity to deploy a major public awareness campaign about water issues. The various initiatives to promote agribusiness development and improve the productivity and quality of labour in Limari, also have the support of the region’s employers. At the same time, an assessment of the river basin was conducted highlighting economic, social and environmental issues and the solutions to be implemented in the medium-term.

Underpinned by strong local governance, this comprehensive water management experiment in the Limari River Basin has been disseminated with tremendous success among public and private sector institutions alike. The aim is now to promote and extend it to other Chilean river basins as part of a coordinated effort with the governmental services responsible for water, the environment and development planning.

Contacts:

Francisco J. Corral M.

Manager PTI Limari - Chile

Tel. +56 53 63 17 56 - fcorral@cuenalimari.cl

Serge Miquel,

Chairman for Water environment, Life Framework and rural fittings

General Council of Hérault 1000, rue d’Alco

34 087 Montpellier - Cedex 4 - France

Tel. +33 4 67 67 67 63 - sergemiquel@cg34.fr



Cooperation Between the Municipalities of Maxéville and Poienile Izei in the Field of Water and the Environment

City of Maxéville (Meurthe-et-Moselle)

Henri Begorre, Mayor

Beneficiary: Municipality of Poienile Izei (Judet Maramures - Rumania)

Other partners:

International Water Centre Nancy (NanC.I.E)

History of the project

The first contacts between Maxéville and Poienile Izei started in 1991. Poienile Izei is a 1100 inhabitants municipality situated at a height of 1000m and extends over 11km. Poienile Izei is 50 km far from Ukraine (to the North) and 70 km from Hungary (to the West). After 12 years of purely humanitarian exchanges, the City of Maxéville wished to give a new dimension to this relation by positioning itself as a support for the development of the projects of the Municipality of Poienile Izei, giving them the responsibility of the follow-up and completion of the project and helping for the development of the necessary tools to ensure the continuity of the programmes.

Drinking water supply was one of the most important identified problems. The first project entitled “municipal cooperation in the field of water and environment” supported by the French Ministry of Foreign Affairs was led in partnership with the International Water Centre of Nancy, NANCIE, a well known non profit-making association with technical skills and experience in managing international cooperation projects led in Morocco, Hungary, Poland, Mongolia, Costa Rica, Brazil, etc specially in the field of water, sanitation and environment.

Objectives of the project

- Technical support: To carry out a survey study in order to identify needs and propose programmes in the field of drinking water supply for the village.
- To involve and engage the different Rumanian actors, as a result of the study and the actions to be made.
- To carry out a concrete project: construction of sanitary facilities inside the school building.
- To attempt to raise population awareness of hygiene and cleanliness specially children.

Development of the project and results

1st phase:

Diagnosis made by a NanC.I.E expert during a mission to Poienile Izei together with Maxéville municipal representatives (local councillor and a local government officer) responsible for the development of the project. The main points of this visit:

- To study a water supply project for the village made in 1998 by a Rumanian company.
- To make inquiries and study the spring areas.
- To determine and analyse the feasibility of the water supply project for the village.

In the meantime, the City of Maxéville authorities started to prepare a global project for Poienile Izei and its surrounding area to be proposed to all Rumanian actors, and specially the Judet of Maramures Council. Maxéville staff has also began to identify the existent sources of funds and the available financial programmes such as funds allowed to Rumania within the framework of its UE pre-membership

procedures. The elaboration of a regional strategy together with Ukraine and Hungary on drinking water supply for households located in this area has also been mentioned.

2nd phase:

Welcome in Maxéville of a Rumanian delegation composed of 2 local councillors and 2 manager officers in view to visit not only hydraulic installations in relation with the project, but also to meet the French model of municipal management. A visit of Grand Couronné, an association of several little municipalities, representative of the French experience showed how this kind of “municipal regrouping” could be the better way to face common problems of little municipalities; one of these of course, drinking water supply and sanitation; a model that could be an answer to Poienile Izei and its surroundings. The delegation also visited schools in Maxéville city and had meetings with NANCIE team to debrief the results of the study.

3rd phase:

Construction of bathroom installations inside the school of Poienile Izei, including 2 reservoirs, one of which was installed inside the school to face frost during winter period. These tanks are equipped with autonomous sanitation systems.

The Poienile Izei councillor responsible for the project supervised the work. Maxéville staff was regularly informed about the development of the programme and work. Some awareness campaigns were led for every class of the school

This programme was launched in October 2003 and ended in September 2004. The implication of Maxéville City authorities continues and a great part of our programmes is intended to perform Poienile Izei local councillors and staff skills an important part is dedicated to the development of the skills as well as intensify exchanges of know-how and experiences in order to help the Rumanian municipality to become the major of its own development.

Contacts:

Vasile Dunka, Mayor
Poienile Izei n°23
Mamramures - Roumanie
Tel./Fax + 40 262 33 42 02

Céline Roussel

City Hall
14, rue du 15 septembre 1944
54 320 Maxéville - France
Tel. + 33 3 83 32 30 00
Fax + 33 3 83 37 89 85
croussel@mairie-maxeville.fr

Wetlands Protection Programme for Luang Prabang (Laos)

Municipal Council of Chinon (Indre-et-Loire): population 9,000
Agence de Développement et d'Urbanisme du Chinonais (project coordinator)

Beneficiary: **Luang Prabang, Laos**

Stakeholders:

UNESCO, European Union, Centre Regional Council, Agence de Développement et d'Urbanisme du Chinonais, RIVE (rivers and wetlands management company)

Project history

In December 1995, the city of Luang Prabang, the former capital of Laos, was declared a World Heritage Site. Having received the UNESCO designation, the government of Laos turned to the international community for help in implementing a conservation and restoration policy for Luang Prabang. The response was a proposal for a decentralized cooperation programme mooted jointly by the city of Luang Prabang, the Town of Chinon and UNESCO. This cooperation initiative was sealed by an agreement signed in 1997 and extended in 2000 and 2003.

The mission identified by the project partners was to implement a wide-ranging sustainable development process centred on the protection, restoration and development of the city. This goal would be achieved through urban development projects, building restoration programmes and support for communities to enhance their living environment through housing improvements and repairs.

A main component of the development effort was the preservation and remediation of natural sites coupled with initiatives to raise public awareness about ecology issues. The Wetlands conservation programme, supported by the European Union, was part of a holistic approach to heritage conservation covering both the natural and cultural heritage of the city. The wetlands and ponds of Luang Prabang are part of the city's social and economic fabric and an important facet of its identity.

Implementation

• The project comprised three main stages:

Understanding the existing situation:

This stage consisted of observing and assessing drainage basin processes as well as wetland development mechanisms. Studies implemented included an inventory of the Luang Prabang catchment system and ponds, regular monitoring of water quality, and a study of wetland vegetation. Luang Prabang engineers were equipped with tools such as rainfall gauging instruments and flow and quality monitoring systems in order to secure a better understanding of study area habitats.

Safeguarding natural habitats:

The unstable and fragile wetland habitats of Luang Prabang need safeguarding if they are to survive. To this end the cooperation programme involved presenting pollution control techniques to the community, as well as suitable regulatory instruments. The wetlands were accordingly classified as a "Natural and Landscape Heritage Preservation Area". The aim is to preserve and safeguard these habitats by regulating new construction in their vicinity (use of bamboo and wood imposed in new housing, low land use coefficient, etc.).

Raising awareness:

Lastly, the assessment and protection measures implemented will only make sense if efforts to safeguard and restore local heritage have the support of the local population and decision makers. Methods of involving the local community took a wide range of forms, including the creation of an “ecomuseum”, an international symposium on wetlands and a broadcast on French radio.

The physical embodiment of the cooperation process: the Maison du Patrimoine

At the centre of the cooperation process was the creation of the Maison du Patrimoine (“Heritage House”) - a multi-disciplinary team of resident French and Laotian engineers, operating under the auspices of the local authorities. The objectives of the Maison du Patrimoine are three-fold:

- To create an emblematic information and visitor centre designed to familiarise the local population with their cultural and natural heritage.
- To train a Laotian action team.
- To ensure tight coordination of the various conservation, restoration and sustainable development policies implemented.

Further actions envisaged:

A second UNESCO-led project concerning other sites and in particular the Laos capital, Vientiane, is under review by the European Union.

Contacts:

Mme Cathy Savourey,
Project Coordinator, Manager of the Cooperation Arm, ADUC
aduc.coope@wanadoo.fr

Mrs Aude Sivigny,
Executive Officer for Cooperation, ADUC

Mr Pierre Guédant,
Project Manager, Maison du Patrimoine, Luang Prabang
pierre.guedant@la-maison-du-patrimoine



Construction of Public Latrines and a Water Transmission System in Adéta, Togo

Municipal Council of Herbiers (Vendée): population 14,600

Beneficiary: **Adéta, Republic of Togo**

Other Partners:

AJCAH: Adéta-Les Herbiers Twinning Association, based in France

AVIJAH: Association of the Adéta Herbiers Twin Towns, based in Togo

Project history

- Kpélé Adéta comprises 11 municipalities scattered around the main village, Adéta.
- The French twinning association AJCAH was founded in December 1989 further to a process of correspondence between the school in Adéta and the Jean Rostand school in Herbiers, France.

Objectives and implementation

In 1990, during a visit to Adéta to officially seal the twinning arrangement, the issue of water emerged as a priority area for cooperation further to several deaths in Adéta owing to contaminated water sources (“marigots”).

The first measure implemented was the construction of public latrines. Seven latrines each with 12 squat holes were built in different parts of Adéta and are now managed by AVIJAH, the twinning association on the Togolese side.

The next step was to build a water transmission project as part of an agreement with the Togo Ministry of Planning. The proposed system involved harnessing a waterfall situated about 5 km to the north of Adéta to supply both Adéta and several neighbouring villages (Goiré, Dougba, Hamé Afegamé, Konda, Tsefi, Kadomé, Tsiko, Atimé, Bemé and Toubou). A French engineer (and member of AJCAH) travelled to Adéta to clinch the project, which was to provide safe water to 30,000 Togolese people.

Construction:

The works commenced in August 1995. 25 pupils from the Jean Monet school went to Togo to take part in the construction process.

Financing:

AJCAH contributed FCFA 30 million (46,000 euros) to the project, sourced by its own budget and a grant from the Pays de Loire Regional Council. The funds pledged by the Togo government were not forthcoming however (event though the scheme concerned was a pilot project) and the works were suspended for a period of two years.

The project was finally resumed with the intervention of the Togolese Prime Minister who was an ally of the two associations. The French mission thus accepted to finance the remaining FCFA 90 million (138,000 euros), with AJCAH contributing an additional FCFA 15 million (23,200 euros).

Operation:

The works have now been completed and include a dam, chlorination tank, pipes to the different villages and standpipes. The CVD (village committee) is responsible for managing the distribution of water aided by members of AVIJAH. In 2005, a fund was created to pay the salaries of the standpipe operators and finance minor repairs.

Extension:

The project under study for 2006-2007 involves the construction of the “Maison de l’eau et des Herbiens” (Herbiens Water Centre) valued at FCFA 35 million (53,000 euros). The centre, which will include workshops and meeting rooms, will also be a kind of motel for visitors to the town, with guest rooms and a restaurant.



Contact:
Jackie Riffaud,
Deputy Mayor responsible
for culture and cooperation
Mairie des Herbiens
6 rue du Tourniquet
85502 Les Herbiens
jackie.riffaud@wanadoo.fr



The different actions of decentralized cooperation carried out by the General Council of Seine-Saint-Denis

Hervé Bramy, Council President

Because the future of the Seine-Saint-Denis cannot be conceived of independently of the future of the world, and because the Seine-Saint-Denis is resolutely committed to a vision of a world that is more human, more humane, more just, and with greater solidarity, guaranteeing peaceful, fair, and sustainable development for everyone. The General Council has become involved in decentralized cooperation programs aimed at greater appropriation of global issues by the populations.

The question of water is an area that is transverse to all these cooperation efforts. Each project includes a section devoted to water and sewerage and waste treatment, an indispensable priority for all actions involving public health.

The problems we face are diverse. In Palestine or in Morocco the question of use of resources is central; in Gabon we face the problems of control of rainwater and floods related to lagooning; in Portugal the problem is preserving environmental balances, in particular of streams, in a context of rapid urban growth.

■ General Council of the Department of Seine-Saint-Denis and Gabon (1998-2005)

City Halls:

Mairie de Gamba BP 30 Gamba, Republic of Gabon

Mairie de Port Gentil BP 568 Port Gentil, Republic of Gabon

Mairie d'Omboué BP 29 Omboué, Republic of Gabon

Partners: Department of the Seine Saint Denis: DEA: Directorate of Water and Sewerage and Waste Treatment, DEV: Directorate of Green Spaces, DAD: Directorate of Land Use and Development, DPAS: Directorate of Prevention and Health Action, SIAAP: Interdepartmental Syndicate of Sewerage and Waste Treatment for the Greater Paris Region, UNITAR: United Nations Institute for Training and Research.

History

The General Council of the Seine-Saint-Denis, on February 4, 1998, entered into a protocol of decentralized cooperation with the cities of Port Gentil, Gamba, and Omboué in Gabon. Its desire, through this cooperation, is to contribute to and support local development in these municipalities, now engaged in a process leading to local democracy.

A certain number of priorities have been defined with our partners, among which are actions related to water and to sewerage and waste treatment. Gamba and Port Gentil wish to move toward the construction and ongoing maintenance of an effective network of rainwater and wastewater evacuation. Numerous public-health problems, including malaria, result from the inadequacy, and even the total absence, of sewerage and waste treatment networks.

Realizations

Rehabilitation and cleaning of the water and sewerage network

In collaboration with the SIAAP and the Architecture and Development Prime Contractor, the Department co-financed, in an initial phase, the cleaning of the network, and in a second phase the second stage of rehabilitation of the city's water and sewerage and waste treatment networks.

Global Public Health Project

Development of a global public-health project mobilizing the Water and Sewerage, Prevention and Social Action, and Green Spaces Directorates. Improving the network was an indispensable step before taking any action involving public health (working on malaria). In 2005, exploratory missions set up a program for collecting indispensable data needed to seek solutions to the problem of handling rainwater and the problem of sanitation in the networks.



■ General Council of the Department of Seine-Saint-Denis and Portugal (1998-2005)

Associação de Municípios do Distrito de Setúbal
Av Dr Manuel Arriaga N°. 6 2nd esq - 2900-473, Setúbal, Portugal

Partners: Department of the Seine Saint Denis: DEA: Directorate of Water and Sewerage and Waste Treatment, DEV: Directorate for Green Spaces, DAD: Directorate of Land Use and Development, The Composante Urbaine engineering bureau.

History

In June 1998 the General Council of the Seine-Saint-Denis signed a cooperation agreement with the Association of Municipalities of the District of Setúbal (AMDS). The AMDS comprises thirteen cities in the region of Lisbon. The District of Setúbal has experienced a period of strong industrial development, and as a consequence major but poorly controlled urban development. Today the issue of sustainable development is a central concern, especially for urban development projects.

Realizations

Reconquering of a stream, the Coina

Accompanying urban development (easing traffic, green itineraries, hydraulic control). Alleviating hazards related to urbanization (pollution, flooding, loss of natural drainage due to pavement, etc.) Preserving ecological assets inherent in the stream (biodiversity, water quality, shoreline, etc.)



Development of a rainwater master plan for the city of Sesimbra

Study of dealing with constraints related to rainwater runoff in an urban development operation.

After filing of the study, the goal is to integrate proposals regarding sewerage and waste treatment alternatives into the city's urban-development constraints plan.

■ General Council of the Department of Seine-Saint-Denis, General Council of the Department of the Val-de-Marne and the Palestinian (1992-2005)

Recipient City Hall:

Municipality of Qalqilia P.O. Box 2 Qalqilia via Israel
Municipality of Tulkarem P.O. Box 9 Tulkarem via Israel
Municipality of Jenin P.O. Box 13 Jenin via Israel

Partners: Department of the Seine Saint Denis: DEA: Directorate of Water and Sewerage and Waste Treatment, The Department of the Val-de-Marne, The municipalities of Jenin, Qalqilia, and Tulkarem.

History

The General Councils of the Seine-Saint-Denis and the Val-de-Marne in France, on April 12 1999, entered into a decentralized cooperation protocol with the autonomous Palestinian cities of Jenin, Qalqilia, and Tulkarem, located in the northern West Bank. The choice of these three cities was related to the lack of presence of French municipalities in that region.

Among the priorities defined among the partners in the context of support to strengthening of the local autonomy of the Palestinian partner cities is a project on increasing water resources and production capacities, as well as renovation of the drinking-water distribution networks and wastewater collection networks.

Realizations

Response to emergencies, control of water quality, and combating loss and leakage in the network

Definition of topics for actions for 2003-2004 on control of water quality and the fight against leakage and water losses, accompanied by support in the form of training for city personnel.

Creation of a Center for Water Research and Development

The political situation in the region (the second Intifada) prevented the program's leading to implementation of concrete projects in the cities in 2000.

2005-2006: A visit to the Val-de-Marne by water engineers from the three partner cities in order to re-launch the project for a Palestinian Center for Water Development and Research.

Definition of the content of the Palestinian Center, whose mission would be:

- drawing up a master plan for water management for each city,
- hydrogeological, geological, hydraulic modeling, epidemiological, and demographic studies
- diagnosis of drinking-water resources and water, sewerage, and waste treatment networks,
- design and water-management studies,
- collection of data on the quality of groundwater supplies, drinking water, and wastewater,
- detection of leaks in all networks,
- studies for agricultural re-use of wastewater.



■ General Council of the Department of Seine-Saint-Denis and Morocco (2000-2005)

Recipient City Hall:

Municipality of Figuig, Cité Administrative B.P. 121 6100, Figuig, Morocco

Partners: Department of the Seine Saint Denis: DEA: Directorate of Water and Sewerage and Waste Treatment, SIAAP: Interdepartmental Syndicate of Sewerage and Waste Treatment for the Greater Paris Region, Hydrasol engineering bureau, Sol Paysage, INRA, Federation of Figuig Associations in France.

History

The General Council of the Seine-Saint-Denis, on June 8, 2000, entered into a decentralized cooperation protocol with the Moroccan city of Figuig, an oasis located in the eastern part of the country, at the border between Morocco and Algeria, 400 km from Oujda. The choice of this municipality was related to the presence of large community of Seine-Saint-Denis residents who are originally from Figuig.

Among the priorities defined in the protocol and in the context of the environment, urbanism, and local development aspects was management of water and the struggle against desertification in the Province. The first part of the project concerns water and sewerage and waste treatment. Another part involving development of agriculture in the Province is also planned.

Realizations

- Studies and actions have been undertaken with the Hydrasol engineering bureau concerning saving water and new plantings.

Assessment of this action: 40% savings of water in 3 years (50% last year).

An extension of the experiment is planned with the local agricultural cooperative.

Struggle against desertification

In partnership with Sol Paysage and the INRA: Study of the soil in the different areas of the oasis. Study of alaboratory project by Hydrasol.

Development of a sewerage and waste treatment project for the city of Figuig:

- **1st phase:** Undertaking of work for construction of the sewerage and waste treatment network in three areas of the city. Partnership with the SIAAP for financing a project over several years.
- Project under way: Sewerage and waste treatment work with the Federation of Figuig Associations in France and the city of Figuig. Continuation of the partnership with all the partners toward the 2nd phase of work in the other areas of the city.

Contacts:

General Council of the Department
of Seine-Saint-Denis
Hôtel du Département - Boîte postale 193
93003 Bobigny cedex

Pascal Buhry,
Head Office for International Relations
and Decentralized Cooperation
pbuhry@cg93.fr
Tel. +33 1 43 93 93 93

Keur Macene Drinking Water Treatment Plant and Distribution System, Mauritania

Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne): population 7,900 - **Gérard Bermheim**, Mayor

Keur Macene (province of Trarza): population around 8,000, village located in south west Mauritania in the delta of the Senegal River

Project initiated by the Vert-Saint-Denis-Keur Macene Twinning Committee and financed by the municipality of Vert-Saint-Denis, the Ministry of Foreign Affairs, the European Community, UNICEF and the Caisse des dépôts et consignations (French public financial institution dedicated to local authority development). Partner during the first three stages of the project: GRET (French solidarity and international cooperation association)

Project history

When officials from Vert-Saint-Denis first visited Keur Macene they were told by village elders “We have no drinking water. It’s very bad for our health. We need a water tower”. The burning question was how to grant that wish. The subsoil in the Senegal River delta has a high salt content so it was not feasible to tap the aquifer. The only freshwater source was the marigot, and this was polluted.

1st stage: 1992 – 1993 Creation of the treatment facility and a small distribution system with five standpipes. Installation of a wind turbine.

The installations were commissioned in July 1993 but were shunned by the community who preferred to fetch their water from the marigot rather than paying for more distant water sources. At the time, there was still a great deal of ignorance about the importance of drinking water in health issues.

2nd stage: 1995 Development of a water distribution system for the village of Keur Macene (population 2,000) with a meter for each household. This system was welcomed by families, as the women and children would no longer have to fetch water regularly and the girls would be able to go to school. There was also a general realisation that safe water was important for good health - particularly for small children.

The increase in demand was sufficient to pay the salary of a water system manager and the bulk of the operating cost. It also meant the need for more electricity, so two mechanical water pumping systems were installed and a second wind turbine.

3rd stage: 1996 -1997 Supply of the village of B’Neïnadji (about 1,000 people) from the water tower in the village of Keur Macene, 3 km away. The B’Neïnadji water tower was supplied by a submerged electric pump installed in the Keur Macene water tower. Water was then distributed by gravity to each house (each equipped with a meter as in Keur Macene).

4th stage: 2001 Installation of two solar pumps. The two wind turbines and two water pumping systems were insufficient, owing to the rise in demand and unfavourable wind conditions. The use of a generating set proved costly as well as unreliable. The solution was to install two solar pumps.

5th stage: 2002 – 2003 Supply of a third village, Bounaya (300 people), 6 km from the village of Keur Macene. The Keur Macene network was extended and part of the treatment facility refurbished.

6th stage: 2005 – 2006 Improvement of the water treatment facility and expansion of its capacity. Creation of a new electricity network in the village of Keur Macene. These improvements will cater for the drinking water requirements of five other villages (2,700 people), in addition to the communities already served.

The project

Treatment Process

Flocculation-Settling

Water is withdrawn from the marigot by an electric pump and a wind pump. A Gahrin mechanical dosing system is used to inject a dose of aluminium sulphate, which will vary according to turbidity. Two fibreglass settling tanks are alternately filled with water. The lower conical part of the tanks is kept full with a mixture of water and sludge. The water contained in the upper cylindrical part is emptied once it clarifies. Part of the sludge that has settled at the bottom of the tank is discharged via a blow off. The system operates automatically.

The clarified water is then stored in four concrete tanks. A solar pump and submerged electric pump deliver the water to the water tower via two Silex filters and a Gahrin chlorinator identical to that used to inject aluminium sulphate.

The Network

The total length of the network is about 25 km. The population dug the trenches for the system and installed the flexible HDPE pipes. The beneficiaries thus contributed to building the project, thereby by generating significant savings. The Vert-Saint-Denis Twinning Committee has furnished financial and technical support since the start of the project and assisted in management and maintenance operations.

Management of the facilities

The facilities are managed directly by the municipality. Water is billed per cubic meter. The price per cubic meter, as established by the municipal management committee is MRO 150 (0.47 euros). Revenues cover operating expenses but not major refurbishment works. We have long been recommending that the municipality raise the water tariff to at least compensate for inflation but this is a difficult political decision for the authorities.

The management of the service by the municipality enhances the legitimacy of that institution, since the community come to realise that it has a useful purpose to play.

Contact:

Raymond Pinard,

Chairman of the Twinning Committee
(a retired engineer)

6 Allée des Fauvettes

77240 Vert-Saint-Denis

Tel./Fax +33 1 60 63 35 33

raymond.pinard@wanadoo.fr

Alumin sulfate
measure



Glass fiber
decantation
tank



Townplanning and water supply in Sofara, Mali

City of Mulhouse (Haut-Rhin)

Jean-Marie Bockel, Mayor, Senator of Haut-Rhin

Beneficiary of the project: **City of Sofara/Fakala** (Mali)

Mr Alassane Guindo, Mayor

Cercle de Djenné Région de Mopti - République du Mali

Tél. +223 24 20 09 22 - Fax +223 24 42 00 20

Other partners of the project: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, Institut Régional de Coopération Développement (IRCOD) Alsace, Regional direction for hydraulic and energy of Mopti (Mali), Regional direction for water treatment of Mopti (Mali).

History of the project

In 1989, associations of Malian migrants from Mulhouse got in touch with the Malian village of Sofara which became in 1999 the central village of the rural district of Fakala (30 000 inhabitants).

In 1991, the mayor of Mulhouse decided to develop a partnership with a municipality of the south. Thanks to the already existing contacts, he proposed to choose the municipality of Sofara.

During a first meeting in Sofara, both municipal authorities decided to work together on several projects in order to improve the conditions of life of the population of Sofara and also to develop the local economical activity. Several projects were carried out and in particular: the equipment of a workshop-school for the local craftsmen; the boring of wells for the market gardening; a financial supply to buy rice seeds; the digging of a channel to improve the irrigation of the ricefields.

A charter of twinning was signed by the two mayors the 18th January 2003.

Subject of the project

The local authorities of Sofara/Fakala need a town planning scheme including a study about water supply and treatment of waste water to be able to control the development of the village.

Implementation of the project

A team of french experts from the Urban Planning Agency and the Water Office of Mulhouse went to Sofara/Fakala in february 2005 to make an inventory of the installations and to identify the problems.

What concerns the water supply, the service and the administration are working correctly. The main problem is the insufficiency of water ressources. Otherwise, the village doesn't get any system for the treatment of wasted water and for the evacuation of rain water.

In order to realize a town planning scheme including these aspects, the experts came to the conclusion that they need a global study of the ground water. This study will make it possible to determine priority work and to schedule it.



Water supply and water treatment in El Khroub, Algeria

City of Mulhouse (Haut-Rhin)

Jean-Marie Bockel, Mayor, Senator of Haut-Rhin

Beneficiary of the project: **City of El Khroub** (Algeria)

Mr Hadj Belaribi, président de l'Assemblée Populaire Communale

Daïra d'El Khroub Wilaya de Constantine, Algérie

Tél. + 213 31 96 52 77 - Fax + 213 31 96 41 77

Other partners of the project: Institut Régional de Coopération Développement (IRCOD) Alsace

In 1999, the City of Mulhouse signed a convention of co-operation with the Algerian city of El Khroub. El Khroub is a city of 150 000 inhabitants near by Constantine. The hygiene of the urban environment, in relation with water supply and water treatment, is one of the priority topic of co-operation. Experience sharing between the two cities began in 2000 on the basis of a first report written by the Headmanager of the Water Office of Mulhouse and the local Headmanager of the "Lyonnaise des Eaux". In 2004, a new expertise helped the partners to define the actions which should make it possible to improve the conditions of water supply and treatment of wasted water. Through regular contacts between the agents of the two cities and the organization of training courses, Mulhouse is bringing a methodological support to the city of El Khroub.

Contact:

Estelle Mangold,

Head of Department for international relations
and cross-border cooperation

Ville de Mulhouse

2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020

F - 68948 Mulhouse cedex 9

Tel. +33 3 89 66 11 14

Fax +33 3 89 45 70 61

estelle.mangold@ville-mulhouse.fr

Introduction of Water Quality Monitoring in N'Djamena

City of Toulouse (Haute-Garonne)

Mr Jean-Luc Moudenc, Mayor of Toulouse

Mrs Mayeux-Bouchard, Delegate for International Relations

Beneficiary: City Council of N'Djamena

Mr Dago Yacoub, Mayor of N'Djamena

Other Partners:

Cooperation and Cultural Action Service of the French Embassy, French Development Agency, General Hospital of N'Djamena, various groups representing the civil society sector (local development groups, sanitation committees, women's groups). In Toulouse: various engineering universities (Institut Catholique des Arts et Métiers, Institut National Polytechnique de Toulouse, Institut National des Sciences Appliquées), Médecins du Monde, Urban Development Agency for Greater Toulouse, regional hospital.

Project history

For the last ten years, the City of Toulouse has been involved in a process of decentralized cooperation with the city of N'Djamena. Cooperation programmes are developed with local authorities and involve projects implemented through formal agreements and partnerships involving a wide range of actors. Cooperation with N'Djamena is implemented in liaison with the French Cooperation Mission and in coordination with the actions undertaken by the French Development Agency. Since 1996, Toulouse's municipal hygiene and health service plays an active part in this process. Their involvement takes the form of assistance in reorganising N'Djamena's own hygiene and health service, including the provision of staff training, and support in developing an action plan to improve solid waste management in the African city. The training component has led to the development of procedures for conducting food hygiene surveys, and for the progressive implementation of sanitary inspections, vermin control and water quality analyses.

At the same time, since 1998 the efforts of the City of Toulouse focus on two priorities: the solid waste and sanitation management plan and the provision of assistance to its African counterpart in the management of municipal operations.

Based on a feasibility study conducted in collaboration with the French Cooperation Mission and the Caisse des Dépôts et Consignations (French public financial institution dedicated to local authority development), an action plan was developed addressing social and sanitary aspects as well as technical and financial considerations. The plan, finalised in 2000, is to be implemented in several phases, leveraging the available input at the local level and the support of national or international institutions. In accordance with the recommendations of the action plan, the City of Toulouse contributes to various pilot actions (assistance for N'Djamena's municipal waste recycling facility), while maintaining close ties with the various other funding agencies involved so as to ensure the smooth coordination of the different programmes and their consistency with objectives.

Objectives

The main objective is to improve public services with a view to enhancing the quality of life of the population. Project development is underpinned by a process of dialogue and consultation with the community, and emphasis on their participation. In the area of sanitation, the aim is to improve health and living conditions in urban areas by fostering a cleaner and more healthy environment.

Implementation and achievements

Water hygiene monitoring is the role of the hygiene and health service. This aspect is addressed through several new water supply projects. With the financial banking of the French Development Agency, the City of N'Djamena has extended the water supply to hitherto unserved areas. Since early 2003, 100,000 people have access to distribution points served by five new boreholes tapping the city's deep aquifer. Eight standpipes and 23 water distribution kiosks are supplied by five water towers.

The arrangements for managing these facilities are particularly innovative involving a participatory approach, where the community itself plays a central role in improving its own living conditions. The city council has entrusted the operation of the facilities to fermiers (private operators), who sell the water at a set price and are responsible for the maintenance of the installations. The water towers are situated in the places de vie (public spaces) among the streetstalls, shops, latrines, trees and gathering places. They are managed by the associations responsible for managing the places de vie.

The City Council oversees the operation of the facilities, which it does through the structure CAPAQ (Support Unit for District Development Projects), which also has a coordinating role. The unit, managed by an environmental engineer, is staffed by representatives of other municipal services including Hygiene and Health, Roads, Social Welfare and Education, etc.

It is thus within the framework of CAPAQ, that the health and hygiene engineer monitors hygiene in public places where water distribution points are located, as well as water quality. A hypochlorite treatment is administered by the fermier in a purpose built, secure building. The City of Toulouse has supported the project through targeted training and the provision of reagents and chlorine meters to measure chlorine concentrations and ensure that the treatment process has been properly administered.

The outcome has been better control of the monitoring of the water distributed by standpipes and water towers.

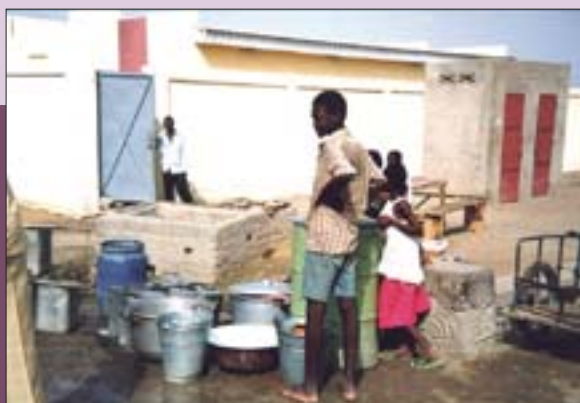
The action, which requires long-term follow-up and the provision of appropriate equipment, is to be pursued.

Contacts:

Mme Gisèle Teulières,
Director of International and European Relations

Mrs Marie-Claude Rémésy,
Director of the Hygiene and Health Service

N'Djamena City Council:
Mr Ahmat, Secretary General
Mr Sarmadji, Director of Technical Services



Rehabilitation and Operation of the Zibako Reservoir in Burkina Faso

City of Limoges (Haute-Vienne)

Beneficiary: Rural Municipality of Pabré, Burkina Faso

Other Partners:

French Ministry of Foreign Affairs, European Union (ACP-EU Water Facility – Call for Proposals)

Project history

One of the distinctive features of Limoges' international relations development strategy is the city's desire to assert itself as a driving force in the Francophone world. That role, initially limited to the hosting of the world's biggest Francophone theatre festival (Festival International des Francophonies en Limousin - FIFL), has progressively expanded to include other cultural areas (creation of the B.F.M., a multi-media Francophone library specialising in Francophone theatre and literature), then to what is known as the francophonie solidaire (literally "solidarity of the French-speaking world").

This idea of solidarity with the Francophone world is very much alive in Limoges, where many people are members of Francophone associations. Two of those associations have worked for several years now with the rural municipality of Pabré, namely Le Pont association created in 1987 and Un enfant, un cartable ("One Child, One Schoolbag") with its 500 members who sponsor 845 primary school pupils. These examples are testimony to the commitment of the City of Limoges to the development of the municipality of Pabré - a genuine commitment nourished by the expectations of the people of Pabré, and consistent with the City's efforts to strengthen its international relations. The natural outcome was that on 13 February 1999, the City of Limoges entered into an agreement to promote the sustainable development of the Pabré département (in the province of Kadiogo), which since 21 December 2004 has the status of "rural commune of Pabré". Initially, the scope of cooperation was limited to three main areas: Water (and Sanitation), Health and Education. A fourth area of cooperation was added subsequently: the Economy. A virtue of the Zibako Reservoir project (named after a village in the Pabré area) is precisely its multi-sectoral character. With water as the starting point, it involves a wide range of players (in both France and Africa) in training and educational initiatives, and will have highly beneficial effects both for public health and – the ultimate goal - the local economy, with the development of new revenue-generating activities.

Objectives

The villages of Zibako, Wavougué and Nedogo are essentially rural communities. Rainfall, though sufficient in quantity (805 mm/year), is concentrated on only a short period of the year, with the result that much of the water needed for the economic development of the area (and livestock farming in particular as the area's main revenue source) is lost. This situation is particularly unfortunate in that the community has demonstrated a clear desire to develop its economy, with the emergence of associations of livestock farmers specialising in quality meat production (an initiative supported by the City of Limoges). The farmers have long been calling for the rehabilitation of the reservoir, which was built in 1987 by the ONBI and damaged in 1989 due to flooding. The proximity of the city provides a plausible sales outlet for them, and an operational reservoir would be a (non-potable) water source both for the population and for livestock, as well as fruit and vegetable growing and fish farming activities.

The priority communities in terms of reaping the benefits of the project are the villages of Wavougué, Zibako, Bidougou and Nedogoa, and in particular farmers and young people in those communities. The project is thus highly popular with the village land management committees (CVGTs).

The raison-d'être of the project is thus three-fold:

- It is consistent with aspirations of the community, allowing them to diversify their sources of income and protein.
- It is consistent with the ambitions of the MRA (Ministry of Animal Resources) which is anxious to promote the development of Burkina (particularly in the area of Ouagadougou's refrigerated slaughterhouse) as a quality meat producer, with part of its production destined for export and the remaining part for the capital's upmarket hotels and restaurants.
- It is consistent with the spirit of the aid-for-sustainable-development agreement binding Pabré with the City of Limoges, given that it is mindful both of the participation of the community and the respect for the environment.

Implementation

Between July 2004 and March 2005 a series of studies was conducted addressing the technical, economic, environmental, social and land-use aspects of the project. The findings confirmed the technical feasibility and validity of the scheme. Study components included the development of a profile of socio-economic and agro-sylvo-pastoral characteristics of the reservoir area, and a detailed analysis of the local population and of ways in which they could contribute to the project. The studies also tackled the socio-economic and environmental measures needed to accompany the project.

In December 2005, a Burkinabé contractor was selected following an open procurement procedure supervised by the Pabré authorities and based on a cost estimate produced by the engineering consultants Gramhy (also a Burkinabé firm).

The first tranche of works (which was accompanied by an intensive information campaign directed at the local population) began in February 2006. The commissioning of the structure is scheduled for the month of May, prior to the start of the rainy season.

At the same time, the village land management committees of Zibako and Wavougué, who have a special interest in the project, have become directly involved in its implementation. The two committees are highly aware of the part they have to play in the implementation and sustainability of the project, and in the sustainable management of the facilities. In this context they have come together under the "Committee for the Management of the Zibako/Wavougué Embankment", which, further to training, will be responsible for policing and maintaining the reservoir.

Contacts:

Constantin Christides,

Deputy Mayor responsible for decentralized cooperation
87031 Limoges cedex
Tel. +33 5 55 45 63 74 - Fax +33 5 55 32 12 55

Jacques Robert-Engman,

Director of International Relations,
City of Limoges
87031 Limoges cedex
Tel. 05 55 45 64 08
jacques-robert-engman@ville-limoges.fr

Cooperation with the Urban Municipality of Doula 1^{er}, Cameroon

IRCOD Alsace – Regional Institute for Development Cooperation

Espace Nord/Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg

Partner: **Alsace Region, Adrien Zeller**, Chairman

1 Place du Wacken, BP 91006, 67000 Strasbourg

Beneficiary: **Urban Municipality of the Arrondissement of Douala 1^{er}**

B.P. 3135, Doula 1er, Cameroon

Other Partners:

In France: Bas-Rhin Département

Local Partners: Urban Community of Douala, Neighbourhood Development Committee of Bessengue Akwa, Doul'Art

Project history

At the initiative of the municipality of Doula 1er, the district of Bessengué-Akwa was named the recipient of a local development plan based on a participatory management scheme involving the population and the municipality. A local association, Doul'Art, was responsible for running the project, for which purpose it organised a consultation process bringing together various institutions and community representatives under the umbrella of the Neighbourhood Development Committee of Bessengue Akwa (CDBA).

During the first stage of the project, the CDBA and the municipality worked in close collaboration to determine the needs of the people of Bessengue Akwa. Based on those needs, a list of projects was established with a triple focus - improving access to and from the district, hygiene and sanitation, and social integration through cultural programmes. The role of the City of Lingolsheim and its services is to provide support in identifying appropriate actions and assisting in their implementation.

Objectives

The project aims to improve the living conditions and quality of life of the local community through public health and hygiene measures (vermin control programmes, cleaning of drains, rehabilitation of standpipes and culverts, effective management of household waste, etc.) and by improving access to and from the district (repair of a footbridge, creation of pavements). A second aim is to organize the community. The goal will be to create a neighbourhood association to act as an effective and representative interlocutor about the development of the neighbourhood and management of services – and drinking water in particular. The overarching goal is to harness the competencies of local government and the dynamism of the civil society, and to use that synergy in designing, building and managing essential infrastructure, particularly in the field of water.

Implementation and achievements

The first measure implemented through the partnership was to restructure the local drain. The aim was to improve the discharge of rainwater so as to reducing flooding, which had hitherto been a common occurrence. The next step was targeted at improving access to drinking water through the construction of a standpipe, now managed by the CDBA. A second standpipe is planned as well as the construction of a culvert in the northern part of the district.

Continuing the process set in motion, the World Bank plans to fund a programme for improving access to services in Bessengué-Akwa (as the location of two spontaneous settlements). The project - which will involve concrete measures such as improving access to the district, and the provision of drainage, waste disposal and public lighting - will roll forth the development process already initiated.

Achievements:

The development plan was finalised and approved by the various stakeholders in mid-2005. The priority will be on the building of pavements and improving the public lighting and drinking water systems. The procurement process for engineering services commenced in September 2005.

Contacts:

Denis Schultz,
Director

Claude Régall,
Executive Officer
Tel. +33 3 88 45 59 89
ircod1@ircod.org

Philippe Naegel,
Representative of the IRCOD in the Cameroon
B.P. 4280 - Yaoundé
Tel. +237 220 85 77
philippe.naegel@ircod.org



Assistance in Water Management for the Association of Municipalities of Mbam and Inoubou, Cameroon

IRCOD Alsace – Regional Institute for Development Cooperation

Espace Nord/Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg

Partners: **Alsace Region, Adrien Zeller**, Chairman

1 Place du Wacken, BP 91006, 67000 Strasbourg

Association of Municipalities of Sélestat

Marcel Bauer, Chairman, 1, rue Louis Lang, 67600 Sélestat

Town of Thann, Jean-Pierre Baeumier, Mayor, Hôtel de Ville, 1, place Joffre, 68800 Thann

Beneficiary: **The eight municipalities of the département of Mbam and Inoubou, Pascal Anong Adibimé**, Chairman of the Association of Municipalities of Mbam and Inoubou

Other Partners:

In France: Syndicat départemental de l'eau et de l'assainissement du Bas-Rhin, PS-Eau (water and sewage authorities)

Local Partners: Association of Municipalities of the département of Mbam and Inoubou

Project history

Water supply facilities in the Cameroon are of varying degrees of sophistication (developed or natural sources, wells with or without pumps, Scan-water-type installations, etc.). In rural areas and beyond the outskirts of urban centres, there are often problems related to the maintenance and sustainability of the installations and the quality of the water provided, while some of the remotest villages have no facilities at all. In the département of Mbam and Inoubou, about 315 supply points were identified. These had been built by a diverse range of stakeholders, including the state, bilateral and multilateral cooperation bodies, NGOs, local associations and the private sector. The absence of any coordination between these players has meant that there is no consistency between the types of structures created, nor in the procedures established to manage them. Against the backdrop of the privatisation of the SNEC (national water corporation), the Water Law of 1998, and then the Decentralization Law of July 2004 placed responsibility with the communes (the smallest administrative sub-division) in water management matters. In 2003, aware of the difficulty of managing water issues individually, the eight communes of Mbam and Inoubou decided to join forces as the “Association of Communes of Mbam and Inoubou” (ASCOMI), with the aim of implementing water projects and controlling water operations, pooling resources, and establishing a policy with particular emphasis on civil society initiatives.

Objectives

The project aims to foster the development of project implementation capacities at cross-municipality level, empowering ASCOMI to exercise control over water projects and services, within a participatory approach involving all local stakeholders. In doing so it contributes to Millennium Development Objectives by promoting good governance in the areas of water and poverty reduction. The approach intends to be integrated and innovative, incorporating sanitation issues from the outset through a pilot action planned for the town of Bafia.

The partnership proposed by IRCOD will mobilise resources from both the Cameroon and France (Alsace in particular), as part of a mentoring process to assist in the development of structures capable of contracting, implementing, managing and supervising water projects and services.

Implementation and achievements

The project is based on an exchange of practices and experience between the communities of Alsace and Mbam and Inoubou. It also leverages the expertise of organisations which specialise in the supervision of water development and governance projects. And it contains a sanitation “research and action” component implemented in collaboration with French universities.

Through a collaborative process (involving all stake holders, including the decentralized state services), the project will determine the role and legal form of a newly formed water and sanitation service, provide assistance in recruiting staff to run the service and identify the respective roles of the actors on the ground. A second stage will involve the training of staff through an exchange of practices (assistance at the local level and training in Alsace). A resident team will then ensure supervision on the ground, in partnership with a local NGO and a representative of the consortium.

Expected Achievements

- The improved governance and management of water through the development of management procedures for municipalities coming together (as ASCOMI) to exercise control over the provision of services and infrastructure, within a participatory process involving all stakeholders (state services, public structures, local associations, NGOs, etc.).
- The development of a sustainable community-based service capable of managing water supply and sanitation projects for the eight municipalities of Mbam and Inoubou.
- The rehabilitation of the existing water infrastructure and improvement of the quality of the available resources.
- The establishment of a capital investment programme for the progressive expansion of facilities to cover the entire Mbam and Inoubou area.

Contacts:
Denis Schultz,
Director

Claude Régall,
Executive Officer
Tel. +33 3 88 45 59 89
ircod1@ircod.org

Philippe Naegel,
Representative of the IRCOD in the Cameroon
B.P. 4280 - Yaoundé
Tel. +237 220 85 77
philippe.naegel@ircod.org



Partnership between Angers Loire Métropole and Bamako

Areas of action: drinking water, solid waste and liquid waste.

Project history

Since 1974, the town of Angers has been twinned with Bamako. The exchanges that have been carried out are numerous, with investments in Bamako in the areas of education and social development (creation of 6 Reading and Activity centres), of Health (creation of 6 Community Health Centres), of Sport (creation of sports grounds), of cultural events organised each year in both Angers and in Bamako (Nuits Toucouleurs Festival, Cinéma d'Afrique). Furthermore, relations between clubs and associations from Angers and from Bamako have also been strongly developed: the Centre Hospitalier d'Angers is twinned with that of Bamako, as well as several other organisations such as the Charlotte Blouin and Montclair centres (for people of impaired vision and hearing), the Mutualité d'Anjou (supplying glasses frames and optical material) and the blood transfusion centre (procedure for safe transfusions).

Continuing these thirty years of twinning with the wish to develop actions in the sphere of sustainable development, the borough of Angers Loire Métropole has, since 1999, as such engaged in partnership actions with Bamako which fall within its capabilities.

Each year, a contribution of 0.3% of its investment budget is foreseen: 10 000 euros of investment to directly to Bamako with a further contribution in place to allow for delegation visits of councillors and technicians.

Demographically speaking, the development of Bamako has been extremely rapid, with a population of 800 000 in 1996 rising to one of around 1 600 000 inhabitants in 2006. Therefore, their needs in terms of water and waste management (solid and liquid) constitute a priority for the councillors of Bamako.

With the support of their network of partners, the relational and the Maison du Partenariat of Angers, Angers Loire Métropole has been able to develop complementary projects in the domains of water and of solid waste.

Implementations

Domain of water: Implementing two water towers and their network of ground fountains

In 1999, two districts of Bamako did not have access to drinking water. Relying on existing holes with hand pumps, Angers Loire Métropole has equipped them with underground pumps linked to the water towers. A network allowing the distribution to ground fountains, after chlorinisation, has been put into place.

These facilities have been implemented in collaboration with the governmental body in charge of water resources (Direction régionale de l'hydraulique) and with a management committee that was set up to assure the upkeep of the material and to and to perceive royalties on the water supplies in the different water pumps.

A water tower and a network of water pumps represents a budget of 70 000 euros.

Twinning the communes of Angers Loire Métropole with communes neighbouring Bamako

Drawing on the dynamic of the exchanges of Angers and Angers Loire Métropole, several twinings have been developed between the communes of Angers Loire Métropole and communes in the surrounding areas of Bamako. As such, the communes of Saint-Barthélémy d'Anjou - N Gabakoro droit, Les Ponts de Cé - Moribabougou, Saint Léger des bois and Saint Jean de Linières - Safo have led exchanges, carrying out multiple activities such as the rehabilitation of the hand pump in Safo (see above).

Evaluation and projects

Each year, different activities are evaluated during the visits of delegations, which are composed of councillors and technicians, in collaboration with the councillors of Bamako.

Drinking water

After setting up two initial water towers, research has been undertaken regarding new implantation sites. It appears that, after consultation with the concessionary, its network should reasonably cover the whole of the Bamako territory. Therefore, it wasn't an option to carry on down this road. Nevertheless, it has been noted cuts in the concessionary's water supply could be inconvenient for residents and the Centres de Santé Communautaires (Local Health Centres). Furthermore, one of the water towers created by Angers Loire Métropole appeared to have some dysfunctions. However, it was possible to fix them, and it has also been possible to extend the networks of drinking fountains. Each year, the management committees issue a technical and economic report that assures good management, water quality and good upkeep of the material.

Liquid Waste

Being a particular competence of Angers Loire Métropole, projects in the domain of waste water management have been researched, with possibilities of laying down pavements, the implementation of mini-sewers and an understanding of the organisation of individual purification of a concession. However, they haven't been able to develop this further because the technical appropriation was not satisfactory and the projects which are also underway have used up all of the financial intervention capacity of Angers Loire Métropole in Bamako.

Conclusion

Each exchange of Angers Loire Métropole with Bamako is developed with managers of the Bamako District, the Mayors of the two concerned communes as well as the local population, in order to adapt in the best possible way to the needs that they express. It is also in accordance with all of the dimensions of the Angers partnership.

Contacts:

Maison du Partenariat Angers Bamako

Avenue du 22 Octobre 1946- BPE 1721 - Bamako - Mali

Tel. +223 84 16

maison.angersbko@afribone.net.ml

Jean-Marc Verchère ou Cyrille Bader

Angers Loire Métropole - 83 rue du Mail - 49100 Angers

Tel. +33 2 41 05 50 00

jean-marc.verchere@angersloiremetropole.fr

cyrille.bader@angersloiremetropole.fr

Rehabilitation of a hand pump

Having begun a partnership, two communes of Angers Loire Métropole (Saint Léger des Bois and Saint Jean de Linières) and the commune of Safo (neighbouring town of Bamako) have arranged to lead an initial action to rehabilitate a derelict hand pump. An order has therefore been made with a specialist company (Somaher) located in Bamako totalling 3000 euros (before tax) to replace the hand pump and to create a permanent construction in order to protect the equipment and to facilitate the cleanliness of the area.



Reinforcement of the Capacities of Public Water Services and Implementation of the Water Code in the Region of Haute-Matsiatra, Madagascar

Greater Lyon Council (Rhône)

Beneficiary: **Haute-Matsiatra Region**

Partners: BURGEAP, 27 rue de Vanves, 92772 Boulogne-Billancourt
Tel +33 1.46.10.25.40 - Fax : +33 1.46.10.25.49

Objectives

The project concerns the enforcement of the Water Code and of government water sector policies in the pilot region of Haute Matsiatra. The objectives are three-fold:

- To improve water management in the Haute-Matsiatra Region, through a policy of integrated water resource management.
- To reinforce the capacities of local public water services.
- To create a regional centre of expertise on water issues.

Aided by the Water Code, the project will endeavour to implement national government policy at the local level - in this case the Region of Haute-Matsiatra.

The project is part of a decentralization policy for Madagascar supported by the European Union. Implementing that policy will involve building local capacities and the development of a partnership between a local authority of the North (Greater Lyon) and a local authority of the South (Region of Haute-Matsiatra).

The project also reflects the Region's ambition to become a centre of excellence and key player in the water and sanitation sector, which is a focal point of the national strategy to reduce poverty.

The action also contributes to the attainment of the following general goals set out by the government of Madagascar in its Strategic Poverty Reduction Document (DSRP):

- To bring government closer to the community by a process of decentralization.
- To incentivize the population to take part in that process.
- To plan and leverage the country's human resources.

Programme

0. Preliminary measure: inventory of stakeholders and water and sanitation projects in the Haute-Matsiatra Region

OS1: Integrated water resources management

1.0 Regional inventory of water resources with a view to an integrated management strategy at catchment-wide level in the Haute-Matsiatra region.

1.1 Implementation of a water resources monitoring system in a pilot catchment area.

1.2 Processing of data and incorporation of findings in a monitoring and/or development plan for the pilot catchment.

1.3 Studies and recommendations for water supply and sanitation in the pilot urban municipalities.

1.4 Studies and recommendations for water supply and sanitation in pilot rural municipalities.

The outcomes of these different actions will be factored into a Regional Water Resources Development Master Plan.

OS2: Water authority capacity building

2.1 Assistance to Madagascan local authorities in their role as contracting authorities:

- Conferences and presentations open to all of the Region's municipalities.
- Workshops for the pilot municipalities based on an exchange of experience (visits of French experts to Madagascar and of Madagascan local officials to Lyon).
- Assistance to the contracting authority in programming, commissioning and managing water infrastructure.

2.2 Technical and procedural assistance to the Region in setting up a Catchment Committee and preparing the Water Resources Development Master Plan.

2.3. Encouragement of local authorities to adopt participatory methods and mechanisms, and assistance in strengthening the local authority-user dialogue about water, sanitation and health issues (information, education and communication campaigns)

OS3: Development of a regional centre of expertise on water issues

The aim will be to promote networking between the different regional water players and the development of research activities in the area of water. To that end, Greater Lyon and the Haute-Matsiatra Region will support the development of a cooperation process between the Universities of Fianarantsoa and Lyon.

Partners

The decentralized cooperation programme is implemented in partnership with the Region of Haute-Matsiatra and the French consulting engineers BURGEAP. Other partners involved in the programme are:

- In Madagascar: APMM Association, JIRAMA; Urban Commune of Fianarantsoa, University of Fianarantsoa, Ministry of Energy and Mines
- In Lyon: Université Lyon I, IG2E, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse

Budget

The overall project budget is € 1,170,894 over 3 years, of which € 873,894 (75%) is contributed by the European Commission (FED) and € 12,000 (1%) by the Madagascan partner.

Contacts:

Hanta Rabetaliana

Chef de Région Haute-Matsiatra
Palais de la Région, Tsianolondroa
301 Fianarantsoa, Madagascar
Tel. +261 20 75 51031 - Mob: +261 320439392

Vincent Dussaux,

executive Officer for Water Decentralized Cooperation
Communauté Urbaine de Lyon
20 rue du Lac - BP 3103 - 69399 Lyon cedex 03
Tel. +33 4 78 95 89 31 - Fax +33 4 78 95 89 74
vdussaux@grandlyon.org



Decentralized Cooperation Between the City of Poitiers (France) and the City of Moundou, Chad

City of Poitiers (Vienne)
Jacques Santrot, Mayor

Beneficiary: **City of Moundou, Chad**

Partner: Poitiers-Moundou Association (APM)

Project history

Contacts were first established between Poitiers and Moundou in 1987 through the intermediary of Banjara Yoyana, a Chad minister and former student at Poitiers University. In 1989, a twinning agreement was initiated and the Poitiers-Moundou Association (APM) created to coordinate the twinning process as part of the decentralized cooperation effort.

Implementation and achievements

In 1996, the City of Poitiers, working in close collaboration with the Poitiers-Moundou Association (APM), initiated a project to extend the Moundou water network, which had been built in 1959. The aim was to build two new 1.5 km sections of water mains and 10 km of standpipes (plus an extension to equip a local school with a standpipe and tap). The works, which were financed by the City of Poitiers, Cités-Unies France, the Cooperation and Cultural Action Service of the French Embassy in N'Djaména, the French Development Agency, the Vienne Regional Council, the Prefecture of the Poitou-Charentes Region, the Regional Council of Poitou-Charentes and the City of Moundou, were directed by a Standpipe Construction and Management Committee (CEGBF), comprising the City of Moundou, the Chad water and electricity authority (STEE), the chiefs of the neighbourhoods concerned and various representatives of the civil society, and the Moundou-Poitiers Friendly Association (AAMP, Chad counterpart of the APM, which chairs the committee).

Each standpipe is managed by a standpipe committee which hires a standpipe manager. The money collected from water sold to the public or to street vendors is divided into three parts: half for the standpipe manager, a quarter for minor maintenance work and a quarter to pay for future investment and the continued extension of the network.

This policy is not always strictly followed however. In 2005, the CEGBF launched a call for tenders in connection with a new training programme for standpipe managers and members of standpipe committees, which in addition to addressing financial management practices would also cover the wise use of water in terms of conservation and health issues.

The “performances” of standpipe managers are moreover very variable and are influenced by prices charged by street vendors and cultural practices in the area concerned. In outlying areas for example, people are not used to having access to clean water and using water from un-monitored wells is still common, particularly in the wet season, when half of the city suffers flooding from the nearby Logone River.

These cultural and financial practices have been integrated over the long term however as the Moundou community have become more experienced in managing the installations (the head of the city's Roads service has demonstrated great competence in this area). The result is that in 2004 a new extension was built, bringing the network to the gates of a school. The scheme has provided water to the local community (which they buy from a standpipe) and to pupils, who have free access to water (paid for by standpipe revenues) from a tap installed inside the school.

Since 2005, the project has targeted well construction in the remoter city-edge areas, since it is unlikely that the network will be extended to those areas in the near future. These wells will also be managed by the local community. The idea of making these wells the focal points for places de vie or "public spaces" where the community comes together to meet or sell their wares and produce, is continuing to gain ground. These places de vie may be supplied by alternative energy sources (solar energy for example) as provided for by an agreement already concluded with the City of Poitiers and the French electricity company EDF (and associates).

The priority given to water by the Mondou partners in 1990 has been actively pursued since that time, despite persistent difficulties (and in particular the unreliability of the service provided by the water and electricity authority STEE, which is all the more frustrating given the abundant groundwater resources at the disposal of the city's 150,000 people).

Contacts:

Mr Michel Touchard,

Deputy Mayor for International Relations

Mrs Catherine Gourmaud,

director,

Inter- national Relations

Tel. +33 5 49 52 37 87 - Fax +33 5 49 52 37 69

rel.inter@mairie-poitiers.fr

Mr Dominique Royoux,

Chairman of the APM

Tel. +33 5 49 57 26 83 (D) - +33 5 49 52 36 39 (B)

Fax +33 5 49 52 38 83

d.royoux@agglo-poitiers.fr

Mr Gérard Chaigneau,

Tel. +33 5 49 57 26 70

g.chaigneau@agglo-poitiers.fr



Public-Private Partnership for the Construction of a Small Water Distribution Network as Part of the Decentralized Cooperation Process in Cambodia

Syndicat des Eaux d’Ile de France – SEDIF (Paris region water authority)

André Santini, Chairman

Christian Cambon, Vice-Chairman in charge of Cooperation Actions

Beneficiary: **Province of Takeo**

Other Partners: GRET (French solidarity and international cooperation association)

Project history

The SEDIF is an association of municipalities bringing together 144 municipalities of the Paris region. It provides drinking water for 4 million customers and produces about 300 million cubic metres of high-quality water per year.

In 1986, the SEDIF decided to contribute to the development aid effort to promote access to drinking water for communities of the poor countries of the South. To fund its aid programme, the SEDIF determined to devote 0.3 eurocents of the revenues gained from each cubic metre of water sold. This has generated an annual budget of about 1 million euros, given the huge volumes of water involved. The scheme has the advantage of being painless for the consumer, since the sum collected represents an average 0.6 euros per household per year. It has been implemented without any rise in the price of water, as the cost of the scheme should be offset by future gains in productivity.

This initiative was the inspirational force behind the French Law of February 2005, which allowed authorities responsible for providing water and sanitation services (as well as the Agences de l’eau) to dedicate up to 1% of their water budget to cooperation actions in the field of water and sanitation.

As well as financial aid, the SEDIF contributes its know-how and expertise in the field of water and water technologies.

To ensure that the financial aid provided reaches the intended recipients and is used efficiently, the SEDIF enlists the services of an “operator”, who acts as an interface between SEDIF and the recipient community which is closely involved in the project implementation process. SEDIF can be confident about the efficiency of this mechanism, given that the operator – an NGO - is involved on the ground on a permanent basis (a condition imposed by SEDIF), ensuring close supervision of the projects and long-term support for the management and maintenance structures put in place by the beneficiary communities.

In 20 years, the SEDIF has financed more than 160 operations proposed by 25 NGOs in 16 countries and valued at more than 12 million euros. Counting contributions from other funding agencies, the operations that SEDIF has supported represent a total value of about 25 million euros. The upshot is that 1.8 million people have benefited directly from improved access to water through the construction of water facilities. These figures show that with limited but targeted means, and through critical input of the part of the NGOs and the participation of the local population, it is possible to contribute to sustainable improvements in access to water for hundreds of thousands of people – and to achieve that result through a minimal act of solidarity on the part of the western consumer.

Objectives

Cambodia is a country with an essentially rural population of 11.5 million people. It has been severely scarred by the civil war which erupted in the late seventies and which decimated the population and led to a virtual absence of governance for nearly 20 years. Although a process of reconstruction is underway, government ministers still have great difficulty in managing and coordinating priority sectoral policies.

Against this background, a major challenge is posed by the development of rural areas which still have minimal infrastructure. In the field of water for example, only 25% of the population has access to a “proper” public water point.

The liberalisation of the economy after years of iron-fisted state control has facilitated the development of private sector initiatives. At the same time there is a process of urbanisation of rural areas, whose populations aspire to the living conditions of their urban counterparts. A home water supply service has thus flourished provided by a nascent informal sector. Families can thus have a connection in their home instead of having to fetch water from distant and rudimentary supply sources such as ponds, wells, and hand pumps.

The key issues to be addressed in rural water supply in Cambodia are thus:

- To move away from a market niche towards a universal service by improving quality and reducing the number of people deprived of access to services.
- To create a favourable environment for private investors, through mechanisms such as easier access to credit, investment safeguards, training, etc.
- To build local project implementation and supervisory capacities for both direct and delegated management of services.

Implementation and achievements

Over a four-year period, the SEDIF has financed a project that has enabled the construction of two drinking water treatment and distribution facilities (treatment plant and network with private connections) each year, in villages of 1,000 to 2,000 inhabitants in the province of Takeo. The approach adopted consisted in providing additional financial support for private financing initiatives. The disbursement of these public funds is contingent on compliance with terms of reference (set by public service outsourcing agreements) and a contracting process involving the two key players - the state and the local authorities. The main stages of the project were as follows: preparation, communication, processing of requests, analysis and selection, negotiation and contracting, execution of the works and supervision of operations. Assistance was provided for the design and management of the facilities in the form of basic tools and training.

The public-private partnership principle implemented in the course of the operation has empowered local authorities to exercise their role as contracting authorities, while at the same time bringing small investors into the equation, capable of providing a high-quality public service consistent with the aspirations of the beneficiary populations.

The operation, which relies on the input of private local investors can, with the support of the international funding institutions, be replicated on a wider scale.



Contacts:

Jacques Cavard,
Director General,
Technical Services, SEDIF

Jacques Monvois,
GRET - 211-213 rue La Fayette - 75010 Paris
Tel. +33 1 40 05 61 61 - monvois@gret.org

International solidarity activities carried out by the City of Paris in the field of water and sanitation

City of Paris

Bertrand Delanoë, Mayor

Other partners :

NGOs: Eau Vive, East, AIMF, UCLG

Other cities: Phnom Penh, Kaolack, Kornaka

The City of Paris pays particular attention to the development of activities of international solidarity aimed at improving the access to water and sanitation and this reflects our determination to comply with a sustainable development approach (social, economic, human and environmental). Paris thus contributes, with United Cities and Local Governments, to reach the United Nations Millennium Development goals.

Since 2001, for instance, the City of Paris has been actively participating in decentralized cooperations aimed at supporting cities and populations in a situation of precariousness with respect to the access to water and purification of waste water. Paris has been involved, with the French Development Agency, the International Association of French speaking Mayors and the European Commission, in activities aimed at making a diagnosis of networks, elaborating a sanitation master plan and a program of protection against floods in Phnom Penh, Cambodia. The presence of French engineers there has permitted to improve the management of the Phnom Penh municipal service responsible for water. In 2006, Paris plans to expand this cooperation in favour of suburban neighbourhoods.

Paris makes sure that its contribution strengthens the capacity of action and control of local authorities and improves the well being of the populations. Its technical interventions are focused on the genuine needs of the population and come with educational and sanitary exchanges.

The City of Paris is also participating in the development of solidarity actions financed by contributions derived from users' water bills, in accordance with the provisions of the new law of 9th of February 2005 that allows French local authorities to devote up to 1% of the income they receive from water to international solidarity activities in favour of water and sanitation.

As early as 2005, Paris has been able to finance two experimental projects in the City of Kaolack (Senegal) and in the county of Kornaka (Niger). In 2006, this system will be backed up by a solidarity fund, 10% of which will be reserved to emergency interventions, allocated to international solidarity projects related to the access to water and sanitation.

In 2006, in order to ensure a transparent and efficient use of funds made available through this system, the City of Paris has decided to implement an innovative system based on a charter of ethics, a call for projects with public rules and a commitment committee open to the civil society and all the political trends represented at the Paris Council.

Developing agriculture and fostering local economy in the County of Kornaka (Niger) thanks to the construction of wells

Background of the project

In Niger, 177th and last country according to the United Nations human development ranking, about 50% of the population in the countryside doesn't have access to water public services and sanitation is practically non existing. The Eau Vive NGO, created in 1978, particularly works in the Sahel region in the field of water and sanitation, health, education, economic development, citizenship and the fight against desertification. Its projects are conducted in close collaboration with local authorities and a particular attention is paid to the fact that the definition of the needs must be done by the local populations themselves. These must also provide part of the self-financing of the projects carried out.

Object

The rural County of Kornaka, that includes 400 villages, has a population of 250 000 inhabitants, 90% of whom are sedentary and 10% nomads living on agriculture and stock breeding. About 46% of water needs are currently covered. Eau Vive aims at carrying out two projects of hydraulic installations in the villages. The first one consists in digging two wells for two villages of 500 and 600 people ; another well will be created and a water supply system installed for a village of a 1600 inhabitants. None of these villages has any hydraulic equipment and these installations will be accompanied by a campaign aimed at making the populations aware of such issues as hygiene, sanitary prevention and the management of the watering places. The second project is more specifically targeted to food safety and the development of agriculture in order to foster the economic development of the sector. It consists in the construction of 5 wells exclusively reserved to breeding. One of the objectives is to pacify the relationships between nomad and sedentary breeders. To this end, a very precise pricing system and a support to the local government are planned.

Development of the project

A management committee will be created and a pricing system will be implemented. An Eau Vive team, in the place, will follow up on these achievements over a 12 months period. The City of Paris subsidy, granted within the framework of the law of February the 9th 2005, amounts to 105 000 euros, that is to say 36,5% of the total financing of the project.

Contacts:

Myriam Constantin,

Deputy Mayor,

Responsible for Water and Sanitation

Tel. +33 1 42 76 44 53

myriam.constantin@paris.fr

Pierre Schapira,

Deputy Mayor,

Responsible for International Relations and Francophonie

Tel. +33 1 42 76 50 64

pierre.schapira@paris.fr



Capacity Strengthening for the Public Water Sector in Lebanon

Greater Lyon Council (Rhône)

Beneficiaries: Bekaa Water Authority, Beirut and Mount Lebanon Water Authority, North Lebanon Water Authority

Partners: French Ministry of Foreign Affairs, Rhône-Alpes Region, City of Aix-en-Provence, CORAIL (Rhône-Alpes international cooperation development association)

Project history

In 1997 - building on a historical relationship dating back to the days of the silk trade – a charter of friendship was signed by the City of Lyon and the City of Beirut. Leveraging that partnership, the Beirut authorities requested Lyon for assistance in its project to modernise its water service, which was unstructured after 20 years of armed conflict. In 1999, a first decentralized cooperation agreement between the water department of the Greater Lyon Council and the Office des Eaux de Beyrouth (OEB) marked the start of a “Capacity Strengthening Programme for the Lebanese Public Water Sector”.

In 2003, further to the merger of the different groups of water agencies into regional water establishments, the Greater Lyon Council extended its cooperation to three of the establishments created, namely the Beirut and Mount Lebanon Water Authority, the North Lebanon Water Authority and the Bekaa Water Authority.

Objectives

The main objectives of the programme are as follows:

- To modernise and strengthen the capacities of the public water sector in Lebanon in the area of project implementation and service provision.
- To promote the integrated management of the water cycle.
- To foster a collaborative and participatory approach involving customers, local players and other public-sector bodies.

The measures implemented in each authority were tailored to their respective needs and requirements. Objectives were set for each beneficiary, the attainment of which involved specific expertise and partnership inputs.

Beirut and Mount Lebanon Water Authority

Agreement for the provision of technical and methodological assistance signed in 1999 (Office des Eaux de Beyrouth - OEB)

Cooperation themes:

- Rehabilitation and modernisation of the OEB water distribution network (through French and Lebanese contracts cofinanced by the French Ministry of Foreign Affairs “FASEP” fund).
- Transfer of new technologies, including a GIS and remote network monitoring system (in partnership with the Rhône-Alpes Region).
- Strengthening of the capacities of the OEB laboratory and implementation of water quality monitoring procedures (South-South-North triangular cooperation with ONEP of Morocco, financed by the EU MEDA programme).
- Assistance in the reorganisation of the OEB (in partnership with the Rhône-Alpes Region).
- Implementation of a water resources protection policy involving the mapping of resource vulnerability and inventory of pollution hot spots as well as the development of a water resources GIS and training of an interministerial committee responsible for protecting the famous Jeita spring source.

North Lebanon Water Authority

Agreement for the provision of technical and methodological assistance signed in 2003 and extended in 2006.

Cooperation themes:

- Implementation of information systems.
- Development of customer relations (in partnership with the Rhône-Alpes Region).
- Consultation with North Lebanon water sector players and creation of a “Local Consultation Committee” (in partnership with the Rhône-Alpes Region).
- Assistance to the authority in its role as contracting authority - and in particular assistance to the Office des Eaux de Tripoli in the contracting process for private-sector provision of services.

Bekaa Water Authority

Agreement for the provision of technical and methodological assistance signed in 2003 and extended in 2006.

Cooperation themes:

- Strengthening of management team skills, including training of management staff in France.

Implementation

The water department of the Greater Lyon Council provided technical and methodological assistance through an exchange of know-how and experience. This process was implemented through:

- The presence in Lebanon of a permanent representative of the Greater Lyon Council, providing day-to-day technical and methodological assistance and monitoring project progress and general background developments.
- Regular field missions by Greater Lyon project managers and experts in accordance with project requirements.
- Training and awareness raising programmes in Lyon for Lebanese staff.

This programme of cooperation and exchange has been running for seven years now and has thus far cost around 2 million euros (given the many players involved), which have been contributed by the following sources:

- Greater Lyon Council: 500,000 euros
- Rhône-Alps Region: 900,000 euros
- Subventions (French Ministry of Foreign Affairs, EU): 350,000 euros
- Lebanese partners: 250,000 euros

The main funding institutions meet regularly to coordinate the two complementary forms of aid involved, namely decentralized cooperation and bilateral cooperation.



Contacts:

M. Jamal Krayem,
Chairman of the North Lebanon Water Authority
jakrayem@inco.com.lb

M. Vincent Dussaux,
chargé de la coopération décentralisée eau Communauté Urbaine de Lyon
Tel. +33 4 78 95 89 31 - Fax +33 4 78 95 89 74
vdussaux@grandlyon.org

Appendix

DÉCLARATION DES MAIRES ET ÉLUS LOCAUX SUR L'EAU À l'occasion du *Quatrième Forum Mondial de l'Eau Mexico*, 21 mars 2006 Proposée par la Commission sur l'Eau et l'Assainissement de CGLU

1. Nous, Maires et élus locaux du monde, réunis à l'occasion du quatrième Forum Mondial de l'Eau à Mexico du 16 au 22 mars 2006, conscients de la responsabilité et de la compétence des autorités publiques locales en matière d'eau potable et d'assainissement, rappelons les principes suivants ¹ :

- 1.1** L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement, elle est un bien commun et un patrimoine de l'humanité;
- 1.2** Tous les êtres humains ont droit à l'accès à l'eau, en quantité et qualité suffisantes pour satisfaire leurs besoins essentiels, ainsi qu'à l'assainissement élément décisif pour la santé et la prévention des écosystèmes;
- 1.3** Le droit à l'eau de chaque individu et son utilisation doivent être exercés dans le respect des besoins des générations présentes et futures;
- 1.4** Les femmes jouent un rôle déterminant pour le développement, et en particulier dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.

et constatons que :

- 1.5** L'état de la ressource s'est profondément dégradé tant en qualité qu'en quantité du fait de comportements individuels et collectifs, contraires à une gestion durable des ressources naturelles;
- 1.6** Une personne sur quatre n'accède pas à une eau en quantité et de qualité suffisante et une sur deux ne dispose pas d'un système adéquat d'assainissement. Les maladies d'origine hydrique sont à l'origine du plus grand taux de mortalité infantile sur la planète;
- 1.7** La croissance urbaine et le développement de l'habitat insalubre, la désertification et l'augmentation de la sécheresse, mais aussi les inondations et les cyclones, dus aux phénomènes de changements climatiques, ont un impact sur le niveau et la qualité de la ressource en eau.

¹ Déjà inscrits dans : le Pacte International sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels (1966) (art. 11-12) et l'Observation Générale (15) 2002 sur le droit à l'eau ; la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 1979 (art 14-2,); la Convention relative aux droits de l'enfant, 1989 (art. 24-2) ; ; la Charte Européenne du Conseil de l'Europe (1968) et sa forme révisée, la Charte européenne des ressources en eau du Conseil de l'Europe (2001), la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement (Stockholm 1972), le préambule de la Déclaration de Mar Del Plata de la Conférence des Nations Unies sur l'eau (1977) ; Global Consultation on Safe Water and Sanitation for the 1990s (New Delhi 10 - 14 September 1990) ; la Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement (Dublin 1992) ; la Déclaration finale du Sommet de Rio de Janeiro sur « Environnement et Développement et l'Agenda 21 » (1992) ; la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (2000) ; la Déclaration ministérielle du deuxième Forum Mondial de l'Eau, La Haye (2000) ; « The Local Government Water Code » (principes de Lisbonne, 2000) ; la Déclaration ministérielle de Bonn et les recommandations d'actions (Conférence Internationale sur l'eau douce, Bonn 2001); la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour une année 2003 « Année Internationale de l'Eau Douce » (2002) ; la Déclaration de Johannesburg sur le Développement Durable (2002) , la Charte des services essentiels, et la Déclaration des Pouvoirs Locaux au Sommet Mondial du Développement Durable (2002) ; la Déclaration des autorités publiques locales au 3eme forum mondial de l'eau (Kyoto, 2003) ; la Déclaration de l'Eau d'Istanbul de Metropolis (septembre 2003) ; la Déclaration finale du Congrès de Cités et Gouvernements Locaux Unis (Paris, mai 2004) ; « Actions prioritaires des autorités locales » présentées à la 13^{ème} session de la Commission des Nations Unies sur le Développement Durable (New York, avril 2005) ; la Déclaration des autorités locales latino-américaines de Ciudad Valles sur la gestion de l'eau (Mexique, juin 2005), ; la Déclaration des autorités locales et régionales européennes sur l'eau adoptée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (Vienne, décembre 2005)"

2. Nous, Maires et élus locaux, reconnaissons que :

- 2.1** Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU qui proposent de réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable, interpellent directement tous les gouvernements locaux ;
- 2.2** Les gouvernements locaux jouent un rôle fondamental dans la gestion de la ressource eau et dans l'organisation de services publics de l'eau et de l'assainissement. Leur rôle doit être reconnu et renforcé. Les autorités locales doivent pouvoir choisir librement entre différents modes de gestion;
- 2.3** La gestion équitable de la ressource eau doit bénéficier d'une approche intégrée et de responsabilités partagées entre les différents niveaux de gouvernance. Elle doit se fonder sur le principe de gestion territoriale intégrée par bassins hydrographiques;
- 2.4** La mise en valeur et la gestion de l'eau doivent avoir un caractère participatif et associer les utilisateurs, les planificateurs et les décideurs à tous les niveaux, les élus locaux représentant des relais privilégiés vers les citoyens et acteurs à chaque niveau.

3. Nous, Maires et élus locaux, nous engageons à nous efforcer de :

- 3.1** Mettre en oeuvre des politiques pour atteindre les Objectifs du Millénaire visant à réduire de 50 % d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable;
- 3.2** Assurer sur le territoire propre à chaque collectivité, dans le cadre de nos compétences, une gestion des services d'eau et d'assainissement permettant à tous d'accéder à l'eau et à l'assainissement en quantité, qualité et continuité suffisantes, à un coût supportable et équitable;
- 3.3** Assurer une gestion raisonnée, durable et intégrée de la ressource en eau en luttant contre les pollutions des eaux;
- 3.4** Développer des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens et l'ensemble des utilisateurs sur les enjeux locaux et mondiaux qui pèsent sur la question de l'eau et promouvoir la participation proactive des citoyens à la définition des politiques de l'eau au niveau local, de façon démocratique et inclusive;
- 3.5** Promouvoir la coopération entre gouvernements locaux, les réseaux de villes, en s'appuyant sur l'organisation mondiale **Cités et Gouvernements Locaux Unis**, ainsi qu'avec les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les ONGs, les syndicats, les associations professionnelles et le secteur privé et apporter nos compétences techniques et nos financements pour permettre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour chacun et le respect de l'eau par tous;
- 3.6** Mobiliser, là où cela est possible, des fonds y compris sur la facture d'eau, pour des actions de coopération solidaire décentralisée, équitables, transparentes, inscrites dans la durée, afin de réduire la pauvreté urbaine et l'exclusion des zones rurales;
- 3.7** Améliorer et faire progresser les échanges en matière d'organisation de collecte de données, d'acquisition de compétences, de technologies, de méthodes, d'outils, en relation avec la saine gestion de l'eau et soutenir, notamment, l'effort des organisations internationales en vue d'établir un système de mesures sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD.

4. Nous, Maires et élus locaux, demandons aux gouvernements nationaux, aux organisations régionales et internationales et aux Nations Unies de :

- 4.1** Reconnaître le rôle fondamental des gouvernements locaux dans la protection et la gestion durable de l'eau, l'organisation de services publics équitables et transparents de l'eau potable et de l'assainissement;
- 4.2** Favoriser la décentralisation et la déconcentration, en mettant en place une subsidiarité active pour assurer un service de proximité, fondé sur une collaboration étroite entre tous les niveaux de gouvernement;
- 4.3** Accroître les financements des infrastructures locales de l'eau et de l'assainissement, pour couvrir notamment les besoins des populations pauvres qui n'ont pas accès à l'eau et l'assainissement;
- 4.4** Assurer l'implication systématique et réelle des gouvernements locaux dans la prise de décisions stratégiques en matière de gestion de l'eau et leur rôle dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement;
- 4.5** Contribuer au développement des capacités des gouvernements locaux pour améliorer l'approvisionnement effectif en eau et les services d'assainissement;
- 4.6** Soutenir la coopération internationale entre gouvernements locaux, pour accroître leurs capacités technique, humaine et financière, notamment dans les pays en développement, et favoriser la diffusion des bonnes pratiques et les échanges d'expériences;
- 4.7** Assurer, en partenariat avec les gouvernements locaux, une gestion intégrée, durable et équitable des ressources hydriques transfrontalières;
- 4.8** Permettre aux pouvoirs locaux et régionaux qui le souhaitent de consacrer une part des redevances perçues sur les usagers pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement en faveur des actions de coopération avec leurs partenaires des pays en développement;
- 4.9** Accélérer la mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement et de lutte contre la pauvreté, et augmenter le niveau de l'aide publique nationale et internationale au développement pour la réalisation des objectifs énoncés dans le plan d'action de Johannesburg et des OMD;
- 4.10** Préserver les équilibres écologiques majeurs, notamment par des engagements concrets de l'ensemble des États pour la mise en œuvre de la Convention sur les Changements Climatiques.

4^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Nous, les Ministres réunis à Mexico les 21 et 22 mars 2006 à l'occasion du 4^{ème} Forum Mondial de l'eau « des actions locales pour un défi mondial »,

1. Réaffirmons le rôle crucial de l'eau et en particulier de l'eau douce dans tous les domaines liés au développement durable, soit, entre autres, l'éradication de la pauvreté et de la faim, la diminution des catastrophes naturelles liées à l'eau, la santé, le développement de l'agriculture et le développement rural, l'énergie hydroélectrique, la sécurité alimentaire, l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que dans l'atteinte des objectifs de durabilité et de protection de l'environnement. Nous insistons sur le fait qu'il est nécessaire d'inclure l'eau et l'assainissement dans les priorités nationales, en particulier dans les stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté.
2. Réaffirmons notre engagement vis-à-vis des objectifs convenus sur le plan international en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), d'accès à l'eau potable et de moyens élémentaires d'assainissement convenus dans le Plan d'action 21 de la Déclaration du Millénaire et le Plan de Mise en œuvre du Sommet mondial de Johannesburg. Nous rappelons qu'il est toujours urgent et nécessaire d'atteindre ces objectifs et d'assurer le suivi des progrès effectués en vue de leur mise en œuvre, y compris en ce qui concerne l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015, la proportion des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable.
3. Réaffirmons en particulier, notre engagement vis-à-vis des décisions adoptées lors de la 13^{ème} session de la Commission du développement durable (CDD-13) des Nations Unies en avril 2005, concernant les orientations et les mesures concrètes visant à accélérer la mise en œuvre dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. Nous constatons avec intérêt l'importance accordée au renforcement de la durabilité des écosystèmes et saluons la mise en œuvre et l'importance donnée dans certaines régions aux pratiques innovantes telles que la gestion de l'eau de pluie et le développement de projets d'énergie hydraulique. Nous insistons encore sur l'importance de la participation des parties prenantes concernées, en particulier les femmes et les jeunes, dans la planification et la gestion des services liés à l'eau et, s'il y a lieu, dans les processus de prise de décision.
4. Prenons note de la Déclaration Ministérielle du Troisième Forum mondial de l'eau et reconnaissons le travail effectué au sein de l'ONU en appui des États membres en vue d'atteindre lesdits objectifs. À cet égard, nous appuyons le rôle de coordinateur du programme de coordination inter-agences sur l'eau (UN Water) et soulignons qu'il est nécessaire de renforcer le travail effectué dans le cadre de son mandat auprès des organismes, des fonds et des programmes de l'ONU concernés. Nous apprécions la participation du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement créé par le Secrétaire général de l'ONU en vue de

Avant-projet, état au 7 mars 2006.

1

renforcer les efforts en cours afin d'atteindre les cibles établies en matière d'eau et d'assainissement. Nous exprimons notre appui vis-à-vis d'initiatives telles que la Décennie de l'eau et notre intérêt pour l'initiative WEHAB du Secrétaire général des Nations Unies.

5. Reconnaissons les contributions du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et de ses processus préparatoires réalisés au niveau régional afin de construire des capacités aux niveaux international, régional et national et de promouvoir l'échange des pratiques optimales et le partage des leçons tirées des expériences internationales en matière d'eau et d'assainissement.
6. Saluons la contribution du Forum en ce qui concerne le suivi assuré en matière d'eau et d'assainissement par la 16^{ème} Session de la CDD prévue en 2008, qui jouera un rôle important dans le suivi et l'évaluation des décisions prises en matière d'eau et d'assainissement et les interpénétrations existantes entre ces décisions et les décisions prises dans le cadre de la CDD-13, ainsi que, en tant qu'exemple de la participation coordonnée et de l'implication des gouvernements à tous les niveaux, la contribution de la société civile, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des institutions scientifiques, des partenariats et des institutions financières et d'autres parties prenantes concernées en ce qui concerne les problèmes liés à l'eau.
7. Réaffirmons également les décisions de la 13^{ème} session de la Commission du développement durable, selon lesquelles :
 - a) Il faudra augmenter sensiblement les ressources, quelles qu'en soient les sources, de financement, notamment les ressources nationales et l'aide publique au développement, si l'on veut que les pays en développement puissent atteindre les objectifs et les buts de développement convenus sur le plan international y compris ceux annoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (plan de mise en œuvre de Johannesburg) ;
 - b) Les gouvernements sont chargés au premier chef de promouvoir un meilleur accès à l'eau potable, à des moyens d'assainissement de base, à des modes d'occupation du logement sûrs et durables et à des logements décents, en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, en créant des conditions et des cadres réglementaires propices aux progrès en ce sens, en adoptant une approche favorable aux pauvres et en associant activement toutes les parties prenantes à leurs initiatives ;
8. Reconnaissons l'importance des politiques nationales et internationales qui encouragent et soutiennent la construction de capacités et la coopération à tous les niveaux afin de construire des capacités et de développer la coopération à tous les niveaux dans le but d'atténuer les risques en matière de catastrophes naturelles liées à l'eau, ce qui comprend les systèmes de prévention et de précaution, l'évaluation des risques, la sensibilisation des communautés, la capacité de résilience et réaction.

9. Reconnaissons le rôle important que jouent les parlementaires et les autorités locales dans de nombreux pays afin de développer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'appuyer la gestion intégrée des ressources en eau. La collaboration efficace avec et entre ces acteurs constitue un facteur clé si l'on souhaite relever les défis et atteindre les objectifs en matière d'eau.
10. Constatons avec plaisir le travail effectué par les parties prenantes concernées tout au long des processus préparatoires régionaux du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et pendant la durée du Forum et recevons les documents produits à l'issue de ces processus préparatoires par les parties prenantes, qui figurent en annexe de la présente déclaration. S'il y a lieu, ces documents pourront être utilisés en tant que source d'information dans le cadre de notre travail. Nous remercions également les parlementaires et les autorités locales pour leur participation et les points de vue et opinions précieux qu'ils ont exprimés au cours de la session de travail conjointe du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et prenons note de leurs déclarations qui figurent en annexe de la présente déclaration.
11. Saluons la création, lors du 4^{ème} Forum mondial de l'eau, de la banque de données CDD Water Action and Networking Database (CSD WAND), qui constitue un moyen de mettre en oeuvre la décision CDD-13 qui demandait le développement de « moyens pour diffuser en ligne des informations sur la mise en oeuvre et les pratiques optimales » en matière d'eau et d'assainissement. La CDD-WAND servira de plate-forme permettant les échanges d'informations et de pratiques optimales, le partage des leçons apprises des expériences et la promotion des recommandations et accords internationaux pertinents. Nous notons que la CDD-WAND a été élaborée grâce aux informations collectées au cours du cycle CDD 2003-2005 ainsi qu'au Portefeuille des actions pour l'eau – résultant de la Conférence Ministérielle du 3^{ème} Forum de l'eau –, auquel s'ajoutent les données concernant les actions locales communiquées lors du 4^{ème} Forum mondial de l'eau.
12. Encourageons toutes les parties prenantes, y compris les agences et organismes nationaux et internationaux, ainsi que les autres forums internationaux et régionaux comme la Semaine de l'eau de Stockholm et les semaines de l'eau des banques régionales de développement, à participer à la collecte et à l'échange d'informations par l'intermédiaire de WAND.
13. Remercions le Gouvernement du Mexique et le Conseil mondial de l'eau en tant qu'organismes du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et saluons leur volonté de promouvoir une meilleure gestion de l'eau par des actions dynamiques au niveau local en faveur d'un changement au niveau mondial.

Fait à Mexico, le 22 mars 2006.

**World Water Forum, Mexico on the 22nd March 2006.
EU Statement.**

Thank you Mr Minister, Ladies and Gentlemen,

Today I have the honour to speak on behalf of the European Union.

First of all, I would like to congratulate the World Water Council, our hosts and particularly you Mr. Minister for organizing this conference. We appreciate the efforts made so that we are able to adopt this declaration today.

However, the EU would like to stress **three** issues which we consider need more attention. We hope that these points will be taken into account in the final report.

We want to address the discussions concerning the right to access to water and sanitation. The EU considers that water is a primary human need and that water supply and sanitation are basic social services as mentioned in the resolution of the EU Development Council adopted on 30 May 2002, 8958/02. The EU emphasizes that public authorities must take adequate measures to make this effective and affordable.

The second issue we want to address is ecosystems. The EU reaffirms its commitment to the decisions made in CSD 13 on maintaining sustainability of ecosystems. At CSD 13 we agreed to enhance the sustainability of ecosystems that provide essential resources and services for human wellbeing and economic activity in water-related decision-making.

The third issue is related to sustainable hydropower. The EU emphasizes that all aspects of sustainable development should be considered in the planning and management of hydropower projects in compliance with international standards. Criteria and guidelines that are relevant to evaluate environmental and social impacts have been identified by the World Commission of Dams, by the OECD and by the World Bank.

Thank you Mr.Minister.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT

LA COOPERACIÓN DESCENTRALIZADA DE LOS GOBIERNOS LOCALES PARA EL AGUA Y EL SANEAMIENTO

DESPUÉS DEL FORO MUNDIAL DE MÉJICO
MARZO 2006

Introducción

La cooperación descentralizada francesa

Historia - Objetivos

La acción internacional de las administraciones territoriales francesas comenzó después de la segunda guerra mundial mediante hermanamientos con localidades alemanas como instrumentos de respeto y mutuo conocimiento, fermento de una paz duradera. Esta fase fundadora, iniciada por los municipios, se prolongó en la década de los 70 con la construcción europea y la aparición de los departamentos franceses, y sobre todo de las regiones, y su activa participación en la cooperación europea. La solidaridad con el Sur completó posteriormente el dispositivo, aunada al compromiso de los ediles locales en la ayuda al desarrollo y la solidaridad internacional. Las acciones internacionales de las administraciones territoriales francesas se integran hoy en sus políticas globales de desarrollo local y favorecen la internacionalización de los agentes locales económicos, sociales y culturales.

La cooperación descentralizada, resultado de cincuenta años de historia, mantiene esos mismos objetivos:

- conocer a los demás, ser la escuela del respeto, participar en el desarrollo y el proceso de paz,
- cooperar a escala europea para fomentar un desarrollo equilibrado y forjar la ciudadanía europea en todos los actos,
- sostener el desarrollo mediante el intercambio y la cooperación entre las administraciones del Norte y del Sur,
- desplegar las capacidades económicas, culturales y sociales de un territorio y todos sus actores.

Particularidades de la cooperación descentralizada

La cooperación descentralizada es específica, y se distingue de las acciones de las ONG, de los Estados y de los socios financieros multilaterales:

- Las acciones de las administraciones territoriales son a largo plazo: se trata por lo general de una sólida relación entre dos comunidades, que culmina con la firma de un convenio de cooperación destinado a sellar vínculos duraderos entre ambas autoridades locales y sus habitantes.
- Las acciones se basan en intercambios de conocimientos, apoyo institucional y formación. Las administraciones francesas pueden financiar equipos y bienes materiales, pero lo esencial de la cooperación descentralizada estriba en el apoyo a la institución local: no se trata de descentralizar la cooperación tradicional, sino de que una autoridad local aporte una cooperación específica a otra para compartir una experiencia de gestión y desarrollo de un territorio determinado.

- Los programas de cooperación descentralizada son el resultado de una reflexión concertada entre dos autoridades locales. La cooperación descentralizada es por tanto una cooperación «a la demanda», porque nace cuando la autoridad local del Sur expone sus necesidades. A partir de esa demanda, y su correspondiente negociación, la administración territorial francesa considera qué puede aportar según sus propios conocimientos y capacidad financiera.
- La cooperación descentralizada también es específica porque es capaz de movilizar o acompañar a los agentes locales del territorio. Se trata efectivamente de una relación entre dos comunidades, de territorio a territorio, que permite proyectar relaciones o partenariados entre varios socios del territorio, incluso entre aquellos que no dependan directamente de la administración territorial francesa: hospitales, universidades, cámaras de comercio, empresas, asociaciones.

Un caso particular: el agua y el saneamiento

La cooperación descentralizada en el ámbito del agua y el entorno se ajusta evidentemente a esas particularidades. Este libro presenta ejemplos que ilustran la diversidad y especificidad de la cooperación descentralizada. Cuando se trata de cuestiones relacionadas con el agua y el saneamiento, las administraciones territoriales pueden aportar sus propios servicios o a través de las empresas a las que los hayan encomendado. Sus acciones de cooperación pueden contar con la participación de todos los agentes del sector del agua: agencia de cuenca, mancomunidad de ríos, asociaciones, empresas, organismos de investigación, grupos universitarios, centros de formación... La cooperación en el sector del agua y el saneamiento tiene sin embargo una especificidad: las administraciones territoriales francesas pueden utilizar dos dispositivos de financiación:

- Los presupuestos generales de la administración local, ya que la Ley de 1992 autoriza a las administraciones locales francesas a firmar acuerdos de cooperación con autoridades locales extranjeras. Todas las acciones de cooperación descentralizada se basan en este dispositivo.
- La cooperación en el sector del agua y el saneamiento cuenta con la reciente Ley de 2005, que insta una financiación innovadora al autorizar a las administraciones territoriales a financiar este tipo de acciones de solidaridad con presupuestos especiales para el agua y el saneamiento. Estos presupuestos no se financian con la recaudación tributaria sino con un canon incluido en el precio del agua. Dicho de otro modo: las administraciones territoriales francesas - que tienen competencia en la gestión de las redes de agua y saneamiento - pueden utilizar ya esta nueva modalidad de financiación, que crea un vínculo directo de solidaridad entre el usuario de agua francés y el acceso al agua del usuario del Sur. Francia aboga por que otros países del Norte adopten este dispositivo innovador, de modo que la solidaridad internacional en el ámbito del agua cuente con una financiación innovadora y un instrumento que implique directamente a los ciudadanos, en aras de financiar acciones locales concretas, destinadas a que todos tengan acceso al agua.

Apoyo del Ministerio de Asuntos Exteriores

El Gobierno francés es plenamente consciente del interés y la especificidad de la cooperación descentralizada a la francesa, y sostiene desde hace muchos años las acciones internacionales:

En 1983, se creó el cargo de “delegado a la acción exterior de las administraciones locales”, nombrado por el consejo de ministros y dependiente del Ministro de Asuntos Exteriores. En 1992, se reconoció legalmente esta acción con la creación de una instancia de concertación entre el Estado y las administraciones territoriales: la Comisión Nacional de la Cooperación Descentralizada (CNCD), presidida por el primer ministro.

En 2005, el Gobierno apoyó la iniciativa parlamentaria de financiar la solidaridad internacional con los presupuestos locales destinados al agua y el saneamiento.

Por último, en 2006, el Ministerio de Asuntos Exteriores ha incluido el sector del agua y el saneamiento entre sus tres prioridades de cofinanciación de la cooperación descentralizada. También prevé subvencionar las acciones realizadas por las administraciones territoriales francesas en este campo.

El Ministerio de Asuntos Exteriores presta su ayuda financiera a las administraciones territoriales francesas para que puedan difundir su mensaje y su voluntad de diálogo y cooperación a escala internacional. Este es el motivo por el que apoya la presencia de las administraciones territoriales francesas en el foro mundial de México. Un apoyo que se ilustra al publicar este libro sobre las prácticas de cooperación.

*Los gobiernos locales,
el agua y el saneamiento:
ejemplos*

Los gobiernos locales, el agua y el saneamiento: ejemplos

Renovación de la red de agua potable de Thilogne	136
Integración territorial de los barrios periféricos de Uagadugú y acceso a los servicios básicos	138
Programa de cooperación descentralizada con dos municipios libaneses: elaboración de un esquema director de saneamiento y construcción de una red de recogida de aguas usadas y de una planta depuradora en una urbanización de 80 viviendas	140
Gestión global del agua en la Cuenca del Limarí	142
Cooperación municipal en el ámbito del agua y del medio ambiente entre las ciudades de Maxéville y Poienile Izei	144
Programa de conservación de humedales en Luang Prabang (Laos)	146
Construcción de letrinas públicas y de una red de acometida de agua en Adéta (Togo)	148
Las distintas acciones de cooperación descentralizada realizadas por el Consejo general de Seine-Saint-Denis	150
Estación de tratamiento y red de distribución de agua potable en Keur Macene (Mauritania)	154
Apoyo al municipio de Sofara/Fakala para un desarrollo global controlado de su territorio	156
Cooperación técnica en el ámbito del agua y del saneamiento con El Khroub (Argelia)	157
Puesta en marcha del control de la calidad del agua en N'Djamena	158

Rehabilitación y explotación del embalse de Zibako, en Burkina Faso	160
Cooperación con el municipio urbano de Douala 1 ^{er} - Camerún	162
Apoyo a la gestión intermunicipal de los recursos de agua potable con la Asociación de municipios de Mbam e Inoubou - Camerún	164
Colaboración Angers Loire Métropolis Bamako	166
Refuerzo de las capacidades de los actores públicos en el sector del agua y aplicación del Código del Agua en la Región de Alta Matsiatra, Madagascar	168
Cooperación descentralizada - ciudad de Poitiers-Ciudad de Moundou, Chad	170
Cooperación público-privada para la construcción de miniredes de agua en el marco de una cooperación descentralizada en Camboya	172
Las acciones de solidaridad internacional del ayuntamiento de París en el ámbito del agua y del saneamiento	174
Refuerzo de las capacidades del sector público del agua en el Líbano	176

Renovación de la red de agua potable de Thilogne

Ayuntamiento de Les Mureaux (Yvelines): 32 000 habitantes
Entidad beneficiaria: **Thilogne (Matam), República de Senegal**

Otros socios:

Europa convocatoria de proyectos agua (ACP) - Consejo regional de Île-de-France - Consejo regional de Centro Asociación para el desarrollo de Thilogne (TAD)

Historia del proyecto

Thilogne es un joven municipio que emergió espontáneamente hace 15 años. La estructura urbana de Thilogne corresponde principalmente a la estructura del espacio tradicional inicial y no a una planificación rigurosa según las normas urbanísticas modernas. La proximidad de la nueva capital regional (Matam, situada a 60 km) ha aumentado el atractivo del municipio, y explica la creciente implantación de los recién llegados. Actualmente, la ciudad está extendiéndose rápidamente hacia el este, el oeste y el sur. Debido a la rápida extensión del hábitat y a un sistema de conexión domiciliaria no normalizado y artesanal, la red de acometida de agua ya no es capaz de abastecer la demanda de agua de las poblaciones. Únicamente las zonas más bajas de la red disponen de una alimentación continua de agua. Las demás zonas del pueblo, es decir la mayoría, se ven obligadas a conformarse con los escasos pozos que aún funcionan o con las fuentes situadas en las zonas de fuerte presión.

Creada en 1978, la asociación TAD agrupa a residentes locales y a todos los naturales de Thilogne que abandonaron el municipio. Su objetivo consiste en contribuir al desarrollo del municipio. Cada emigrante tiene la obligación moral de pagar al municipio una contribución anual de 30 €, siendo el capital gestionado por la asociación TAD. Sabiendo que aproximadamente el 50% de la población ha emigrado a Europa o a EE.UU., este sistema de redistribución constituye una fuente de ingresos muy importante. Fuera de la sección madre establecida en Thilogne, se cuenta actualmente con 6 secciones en: Dakar, Francia, EE.UU., Italia, Gabón y Congo.

Objeto

La asociación TAD ha desarrollado un proyecto para renovar y mejorar el abastecimiento de agua en el municipio:

- rehabilitando los conductos de agua y los pozos tradicionales, y construyendo nuevos pozos y fuentes así como una red de saneamiento moderna
- mejorando la gestión del pozo para garantizar una recogida real y total de todos los datos técnicos, organizativos y financieros relativos al dispositivo para que los costos de explotación del pozo y de la red sean compatibles con los recursos financieros locales.

El programa prevé una extensión de la red para que cada hogar pueda tener agua cerca: o bien en casa o en una fuente suficientemente cercana. Unos contadores permitirán medir las cantidades consumidas para los que dispongan de una instalación a domicilio. Respecto a las fuentes, se establecerá una tarifa fija. También se establecerá un precio fijo para las actividades agrícolas y demás actividades que hasta ahora escapaban al cobro.

Para perpetuar estas inversiones, se ha previsto un programa de formación de los agentes del comité de gestión del pozo.

La originalidad de este proyecto radica en el mecanismo de financiación establecido por la asociación TAD. Las inversiones son parcialmente cubiertas por la sociedad civil y los fondos públicos: TAD sufraga el 17% de los costos, el municipio de Thilogne el 5%, la población local el 1%, y el resto procede de distintas

ayudas internacionales. El análisis del costo del agua ha demostrado que el canon mensual para un hogar con el 100% de amortizaciones es de 930 FCFA. Este canon es mucho más bajo que el vigente antes del proyecto.

Desarrollo y resultados

El proyecto ha permitido aumentar el número de personas con acceso al agua potable en Thilogne y mejorar la gestión del pozo. Hoy día, la cantidad de agua disponible por día y por persona alcanza los 23 litros, y afecta a 14 000 personas. Así pues, el déficit actual asciende a 12 litros, en referencia al tipo de servicio mínimo recomendado por la OMS, que es de 35 litros por día y por persona.

Este proyecto ha permitido rehabilitar los conductos de agua, renovar el equipo de bombeo, reparar los pozos hidráulicos tradicionales y construir modernos sistemas hidráulicos de bombeo.

En el 2000 fueron censadas 7 744 personas, pero el ayuntamiento estima que la población es de 12000 habitantes dado que los cabezas de familia subestiman el tamaño de su hogar para reducir el importe de la tasa que deben pagar. Se puede estimar en 1 690 el número de hogares. Como en la mayoría de las localidades continentales de Senegal, la economía local se compone principalmente de actividades del sector primario (agricultura y ganadería). El comercio también es una actividad muy presente, con grandes tiendas y, sobre todo, puestos de venta. El desarrollo progresivo del mercado inmobiliario ha favorecido la emergencia de actividades asociadas (albañiles, fontaneros, electricistas, pintores...). Gracias a la carretera nacional que atraviesa el pueblo y a la existencia de una estación de autobuses, Thilogne constituye una escala bastante interesante para los artesanos y especialmente para los mecánicos de automóviles. La fuerte tasa de inmigración en Europa y en Estados Unidos representa una importante fuente de ingresos gracias a las cantidades enviadas por los expatriados.

Esta acción puede replicarse en los pequeños municipios que tienen una elevada tasa de residentes en el extranjero pero que siguen manteniendo un vínculo estrecho con su familia en el lugar de origen. Lo interesante de este mecanismo es la obligación de participar en el desarrollo de la comunidad de origen. Las cantidades pedidas al año no son muy elevadas para quienes vivan en Europa o en EE.UU. La puesta en común de dichas cantidades y la coordinación de las acciones por la asociación compuesta por miembros del pueblo, que ponen en juego su reputación, facilitan el buen desarrollo del proyecto.

Gracias a las estrechas relaciones mantenidas con otras asociaciones, las ideas y proyectos desarrollados por la asociación TAD se han extendido a otros municipios.

Contactos:

UJMT : **Mr Kane Thierno**
3, Allée Claude Debussy
78130 Les Mureaux
Tfno. +33 6 64 31 14 76
Ayuntamiento de Les Mureaux

Mr Stéphane Pavot
78130 Les Mureaux
Tfno. +33 1 30 91 39 70
www.mairie-lesmureaux.fr

Integración territorial de los barrios periféricos de Uagadugú y acceso a los servicios básicos

Proyecto que asocia a: El departamento de Viena, la Agencia Francesa para el Desarrollo, la ciudad de Uagadugú y la Oficina Nacional de Agua y Saneamiento (ONEA)

Introducción

En 1993, el Consejo General del departamento de Viena emprendió junto con 15 municipios y comunidades de municipios del departamento, hermanados con territorios de Burkina Faso, una dinámica concertada de ayuda al desarrollo. Un programa de tres años, cofinanciado por el ministerio de Asuntos exteriores, opera en el medio rural y urbano, especialmente en la capital, Uagadugú.

En el marco de la cooperación descentralizada, las entidades locales francesas pueden brindar su apoyo en los campos muy variados que afectan al desarrollo local, a la organización de servicios públicos, a la gestión municipal, a la formación de los cargos electos y de las plantillas. Su intervención en proyectos de desarrollo urbano permite concederles un papel muy específico y complementario al de los proveedores de fondos institucionales.

Poner en marcha una nueva colaboración

El principio

Las agencias de ayuda de los países donantes aportan importantes fondos destinados a los proyectos de desarrollo urbano. Sin embargo, no proporcionan a las entidades locales africanas los medios necesarios para acompañar y luego mantener estos proyectos. En particular, no intervienen lo suficiente en la formación de su personal en el ámbito de la gestión técnica y financiera para garantizar el buen funcionamiento y la durabilidad de estos proyectos. Por su parte, las entidades locales francesas hermanadas no disponen de los recursos financieros necesarios para responder a los verdaderos problemas de las ciudades africanas.

En cambio, pueden prestar su ayuda y su experiencia en todos los campos relativos al desarrollo y a la gestión local y pueden ayudar a las entidades africanas a reforzar su capacidad de gestión en sus ámbitos de competencia. Sus acciones están pensadas para durar y pueden estar presentes en todas las etapas de los proyectos: elaboración, realización y, sobre todo, posterior gestión y mantenimiento.

La colaboración propuesta por el departamento de Viena con la Agencia Francesa para el Desarrollo (AFD) consiste en hacer gestionar proyectos de desarrollo urbano, financiados por la AFD, directamente por la entidad local, apoyándose sobre una asistencia para la dirección de obras y la gestión, y sobre una ayuda para la formación de los cargos electos y de las plantillas.

El proyecto

En Burkina Faso, la Agencia Francesa para el Desarrollo está llevando a cabo un proyecto de integración territorial de los barrios periféricos de Uagadugú y de acceso a los servicios básicos, aprobado por un importe de 15 millones de euros y que incluye 4 componentes. El componente 2: abastecimiento de agua y saneamiento de los barrios periféricos, afecta a la extensión de la red con una dirección de obra delegada a la Oficina Nacional de Agua y Saneamiento (ONEA). Prevé la puesta en marcha de nuevas estrategias para el abastecimiento de 5 zonas no urbanizadas. Estas extensiones planean tanto la adaptación de los estándares técnicos como distintas modalidades de gestión posteriores a la conducta primaria establecida por la ONEA. Se programa: gestión directa por la ONEA, fontanero-gestor local, subcontratación de la gestión comercial y delegación de gestión de tipo arrendamiento.

Se reservará un presupuesto para la realización de conexiones sociales, y el acceso a dichas conexiones estará condicionado por la realización de sistemas de evacuación de las aguas usadas a la parcela.

La participación del departamento de Viena aparece en el capítulo de la cooperación descentralizada para desempeñar un papel de peritaje y asistencia a la dirección de obra.

En este ámbito, el departamento de Viena tiene una gran capacidad para movilizar pericia, ya que puede recurrir no sólo a los cargos electos y a los agentes de sus propios servicios, sino también a los cargos electos y a los servicios de las 15 entidades hermanadas del departamento, así como a las plantillas y técnicos de los sindicatos departamentales de agua y saneamiento, de la Agencia Técnica Departamental y del organismo de consejo departamental Vienne Services. En el departamento se encuentran prácticamente todos los tipos de gestión evocados y, a través de un importante sindicato departamental (el SIVEER), el departamento de Viena ha desarrollado competencias en todos los ámbitos de la gestión del agua.

Por consiguiente, podrá movilizar técnicos para misiones de asistencia y peritaje sobre asuntos como:

- La elaboración de los contratos de concesión o de arrendamiento.
- El control de la actividad de los concesionarios o fontaneros.
- El apoyo a la gestión de las delegaciones o concesiones.

Se prevé que estas realizaciones se acompañen de actividades de información, de formación y de comunicación, coordinadas con la dirección de obra social del ayuntamiento.

En este campo, el departamento de Viena podrá aportar su asesoramiento y experiencia para facilitar el diálogo entre los responsables burkineses y los técnicos de la dirección de obra y para sensibilizar a los cargos electos locales sobre las modalidades que han de establecerse para garantizar una correcta gestión de las estructuras y de los equipamientos.

En total, el departamento de Viena aportará una doble garantía:

- por una parte, procurará que las soluciones técnicas seleccionadas para la realización de los equipamientos urbanos se adapten a las posibilidades de gestión futura;
- por otra parte, a la inversa de las oficinas de proyectos que brindan su apoyo sólo durante unos años, se comprometerá a largo plazo.

Contactos:

Denis Brunet,
vicepresidente del Consejo General de Viena
8, rue Thiers 86110 Mirebeau
dbrunet@cg86.fr

Jacques Aumasson,
coordinador,
dirección de la Cooperación internacional
Consejo general de Viena
BP 319 - 86008 Poitiers
Tfno. +33 5 49 00 55 70 - Fax +33 5 00 55 79
jaumasson@cg86.fr



Programa de cooperación descentralizada con dos municipios libaneses: elaboración de un esquema director de saneamiento y construcción de una red de recogida de aguas usadas y de una estación depuradora en una urbanización de 80 viviendas.

Lille Métropolis Comunidad Urbana (Nord)

1, rue du Ballon, BP 749 - 59 034 Lille cedex - Francia (Nord)

Sr. Pierre Mauroy, presidente

Sra. Danièle Defontaine, vicepresidenta encargada de la cooperación descentralizada

Entidades beneficiarias:

Federación de Municipios de Chouf es Souayjani, Líbano

Sra. Nouha Ghosseyni, presidenta (alcaldesa de Baaqline)

Municipio de Bkassine, Líbano

Sr. Abdallah Saad, alcalde

Historia del proyecto

Desde 1999, Lille Métropolis Comunidad Urbana desarrolla acciones de cooperación descentralizada con municipios libaneses. Estos programas se iniciaron tras la organización de elecciones municipales libres en el Líbano en 1998. A pesar de este paso muy importante en el proceso democrático local, la situación de los gobiernos locales y de los municipios sigue siendo muy precaria en términos de autonomía financiera e institucional. Padecen asimismo déficit de recursos en personal técnico para gestionar sus proyectos de desarrollo y suministrar a su población los servicios públicos básicos.

El primer convenio de cooperación descentralizada fue firmado en 1999 entre la Federación de Municipios de Chouf es Souayjani y Lille Métropolis Comunidad Urbana. Esta Federación agrupa a nueve municipios y aproximadamente a 40000 habitantes.

Objeto

Lille Métropolis ha apoyado a la Federación en el estudio de las necesidades de su territorio en el ámbito de la gestión de las aguas usadas. Los términos de referencia para la realización de un esquema director de saneamiento han sido elaborados por ambos socios, que han controlado conjuntamente el trabajo encomendado a un consultor dentro de un comité de pilotaje. Actualmente se están realizando unos trabajos de construcción de las distintas obras recomendadas por este esquema director, con financiaciones del Estado libanés.

Otra experiencia se está llevando a cabo con el municipio de Bkassine (10000 habitantes), en el marco de un convenio de cooperación descentralizada firmado en 2004.

Este programa afecta a una urbanización de 80 viviendas construida en los años cincuenta después de que una parte del pueblo quedara destruida por un terremoto. Esta urbanización se diseñó inicialmente para responder de forma temporal a la catástrofe y, por tanto, no cuenta con infraestructuras de recogida y tratamiento de las aguas usadas. Su situación, en una colina, la convierte en amenaza para la calidad del recurso de agua potable.

Por esta razón, una oficina de proyectos especializada diseñó un esquema de gestión de las aguas usadas durante la primera etapa del programa de cooperación descentralizada, en 2004.

Después, se firmó un nuevo convenio de cooperación entre Lille Métropole Comunidad Urbana y el municipio de Bkassine para el período 2005-2006-2007 con el objetivo de construir una red de recogida de aguas usadas y una unidad de tratamiento a escala de la urbanización.

Desarrollo

Estos dos proyectos de cooperación descentralizada reciben un importante apoyo financiero por parte del ministerio francés de Asuntos exteriores en concepto del Fondo de Solidaridad Prioritaria. Las entidades socias aportan sus respectivas contribuciones en forma de aportaciones económicas y de movilización de técnicos.

Las acciones desarrolladas tienen un impacto significativo a distintos niveles:

- Impacto social: acceso al saneamiento;
- Impacto medioambiental: protección del recurso en agua potable;
- Impacto político e institucional: según las leyes y la reglamentación vigente en el Líbano, las autoridades nacionales se encargan de la gestión del agua y del saneamiento. Pero la reforma iniciada en el 2001, relativa a la política nacional de este sector, todavía no se ha aplicado. Estas acciones de cooperación descentralizada constituyen una demostración del papel que podrían o deberían desempeñar los municipios en la gestión del agua y del saneamiento.
- Refuerzo de las capacidades locales: el seguimiento de los dos programas de cooperación ha impulsado la creación de una agencia para el Desarrollo Municipal, apoyada por la asociación Tadamoun Wa Tanmia, que ha sido encargada por las entidades socias de la puesta en práctica operativa de los programas.

Más allá de la construcción de infraestructuras, el desafío para los municipios libaneses beneficiarios de estos programas consiste en garantizar la perennidad de los equipamientos y de los recursos humanos asignados a su mantenimiento.

Sin duda alguna, la relación a largo plazo iniciada a través de los distintos convenios de cooperación descentralizada desde 1999 contribuirá a ello.

Contactos:

Mr Imad Ibrahim,

coordinador técnico,

Agencia para el Desarrollo Municipal, Saida, Líbano

ibrahimimad@yahoo.fr

Sra. Christine Zilinski,

encargada de los programas de cooperación descentralizada

con el Líbano, Servicio Cooperación Descentralizada,

Lille Métropole Comunidad Urbana

czilinski@cucl-lille.fr



Gestión global del agua en la cuenca del Limarí

Departamento de Hérault

André Vezinhet, presidente

Entidad beneficiaria:

Gobierno regional de Coquimbo - Chile

Socios:

Organizaciones de usuarios del agua: 5 comités de vigilancia y asociaciones de regantes; Servicios públicos: 8 dependientes del Gobierno provincial, regional y central; Empresas privadas: 2 agrupaciones de distintas corporaciones; Una compañía minera; Sociedad civil: representada por 5 parlamentarios y varias ONG; Municipios: de ellos, 5 son de la Provincia; investigaciones: 4 centros especializados; socios tutoriales internacionales: Departamento de Hérault, IRD (Instituto de Investigación para el desarrollo) y Agropolis en Francia.

Historia del proyecto

Desde 1998, el departamento de Hérault desarrolla relaciones privilegiadas de cooperación científica, técnica y cultural con Chile, especialmente con la región de Coquimbo.

La Provincia del Limarí, mayor productora de la región de Coquimbo, agrupa 3 cuencas agrícolas y de baja irrigación. Actualmente, son muchos los esfuerzos individuales realizados para aumentar su desarrollo, en particular en todo lo relativo a la conservación del recurso “agua” y a su calidad.

Los servicios públicos y las instituciones privadas disponen de varios sistemas de análisis, y muchas iniciativas económicas hoy día dispersadas podrían ser coordinadas y organizadas eficazmente, facilitando al mismo tiempo el acceso de los usuarios a todos los datos relativos al agua. El “tejido empresarial” es igualmente muy variado y las empresas exportadoras reclaman cada vez más la puesta a disposición de instrumentos de observación y de análisis relativos a la calidad y al concepto de producción agroalimentaria integrada, con un total respeto por los principios del desarrollo sostenible. A tal efecto, se ha creado una base de datos entre los sectores públicos y privados que permite los intercambios en todos los ámbitos relativos a la gestión de la cuenca.

Objeto

El objetivo de este proyecto consiste en lograr la aplicación de un programa territorial integrado (PTI) en la cuenca del Limarí, registrado como sitio piloto chileno:

- Desarrollo institucional y político
- Consideración del medio natural y de los ecosistemas asociados
- Desarrollo de las capacidades, del aprendizaje social y de la gobernanza
- Aplicación en la cuenca del procedimiento y de la difusión de la información.

Éstos son los principales objetivos a largo plazo:

- Definir un sistema que permita el uso racional de los recursos naturales de la cuenca
- Desarrollar un sistema coordinado de herramientas que permitan conocer el estado y la calidad del agua de acuerdo con las normas establecidas
- Promover y desarrollar contratos de procedimiento para el tratamiento de las aguas residuales (producción agroalimentaria integrada)
- Implantar esquemas de calidad de las aguas para convertirlos en un procedimiento estratégico de gestión en el territorio
- Dinamizar y desarrollar los sectores de producción aumentando los potenciales de exportación
- Ampliar la modernización de los medios de producción de la cuenca (innovación tecnológica, diversificación y reconversión de la producción)
- Facilitar, haciéndolo más atractivo, el proceso de reconversiones y la multiplicación de los intercambios comerciales en todo el territorio

- Desarrollar acuerdos para enriquecer los intercambios entre sector público y sector privado y reforzar el desarrollo sostenible en la cuenca.

Las principales innovaciones se plasmarán en la puesta en marcha de un esquema director de gestión de las aguas a escala regional.

Desarrollo y resultados

La implicación de los distintos actores del proyecto se ha desarrollado en varias etapas:

- Designación de un Consejo compuesto por representantes de las 35 instituciones, para informar y determinar líneas de trabajo
- Composición de un Comité operativo para supervisar las obras
- Constitución de grupos técnicos, de centros de innovaciones tecnológicas y de investigaciones avanzadas en el concepto de la producción agroalimentaria integrada y en la gestión de la cuenca, para determinar las acciones concretas que deben emprenderse.

Hoy día, al finalizar el primer año de la puesta en práctica y gracias a esta coordinación, los resultados son tangibles y permiten establecer objetivos estratégicos y planes de acciones a corto y medio plazo. También cabe subrayar la puesta en marcha de una verdadera organización para una gestión integrada del agua, con la ayuda de especialistas internacionales, entre ellos el apoyo del departamento de Hérault. El impacto social es fuerte en toda la Provincia y se traduce, por ejemplo, por la celebración de la Fiesta del Agua que despliega grandes acciones de sensibilización dirigidas a los usuarios. Asimismo, el empresariado fomenta y apoya todos los esfuerzos de desarrollo agroindustrial del Limarí así como todas las acciones emprendidas para que la mano de obra sea más eficiente y de mayor calidad. Paralelamente, se ha establecido un diagnóstico de cuenca, que resalta los aspectos económicos, sociales y medioambientales de la provincia e insiste, con un objetivo a medio plazo, sobre las soluciones que deben aportarse.

La experiencia de una gestión global del agua en la cuenca del Limarí, impulsada a partir de una fuerte gobernanza local, se ha difundido muy ampliamente y con mucho éxito entre los sectores públicos y privados. El objetivo consiste en promoverla y extenderla a las demás cuencas de Chile, en estrecha colaboración con los ministerios chilenos encargados de la gestión del agua, del medio ambiente y de la ordenación del territorio.

Contactos:

Francisco J. Corral M.

Gerente PTI cuenca Limarí

Chile

Tfno. +56 53 63 17 56 - fcorral@cuenclimari.cl

Serge Miquel,

director del Polo Medio ambiente

Agua entorno de vida y Ordenación rural

Consejo General de Hérault

1000, rue d'Alco

34 087 Montpellier - Cedex 4 - Francia

Tfno. +33 4 67 67 67 63 - sergemiquel@cg34.fr



Cooperación municipal en el ámbito del agua y del medio ambiente entre Maxéville y Poienile Izei

Ciudad de Maxéville (Meurthe-et-Moselle)

Henri Begorre, alcalde

Entidad beneficiaria: **Municipio de Poienile Izei** (Judet Maramures - Rumania)

Otro socio:

Centro Internacional del Agua de Nancy (NanC.I.E)

Historia del proyecto

Los primeros contactos entre Maxéville y Poienile Izei datan de 1991. Poienile Izei, municipio de 1100 habitantes, está situado a 1000 m de altitud y se extiende sobre 11 km. Poienile Izei se encuentra a 50 km de Ucrania (al Norte) y a 70 km de Hungría (al Oeste). Tras 12 años de intercambios puramente humanitarios, la Ciudad de Maxéville ha deseado dar una nueva dimensión a esta relación posicionándose como un apoyo al desarrollo de los proyectos del Municipio de Poienile Izei y haciendo responsable a este último del seguimiento y de la realización del proyecto por una parte y, por otra parte, desarrollando las herramientas necesarias para la perennidad de la acción. Rápidamente se identificaron problemas de abastecimiento de agua potable. El primer proyecto titulado “cooperación municipal en el ámbito del agua y del medio ambiente” apoyado por el ministerio francés de Asuntos exteriores, se ha llevado a cabo en colaboración con el Centro Internacional del Agua de Nancy en concepto de sus competencias técnicas reconocidas a escala internacional a través de numerosas acciones realizadas en Marruecos, Hungría, Polonia, Mongolia... en el ámbito del agua y del saneamiento.

Objetos del proyecto

- Asistencia técnica: realización de un estudio de reconocimiento y viabilidad relativo al abastecimiento de agua potable del pueblo.
- Movilización de los distintos actores rumanos sobre la respuesta que ha de darse a los resultados del estudio.
- Realización de una acción concreta, a saber la instalación de un bloque sanitario dentro de la escuela.
- Sensibilización de la población, especialmente los niños, a la higiene y a la limpieza.

Desarrollo y resultados

1a fase: diagnóstico efectuado por un especialista de NanC.I.E en presencia del equipo municipal de Maxéville (un cargo electo y un funcionario) encargado del expediente, con el siguiente contenido:

- análisis de un proyecto de alimentación en agua del pueblo, realizado en 1998 por una empresa rumana,
- encuestas y reconocimiento del terreno y especialmente de las zonas de fuentes,
- análisis de las condiciones de viabilidad del proyecto de abastecimiento de agua del pueblo.

La Ciudad de Maxéville ha querido anticiparse al resultado del diagnóstico comunicando el proyecto global que se llevará a cabo en Poienile Izei (y alrededores) ante los distintos actores rumanos (especialmente el Consejo del Judet de Maramures), identificando y buscando los distintos recursos financieros que pueden emplearse en el ámbito de los fondos asignados a Rumania para su preadhesión a la Unión Europea.

También se ha abordado la elaboración de una estrategia regional, con Ucrania y Hungría, de abastecimiento de agua potable para todas las viviendas situadas en esta zona.

2a fase: recepción en Maxéville de una delegación rumana compuesta por dos cargos electos y dos técnicos para una inmersión en las cuestiones del proyecto, especialmente mediante visitas de instalaciones hidráulicas en la Comunidad de municipios del Grand Couronné: más allá de la visita de estos equipamientos, el objetivo era demostrar que la agrupación de municipios representaba una respuesta a las dificultades de abastecimiento de agua potable y saneamiento de Poienile Izei y de los pueblos de los alrededores. Esta misión también ha sido marcada por la visita de escuelas de Maxéville y por intercambios en torno al estudio realizado como resultado del diagnóstico en colaboración con NanC.I.E.

3a fase: realización del bloque sanitario dentro de la escuela (antes estaba fuera) con la instalación de dos depósitos, uno de ellos dentro de la escuela para hacer frente al hielo en período invernal, dotándolo de un saneamiento autónomo. Las obras han sido supervisadas por el cargo electo designado como responsable del proyecto y se ha informado regularmente al portador del proyecto sobre el progreso de la acción. Se han llevado a cabo distintas acciones de sensibilización a la higiene dirigidas a los niños de cada clase. Dicha acción se inició en octubre de 2003 y finalizó en septiembre de 2004. El trabajo de la Ciudad de Maxéville continúa y una parte importante de esta acción viene dedicada al desarrollo de las competencias de los cargos electos y de las plantillas de Poienile Izei, y a los intercambios de conocimientos y experiencia para que el municipio rumano pueda ser artífice de su propio desarrollo.

Contactos:

Vasile Dunka,
alcalde
Poienile Izei n°23
Maramures - Rumania
Tfno./Fax + 40 262 33 42 02

Céline Roussel
Mairie - 14, rue du 15 septembre 1944
54320 Maxéville - Francia
Tfno. + 33 3 83 32 30 00
Fax + 33 3 83 37 89 85
crousseau@mairie-maxeville.fr

Programa de conservación de humedales en Luang Prabang (Laos)

Ayuntamiento de Chinon (Indre-et-Loire): 9000 habitantes.

Agencia de Desarrollo y Urbanismo del Chinonais (coordinadora del proyecto)

Entidad beneficiaria: **Luang Prabang, Laos**

Actores implicados

UNESCO, Unión Europea, Región francesa de Centro, Agencia de Desarrollo y Urbanismo del Chinonais, SARL RIVE Gestión de los cursos de agua y humedales

Historia del proyecto

En diciembre de 1995, la ciudad de Luang Prabang, antigua capital de Laos, fue incluida en la lista del Patrimonio Mundial de la UNESCO. El Gobierno de la República Democrática Popular Lao, deseoso de poner en marcha una política de conservación y valorización de la ciudad, solicitó la ayuda de la comunidad internacional.

En respuesta a esta petición, la ciudad de Luang Prabang, la ciudad de Chinon y la UNESCO propusieron conjuntamente un proyecto de cooperación descentralizada. Para formalizar este vínculo de cooperación, se firmó un convenio en 1997, el cual fue renovado en el 2000 y en el 2003.

Los socios del proyecto se dieron la misión de llevar a cabo un proyecto global de desarrollo sostenible orientado hacia la protección y la valorización de la ciudad mediante proyectos de ordenación urbana y de restauración de edificios, y hacia el apoyo de las iniciativas de los habitantes para mejorar su entorno de vida mediante la renovación y rehabilitación de su hábitat.

La elaboración de un programa de conservación, de descontaminación y de sensibilización al medio ambiente constituye una de las vertientes importantes de esta iniciativa voluntarista. El programa de conservación de humedales, apoyado por la Unión Europea, se inscribe en un enfoque de conservación del patrimonio en el sentido global del concepto, es decir, ampliado al patrimonio natural y cultural. Las charcas y humedales ocupan un lugar determinante en el contexto socioeconómico de Luang Prabang, y representan un patrimonio medioambiental que forma parte íntegra de la identidad de la ciudad.

Objeto

• El proyecto se compone de tres partes:

Comprender:

Esta parte incluye una fase de observación y diagnóstico de las dinámicas de la red hidrográfica y de la formación de los humedales. Se traduce por un inventario y una descripción exhaustiva de las cuencas vertientes y de las charcas de Luang Prabang, un seguimiento regular de la calidad del agua y un estudio de la vegetación. Por otro lado, se han puesto a disposición de los técnicos de Luang Prabang unas herramientas metodológicas de análisis y de comprensión de los medios: medida de la pluviometría, medida de los caudales, medida de la calidad del agua.

Proteger:

Estos medios inestables y frágiles no pueden mantenerse sin protección. Con este enfoque es como la cooperación ha permitido presentar y desarrollar técnicas de lucha contra la contaminación así como herramientas de protección reglamentaria. Así, los humedales han sido clasificados en Zona para la Protección del Patrimonio Natural y del Paisaje (ZPP-N). Las prescripciones técnicas relativas a este sector

tienen por objeto garantizar la integridad de las características naturales de los medios afectados, limitando las construcciones y controlando las características (casas nuevas de madera o de bambú sobre pilotes únicamente, bajo coeficiente de ocupación del suelo...).

Sensibilizar:

En último lugar, comprender y proteger sólo es útil cuando la población y los responsables locales apoyan y participan en los esfuerzos de protección y valorización de su patrimonio natural. Los instrumentos que permiten implicar a la población y a los técnicos locales han tomado formas variadas, entre las cuales destacan la creación de un ecomuseo, la celebración de un coloquio internacional sobre humedales o incluso un programa de radio en Radio France Internationale.

Animación y puesta en marcha de la cooperación: la Casa del Patrimonio

Este proyecto se ha construido en torno a la idea de creación de una Casa del Patrimonio formada por un equipo franco-laosiano de técnicos multidisciplinares, permanentemente en el lugar y bajo tutela de las autoridades locales. Esta Casa del Patrimonio se ha fijado los siguientes objetivos:

- ser un lugar simbólico de acogida, información y demostración, destinado a sensibilizar a la población local sobre el patrimonio
- formar a medio plazo un equipo de intervención lao,
- vincular de forma estrecha las políticas de protección, de valorización y de desarrollo sostenible del lugar.

Las prórrogas contempladas

Un segundo proyecto, apoyado por la UNESCO y ampliado a otros lugares, especialmente Vientiane, capital de Laos, está instruyéndose en este momento ante la Unión Europea.

Contactos:

Mme Cathy Savourey,
coordinadora del proyecto,
responsable del polo cooperación, ADUC
(Agencia de Desarrollo y Urbanismo del Chinonais)
aduc.coope@wanadoo.fr

Sra. Aude Sivigny,
encargada de misión cooperación, ADUC

Sr. Pierre Guédant,
jefe de proyecto en la Casa del Patrimonio de Luang Prabang
pierre.guedant@la-maison-du-patrimoine



Construcción de letrinas públicas y de una red de acometida de agua en Adéta (Togo)

Ayuntamiento de Les Herbiers (Vandea): 14 600 habitantes

Entidad beneficiaria: **Adéta, República de Togo**

Otros socios:

AJCAH: Asociación Hermanamiento Cooperación Adéta-Les Herbiers

AVIJAH: Asociación ciudades hermanadas Adéta-Les Herbiers en Togo

Historia del proyecto

- Kpélé Adéta es un territorio que agrupa a 11 municipios alrededor del pueblo principal, Adéta.
- La AJCAH fue creada en diciembre de 1989 tras una correspondencia entre una escuela de Adéta y una clase del colegio Jean Rostand en Les Herbiers. Se trata de una asociación regida por la ley francesa de 1901, que recibe ayuda del ayuntamiento de Les Herbiers (6000 euros en 2004 y 2005).

Objeto

En 1990, durante una visita en Adéta para oficializar el hermanamiento, unas reuniones de trabajo permitieron poner de manifiesto el problema del agua como asunto de cooperación. En efecto, la mala calidad del agua utilizada (la de los brazos de río) provocaba numerosos fallecimientos.

La primera respuesta se tradujo por la construcción de letrinas públicas: 7 bloques de 6 a 12 agujeros, distribuidos en los distintos barrios de Adéta, actualmente gestionados por la AVIJAH.

Después, se inició el estudio de un proyecto de acometida de agua, de acuerdo con el ministerio del plan Togolés. Los ingenieros optaron por captar agua de una cascada situada a aproximadamente 5 km al norte de Adéta. En el esquema ideado por estos últimos, la acometida de agua afectaba no sólo a Adéta sino también a varios pueblos de los alrededores (Goiré, Dougba, Hamé Afegamé, Konda, Tsefi, Kadomé, Tsiko, Atimé, Bemé, Toubou)... En total, representaba a una población de 30 000 habitantes. Un ingeniero de la empresa SAUR, miembro de la AJCAH en Francia, viajó al lugar para confirmar esa decisión.

Realización:

Las obras se iniciaron en agosto de 1995. En esa ocasión se movilizó a unos jóvenes de Les Herbiers (25 cursillistas del Greta del Instituto Jean Monet en Les Herbiers).

Financiación:

La AJCAH aportó 30 millones de francos CFA (46 000 Euros) procedentes de fondos propios y de una subvención del Consejo regional de Pays de la Loire. Pero dado que los responsables políticos de Togo no aportaron la financiación prevista por el acuerdo de cooperación, aunque se tratara de un proyecto piloto, las obras se interrumpieron durante 2 años. Finalmente el proyecto se pudo relanzar gracias a la intervención del Sr. Kaffigoh, antiguo Primer ministro de Togo y amigo de ambas asociaciones. Así pues, la misión francesa aceptó hacerse cargo del resto de la financiación por 90 millones de CFA (138 000 Euros), y la AJCAH facilitó un complemento de 15 millones de CFA (23 000 Euros).

Funcionamiento:

En la actualidad, las obras están acabadas: presa, depósito de cloración, tubos hasta los distintos pueblos y fuentes en todos los barrios. El CVD (Comité aldeano) gestiona la distribución del agua con la ayuda de miembros de la AVIJAH. Desde 2005, se cuenta con un sistema de cuota (por cuba de agua), para remunerar a los “fontaneros” y realizar pequeñas obras de reparación.

Prórroga:

El proyecto en estudio para 2006-2007 se refiere a la construcción de la “Casa del agua y de Les Herbiers” con un presupuesto de 35 millones de CFA (53 000 Euros).

“Casa del agua” ya que se trata de un edificio que agrupa talleres y salas de reunión.

“Casa de Les Herbiers” ya que la AJCAH desea aprovechar esta construcción para realizar un lugar de acogida: habitaciones, restaurante, una especie de motel para acoger a los viajeros.

Contacto:
Jackie Riffaud,
alcalde adjunto,
encargado de cultura
y cooperación
Ayuntamiento
de Les Herbiers
6, rue du Tourniquet
85502 Les Herbiers
jackie.riffaud@wanadoo.fr



Las distintas acciones de cooperación descentralizada realizadas por el Consejo general de Seine-Saint-Denis

Sr. Hervé Bramy, presidente del Consejo general de Seine-Saint-Denis

Porque el futuro de Seine-Saint-Denis no se puede concebir independientemente del futuro del mundo y porque Seine-Saint-Denis se inscribe decididamente en la visión de un mundo más humano, más justo, más solidario, que garantice a todos un desarrollo sostenible, pacífico y equitativo. El Consejo general se ha comprometido en acciones de cooperación descentralizada que permiten una mayor apropiación por las poblaciones de los desafíos planetarios.

La cuestión del agua es un ámbito transversal a todas las acciones de cooperación. Cada proyecto comprende una vertiente dedicada al agua y al saneamiento, requisito previo primordial para cualquier acción en materia de salud pública.

Las problemáticas que se nos plantean son diversas. En Palestina o en Marruecos, es central la cuestión de la utilización de los recursos; en Gabón nos encontramos con problemáticas relativas al control de las aguas pluviales y a las inundaciones relacionadas con el lagunaje; en Portugal se trata de preservar

■ El Consejo general de Seine-Saint-Denis y Gabón (1998-2005)

Ciudades beneficiarias:

Ayuntamiento de Gamba, Apdo. 30, Gamba, República de Gabón

Ayuntamiento de Port Gentil, Apdo. 568, Port Gentil, República de Gabón

Ayuntamiento de Omboué, Apdo. 29, Omboué, República de Gabón

Socios: Servicios del departamento de Seine-Saint-Denis, DEA: Dirección de Agua y Saneamiento, DEV: Dirección de Espacios Verdes, DAD: Dirección de Ordenación y Desarrollo, DPAS: Dirección de Prevención y Acción Sanitaria, SIAAP: Sindicato Interdepartamental de Saneamiento de la Aglomeración Parisiense, UNITAR: Instituto de las Naciones Unidas para la Formación y la Investigación.

Historia del proyecto

El Consejo general de Seine-Saint-Denis inició el 4 de febrero de 1998 un protocolo de cooperación descentralizada con las ciudades gabonesas de Port Gentil, Gamba y Omboué. Con esta cooperación desea contribuir y prestar su apoyo al desarrollo local de estas entidades, que han emprendido un proceso de democracia local.

Se ha definido cierto número de prioridades con los socios, entre las cuales figuran las acciones relativas al agua y al saneamiento. En efecto, se trata para Gamba y Port Gentil de orientarse hacia la construcción y el mantenimiento perenne de una red eficaz de evacuación de las aguas pluviales y residuales. Muchos problemas de salud pública, como el paludismo, son el resultado de una carencia, o incluso de una ausencia total de redes de saneamiento.

Realizaciones

Rehabilitación y limpieza de la red de agua y saneamiento

En colaboración con el SIAAP y la dirección de obra Arquitectura y Desarrollo, el departamento de Seine-Saint-Denis ha cofinanciado, en un primer tiempo, la limpieza de una parte de la red y, en un segundo tiempo, la vertiente de rehabilitación de una parte de las redes de agua y saneamiento de la ciudad.

Proyecto global de salud pública

Elaboración de un proyecto global de salud pública que moviliza a las direcciones de Agua y Saneamiento, Prevención y Acción Social y Espacios Verdes. El requisito previo a toda acción en materia de salud pública es la mejora de la red (acción contra el paludismo).

En el 2005, unas misiones de exploración permitieron poner en marcha un trabajo de recogida de datos indispensables para poder planear soluciones al problema de tratamiento de las aguas pluviales y al problema de saneamiento de las redes.



■ El Consejo general de Seine-Saint-Denis y Portugal (1998-2005)

Ciudades beneficiarias:

Associação de Municípios do Distrito de Setúbal - Av. Dr. Manuel de Arriaga Nº6 2º esq. 2900-473 Setúbal

Socios: Servicios del departamento de Seine-Saint-Denis, DEA: Dirección de Agua y Saneamiento, DEV: Dirección de Espacios Verdes, DAD: Dirección de Ordenación y Desarrollo, oficina de proyectos “Composante Urbaine”

Historia

En junio de 1998, el Consejo general de Seine-Saint-Denis firmó un acuerdo de cooperación con la Asociación de Municipios del Distrito de Setúbal (AMDS). La AMDS se compone de trece ciudades de la región de Lisboa. El Distrito de Setúbal vivió un período de gran desarrollo industrial, con el consiguiente desarrollo urbano importante pero mal controlado. Hoy día, la cuestión de un desarrollo sostenible está al centro de las preocupaciones, especialmente en los proyectos de ordenación urbana.

Realizaciones

Reconquista del río Coina

Acompañar el desarrollo urbano (circulación lenta, itinerarios verdes, control hidráulico). Prevenir los riesgos relacionados con la urbanización (contaminación, inundaciones, impermeabilización de los suelos...). Preservar el patrimonio ecológico relacionado con el curso de agua (biodiversidad, calidad del agua, orillas...).



Desarrollo de un esquema de aguas pluviales en la ciudad de Sesimbra

Estudio sobre el tratamiento de las exigencias de evacuación de las aguas pluviales en una operación de ordenación. Una vez entregado el estudio, se trata de integrar las propuestas planteadas en materia de saneamiento alternativo en el plan de exigencias urbanísticas de la ciudad.

■ El Consejo general de Seine-Saint-Denis, el Consejo general de Val-de-Marne y Palestina (1992-2005)

Ciudades beneficiarias:

Municipio de Qalqilya, P.O. Box 2, Qalqilya vía Israel
Municipio de Tulkarem, P.O. Box 9, Tulkarem vía Israel
Municipio de Jenín, P.O. Box 13, Jenín vía Israel

Socios: Servicios del departamento de Seine-Saint-Denis, DEA: Dirección de Agua y Saneamiento, departamento de Val-de-Marne, municipios de Jenín, Qalqilya y Tulkarem.

Historia del proyecto

El 12 de abril de 1999, los Consejos generales de Seine-Saint-Denis y Val-de-Marne iniciaron un protocolo de cooperación descentralizada con las ciudades autónomas palestinas de Jenín, Qalqilya y Tulkarem, situadas al norte de Cisjordania. Estas tres ciudades fueron elegidas debido a la escasa presencia de las entidades francesas en esta región.

Entre las prioridades definidas entre los socios en el ámbito del apoyo al refuerzo de la autonomía local de las ciudades palestinas socias, figura un trabajo sobre el aumento de los recursos y de las capacidades de producción de agua, así como la renovación de las redes de distribución de agua potable y de las redes de recogida de las aguas usadas.

Realizaciones

Responder a la emergencia, el control de la calidad del agua, y luchar contra las pérdidas y fugas de la red

Definición de temas de acciones para 2003-2004 sobre el control de la calidad del agua y la lucha contra las fugas y pérdidas de agua, acompañado de un apoyo para la formación de las plantillas del municipio.

Constitución de un Centro de Investigación y Desarrollo del Agua

La situación política de la región (segunda Intifada) impidió que esta pista de trabajo desembocara en el 2000 en la puesta en práctica de proyectos concretos en las ciudades interesadas.

2005-2006: Recepción en Val-de-Marne de los ingenieros del Agua de las tres ciudades socias para relanzar el proyecto de Centro Palestino de Desarrollo e Investigación sobre el Agua.

Definición de los contenidos del Centro Palestino, cuya misión sería la realización de:

- un esquema director de gestión de las aguas para cada ciudad,
- estudios hidrogeológicos, geológicos y modelización hidráulica, epidemiológicos y demográficos,
- un diagnóstico de los recursos y de las redes de agua potable y de saneamiento,
- estudios de diseño y de gestión del agua,
- recogida de datos sobre la calidad de las capas subterráneas, del agua potable y de las aguas usadas,
- localización de fugas en todas las redes,
- estudios para permitir la reutilización de las aguas usadas en la agricultura.



■ El Consejo general de Seine-Saint-Denis y Marruecos (2000-2005)

Ciudad beneficiaria:

Municipio de Figuig ciudad administrativa, Apdo. 121, 6100 Figuig, Marruecos

Socios: Servicios del departamento de Seine-Saint-Denis, DEA: Dirección de Agua y Saneamiento, SIAAP: Sindicato Interdepartamental de Saneamiento de la Aglomeración Parisiense, oficinas de proyectos “Hydrasol” y “Sol Paysage”, INRA (Instituto francés de Investigación Agronómica), Federación de las Asociaciones de Figuig en Francia.

Historia

El 8 de junio del 2000, el Consejo general de Seine-Saint-Denis inició un protocolo de cooperación descentralizada con la ciudad marroquí de Figuig, oasis situado en la región oriental del país, en la frontera con Argelia, a 400 km de Oujda.

Se eligió a esta entidad debido a la presencia importante en Seine-Saint-Denis de una comunidad originaria de Figuig.

Entre las prioridades definidas en el protocolo y en el marco de la vertiente medio ambiente, urbanismo y desarrollo local, figuran la gestión del agua y la lucha contra la desertificación en la Provincia. La primera vertiente del proyecto se refiere al agua y al saneamiento. Se planea igualmente una vertiente relativa al desarrollo de la agricultura en la Provincia.

Realizaciones

- Se han llevado a cabo estudios y acciones con la oficina de proyectos Hydrasol sobre el ahorro de agua y las nuevas plantaciones.

Balance de la acción: un ahorro de agua del 40% en 3 años (50% el último año).

Se prevé una extensión de la experimentación con la cooperativa de agricultores.

Lucha contra la desertificación

En colaboración con Sol Paysage y el INRA: estudio sobre los suelos en las distintas zonas del oasis. Estudio por Hydrasol de un proyecto de laboratorio.

Elaboración de un proyecto de saneamiento de la ciudad de Figuig

- **1ª fase:** Inicio de las obras para la construcción de la red de saneamiento en tres barrios de la ciudad.

Colaboración con el SIAAP con objeto de financiar un proyecto plurianual.

- Proyecto en curso de realización: obras de saneamiento con la Federación de Asociaciones de Figuig en Francia y la ciudad de Figuig. Continuación de la cooperación con todos los socios para la 2ª fase de obras en los demás barrios de la ciudad.

Contacto:

Consejo general de Seine-Saint-Denis
Sede del Departamento – Apdo. 193
93003 Bobigny cedex

Pascal Buhry,
director de las relaciones internacionales
y cooperación descentralizada
pbuhry@cg93.fr
Tfno. +33 1 43 93 93 93

Estación de tratamiento y red de distribución de agua potable en Keur Macene (Mauritania)

Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne) 7900 habitantes - Gérard Bermheim, alcalde

Keur Macene (provincia de Trarza) 8000 habitantes aproximadamente, en el delta del río Senegal, al suroeste de Mauritania.

El proyecto fue iniciado por el comité de hermanamiento - cooperación Vert-Saint-Denis - Keur Macene. Se ha beneficiado de financiaciones del municipio de Vert-Saint-Denis, del ministerio francés de Asuntos exteriores, de la Comunidad europea, de la UNICEF y de la Caja de depósitos y consignaciones de Francia. Socio durante las 3 primeras fases del proyecto: el GRET (Grupo de Investigación e intercambios tecnológicos).

Historia del proyecto

En la primera visita de los representantes de Vert-Saint-Denis a Keur Macene, los ancianos les dijeron: “No tenemos agua potable. Es muy grave para la salud. Necesitamos un depósito de agua”. Pero, ¿cómo llenarlo? En el delta del río Senegal, el subsuelo está salado. No se puede obtener agua potable ni con pozos ni con perforaciones. La única agua dulce es la del brazo del río, pero está contaminada.

1a fase: 1992 – 1993. Creación de la instalación de tratamiento y de una pequeña red de distribución con cinco fuentes. Instalación de un aerogenerador.

Puesta en servicio en julio de 1993.

Fracaso temporal: muy pocos habitantes aceptaban pagar el agua lejos de sus casas, preferían utilizar la del brazo de río. Muchos aún no habían entendido la importancia del agua potable para la salud.

2a fase: 1995. Desarrollo de una red de distribución para las viviendas del pueblo de Keur Macene (2000 habitantes), con contador para cada abonado.

Las familias se mostraron interesadas porque liberaba a las mujeres y a las niñas de la penosa tarea de ir a buscar agua, favoreciendo así la escolarización de las niñas. Además, los habitantes del pueblo comprobaron la importancia del agua potable para su salud, y sobre todo para la de los niños pequeños.

El aumento del consumo permitió pagar el sueldo del gerente y gran parte de los gastos de funcionamiento. También fue necesario disponer de más energía, por lo que se instalaron dos equipos eólicos para bombeo mecánico y un segundo aerogenerador.

3a fase: 1996-1997. Abastecimiento de agua potable del pueblo de B'Neïnadji (1000 habitantes aproximadamente), desde el depósito de agua del pueblo de Keur Macene, situado a 3 km.

Una bomba eléctrica sumergida en el depósito de agua de Keur Macene alimenta al de B'neïnadji. Una red por gravedad distribuye el agua a cada vivienda con un contador, como en Keur Macene.

4a fase: 2001. Instalación de dos bombas solares.

Los dos aerogeneradores y los dos equipos eólicos ya no eran suficientes para proveer la energía necesaria, debido al aumento del consumo y a los períodos de viento demasiado flojo. El uso de un grupo electrógeno resultó muy costoso y poco fiable, por lo que se instalaron dos bombas solares.

5a fase: 2002-2003. Abastecimiento de agua potable de un tercer pueblo: Bounaya (300 habitantes), situado a 6 km del pueblo de Keur Macene.

Se desarrolló la red de Keur Macene y se renovó parcialmente la instalación de tratamiento.

6a fase: 2005-2006. Mejora y aumento de la capacidad de producción de la instalación de tratamiento de agua. Conexión a la nueva red eléctrica del pueblo de Keur Macene

Estas mejoras permitirán proporcionar toda el agua potable necesaria a los habitantes ya conectados, así como extender la red. Cinco pueblos del municipio, es decir, 2700 habitantes aproximadamente, esperan el agua potable.

El proyecto

El tratamiento del agua

La decantación-floculación

El agua es bombeada en el brazo del río con una bomba eléctrica y un equipo eólico. Con un dosificador mecánico Garhin, se añade una dosis de sulfato de alúmina según la turbidez del agua. El agua llena alternativamente una de las dos cubas de decantación de fibra de vidrio. La parte inferior cónica de la cuba está siempre llena de agua y fango. En cada ciclo, se vacía la parte superior cilíndrica hasta que el agua se vuelve clara. Por medio de una purga se vacía una parte del fango depositado en la punta del cono. El funcionamiento es automático. El agua decantada es almacenada en cuatro cubas de hormigón. Una bomba solar y una bomba eléctrica sumergidas la elevan hasta el depósito a través de dos filtros de sílex y un clorador Garhin, idéntico al dosificador de sulfato de alúmina.

La red

Su longitud es de aproximadamente 25 km. La población ha cavado las trincheras y colocado los tubos semiflexibles de polietileno de densidad elevada. De esta forma, los beneficiarios han participado al proyecto y han realizado un ahorro muy importante sobre el costo. Desde el origen del proyecto, el comité de hermanamiento de Vert-Saint-Denis sostiene económicamente y técnicamente su desarrollo, y brinda su apoyo a la gestión y mantenimiento.

La gestión de la instalación

Una administración municipal se encarga de gestionar la instalación. El agua se factura por m³. El precio de venta, fijado por el comité de gestión de la administración es, desde 1994, de 150 UM/m³ (0,47 euro/m³). Es suficiente para pagar los gastos de funcionamiento, pero no los gastos de renovación del material. Llevamos mucho tiempo aconsejando subir el precio, al menos para compensar la inflación, pero se trata de una difícil decisión política.

La gestión municipal de este servicio público básico permite hacer comprender a la población por qué la institución municipal es útil y, por ende, legítima.

Contacto:

Raymond Pinard,

presidente del Comité de hermanamiento-cooperación, ingeniero jubilado.

6, allée des Fauvettes

77240 Vert-Saint-Denis

Tfno./Fax +33 1 60 63 35 33

raymond.pinard@wanadoo.fr

Dosificador de sulfato
de alúmina



Cubas de
decantación de
fibra de vidrio



Apoyo al municipio de Sofara/Fakala para un desarrollo global controlado de su territorio

Ciudad de Mulhouse (Haut-Rhin)

Jean-Marie Bockel, alcalde, senador del Haut-Rhin

Entidad beneficiaria: **Municipio rural de Sofara/Fakala** (Mali)

Sr. Alassane Guindo, alcalde

Círculo de Djenné Región de Mopti – República de Mali

Tfno. +223 24 20 09 22 – Fax +223 24 42 00 20

Otros socios: Agencia de Urbanismo de la Región de Mulhouse, Instituto Regional de Cooperación y Desarrollo (IRCOD) de Alsacia, Dirección regional de Hidráulica y Energía en Mopti, Dirección regional de Saneamiento en Mopti.

Historia del proyecto

En 1989, unas asociaciones de ayuda mutua de Mulhouse, que agrupan a migrantes de origen malí y voluntarios, establecieron los primeros contactos con el pueblo de Sofara, el cual se convirtió en 1999 en pueblo-centro del municipio de Fakala (30 000 habitantes).

En 1991, la ciudad de Mulhouse, por iniciativa de su alcalde, deseó desarrollar una colaboración con un municipio del sur. Considerando los contactos ya existentes, se eligió a Sofara.

Una primera misión permitió definir, de común acuerdo, proyectos destinados a mejorar las condiciones de vida de la población, desarrollando la economía local. Entre los principales proyectos realizados desde entonces, podemos mencionar: el equipamiento de un taller-escuela que agrupa a los artesanos locales que trabajan el hierro y la madera, la perforación de pozos para el cultivo hortícola, un apoyo para la compra de semillas, y la sobreexcavación del canal de aducción para favorecer el abastecimiento de agua al arrozal. Esta última realización permitió aumentar sensiblemente las cosechas. En respuesta a un deseo muchas veces manifestado por nuestros socios malíes, los alcaldes de ambos municipios firmaron una carta de hermanamiento, el 18 de enero de 2003.

Objeto del proyecto

En el ámbito de un desarrollo programado, el municipio de Sofara/Fakala desear poner en marcha un plan de desarrollo urbano que integre el abastecimiento cualitativo y cuantitativo de agua potable para el municipio y los nuevos barrios, así como una reflexión sobre el saneamiento y la evacuación de las aguas pluviales.

Desarrollo del proyecto

Considerando las preocupaciones manifestadas por el alcalde de Sofara/Fakala, una delegación de especialistas de la Agencia de Urbanismo de la Región de Mulhouse y del Servicio de Aguas de la Ciudad de Mulhouse se trasladó al lugar, en febrero de 2005, para realizar un diagnóstico y definir propuestas de acción.



Dicha delegación efectuó el inventario de las instalaciones existentes e identificó los problemas correspondientes. En el ámbito del abastecimiento de agua, aunque el dispositivo funciona correctamente tanto desde el punto de vista del mantenimiento como de la gestión, se plantea claramente el problema de la insuficiencia de los volúmenes de agua disponibles. Por otro lado, a día de hoy el municipio de Sofara no dispone de ningún sistema de saneamiento y de evacuación de las aguas pluviales.

En la perspectiva de la realización de un plan de desarrollo urbano que integre estos aspectos, los especialistas han llegado a la conclusión de que es necesario encomendar un estudio global de la capa freática en el territorio del municipio. El pliego de condiciones relativo a este estudio está siendo redactado. Una oficina de proyectos malí será la encargada de su realización en el primer semestre de 2006. El estudio permitirá definir y programar las obras prioritarias, incluso desde el punto de vista financiero.

Cooperación técnica en el ámbito del agua y del saneamiento con El Khroub (Argelia)

Ciudad de Mulhouse (Haut-Rhin)

Jean-Marie Bockel, alcalde, senador del Haut-Rhin

Entidad beneficiaria: **Ciudad de El Khroub**

Sr. Hadj Belaribi, presidente de la Asamblea Popular Municipal

Daira de El Khroub Wilaya de Constantina, Argelia

Tfno. +213 31 96 52 77 – Fax +213 31 96 41 77

Otros socios: Instituto Regional de Cooperación y Desarrollo (IRCOD) de Alsacia

En 1999, la Ciudad de Mulhouse firmó un convenio de cooperación con la ciudad argelina de El Khroub, municipio de 150 000 habitantes, integrado en la aglomeración de Constantina. La higiene del medio urbano figura entre los ejes de cooperación prioritarios. A este respecto, se establecieron intercambios de experiencia sobre la base de un primer inventario realizado en el 2000 por el Director del Servicio de Aguas de la Ciudad de Mulhouse y el responsable de la agencia Lyonnaise des Eaux de Mulhouse. En el 2004, un nuevo peritaje permitió definir las acciones necesarias para poder mejorar las condiciones de abastecimiento de agua y el mantenimiento de la red de saneamiento. Mediante frecuentes contactos y formaciones, Mulhouse brinda un apoyo metodológico a su ciudad socia en este ámbito.

Contacto:

Estelle Mangold,

responsable de las Relaciones internacionales

y de la Cooperación transfronteriza Ayuntamiento de Mulhouse

2, rue Pierre et Marie Curie, BP 10020

F - 68948 Mulhouse cedex 9

Tfno. +33 3 89 66 11 14

Fax +33 3 89 45 70 61

estelle.mangold@ville-mulhouse.fr

Puesta en marcha del control de la calidad del agua en N'Djamena

Ciudad de Toulouse (Haute-Garonne)

Sr. Jean-Luc Moudenc, alcalde de Toulouse

Sra. Mayeux-Bouchard, consejera delegada de Relaciones internacionales

Entidad beneficiaria: **Ayuntamiento de N'Djamena**

Sr. Dago Yacoub, alcalde de N'Djamena

Otros socios: Servicio de Cooperación y Acción Cultural de la Embajada de Francia, Agencia Francesa para el Desarrollo, Hospital General de N'Djamena, Asociaciones representantes de la sociedad civil (Grupos locales de desarrollo, Comités de saneamiento, agrupación de mujeres).

En Toulouse: Instituto Católico de Artes y Oficios, Instituto Nacional Politécnico de Toulouse, Médicos del Mundo, Instituto Nacional de Ciencias Aplicadas, Agencia de Urbanismo de la Aglomeración de Toulouse, Centro Hospitalario Regional.

Historia del proyecto

La Ciudad de Toulouse inició hace más de diez años una relación de cooperación descentralizada con la ciudad de N'Djamena. El programa de cooperación se determina con las autoridades locales y se traduce por proyectos sobre la base de contractualizaciones y colaboraciones ampliadas. La cooperación con N'Djamena se ha apoyado sobre un trabajo realizado en estrecha colaboración con el representante de la Cooperación Francesa, en coordinación con las intervenciones de la Agencia Francesa para el Desarrollo. Desde 1996, el servicio municipal de higiene y salud de la ciudad de Toulouse toma una parte activa en la cooperación entre las ciudades de Toulouse y N'Djamena, por una parte mediante acciones de acompañamiento a la reestructuración del servicio higiene y salud y de formación de sus plantillas y, por otra parte, mediante su implicación en la elaboración del plan de acción para la mejora de la gestión de los residuos en la ciudad de N'Djamena. Las formaciones específicas organizadas también han permitido poner en marcha los siguientes procedimientos: encuestas sobre la higiene alimentaria, aplicación progresiva de los controles sanitarios, técnicas de desratización y técnicas de análisis del agua. Además, desde 1998, la acción de la ciudad de Toulouse se centra en dos prioridades: el plan de gestión de los residuos y del saneamiento, y el apoyo a la gestión municipal. A partir de un estudio de viabilidad realizado conjuntamente con la misión francesa de cooperación y la Caja de Depósitos y Consignaciones de Francia, se ha elaborado un plan de acción que toma en consideración no sólo los aspectos técnicos y financieros, sino también sociales y sanitarios. Este plan, finalizado en el 2000, se desarrolla en distintas fases a partir de los medios humanos que pueden movilizarse localmente, y con el apoyo de la ayuda nacional o internacional. Sobre la base de las recomendaciones del plan de acción, la ciudad de Toulouse participa en ciertas acciones piloto (apoyo al Centro de Valorización de Residuos Urbanos de N'Djamena), manteniendo al mismo tiempo la colaboración con los demás proveedores de fondos implicados, con el fin de mantener la coherencia de los programas y de los objetivos.

Objeto del proyecto

El objetivo general consiste en reforzar los servicios urbanos para la población y contribuir así a mejorar las condiciones de vida de los habitantes. La construcción de los proyectos descansa en el diálogo social y en la búsqueda de concertación y de implicación de la población. En el ámbito del saneamiento, el objetivo global consiste en mejorar la salud y las condiciones de vida urbana, actuando sobre la nocividad del medio urbano.

Desarrollo y resultados

El control de la higiene del agua es una de las misiones del Servicio Higiene y Salud. Las nuevas realizaciones para el abastecimiento de agua de la ciudad de N'Djamena han intensificado esta misión. En efecto, la ciudad de N'Djamena, con la ayuda de la Agencia Francesa para el Desarrollo, ha abastecido de agua a barrios periféricos que no estaban conectados. Desde el inicio del año 2003, 100 000 personas pueden abastecerse en los puntos de distribución gracias a cinco perforaciones de la capa profunda. Cinco depósitos elevados de agua alimentan ocho fuentes y veintitrés quioscos de distribución. Esta realización muy técnica se ha apoyado en un enfoque social innovador. Gracias a un sistema de gestión especialmente original, muy abierto al barrio, los habitantes son los protagonistas de la mejora de sus condiciones de vida.

El ayuntamiento ha dejado la gestión de estas estructuras en manos de granjeros, que venden el agua a una tarifa impuesta y son responsables del mantenimiento de estos equipamientos. Los depósitos elevados están en el centro de las “plazas de vida” con tiendas, sanitarios, plantaciones y lugares de reunión. Estas estructuras son gestionadas por asociaciones gerentes de las plazas.

El Ayuntamiento, que se encarga de controlar el funcionamiento de estas estructuras, interviene por medio de la CAPAQ (Célula de Apoyo a los Proyectos de Ordenación de Barrios), que coordina los distintos protagonistas. Esta célula municipal, animada por un ingeniero en medio ambiente, agrupa a representantes de otros servicios municipales: Higiene y Salud, Vías públicas, Servicios socioeducativos...

Por tanto, en el marco de la CAPAQ es como interviene el técnico de Higiene y Salud en estos puntos de distribución del agua, para controlar la higiene en la “plaza de vida” (tiendas, letrinas, espacios de distribución del agua) y efectuar controles de la calidad del agua. El tratamiento del agua con hipoclorito es realizado por el granjero, en un local seguro y previsto para tal fin. La ciudad de Toulouse ha acompañado este proyecto mediante formaciones específicas y también facilitando al Servicio Higiene y Salud los clorómetros y reactivos utilizados para medir el contenido en cloro del agua con el fin de comprobar que el tratamiento del agua se ha efectuado correctamente.

De este modo, se ha podido realizar un mayor control del agua distribuida en las fuentes o en los depósitos.

Se continuará con esta acción, que requiere un seguimiento permanente así como el suministro de materiales adaptados.

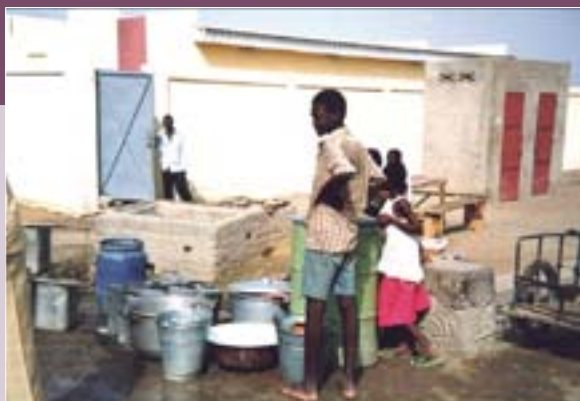
Contactos:

Mme Gisèle Teulières,
directora de Relaciones internacionales y europeas,

Sra. Marie-Claude Rémésy,
médica-directora del servicio de higiene y salud

Contactos en el ayuntamiento de N'Djamena:

Sr. Ahmat, secretario general
Sr. Sarmadji, director de Servicios técnicos



Rehabilitación y explotación del embalse de Zibako, en Burkina Faso

Ciudad de Limoges (Alta Viena)

Entidad beneficiaria: **Municipio rural de Pabré** (Burkina Faso)

Otros socios: Ministerio francés de Asuntos exteriores (M.A.E.) - Unión Europea (ACP – Convocatoria de proyectos Agua)

Historia del proyecto

Uno de los ejes más originales de la estrategia de desarrollo de las relaciones internacionales de la Ciudad de Limoges consiste en afirmar el papel motor de ésta en el mundo de la francofonía. Este papel, que inicialmente se limitaba a la organización anual del festival de teatro francófono más importante en la actualidad (F.I.F.L. = Festival Internacional de Francofonías en Lemosín), se ha extendido progresivamente, primero a otros sectores de la Cultura (creación de la B.F.M. = Biblioteca Francófona Multimedia, polo asociado a la Biblioteca Nacional para el sector del teatro y de la literatura francófonos) y después a lo que conviene llamar “francofonía solidaria”.

Esta noción de solidaridad con el mundo francófono es muy vivaz en Limoges donde muchos ciudadanos se han organizado en asociaciones. Algunas de ellas incluso operan desde hace varios años específicamente en el municipio rural de Pabré: se trata principalmente de las asociaciones “Le Pont” (El Puente) (presente en Pabré desde 1987) y “Un enfant, un cartable” (Un niño, una cartera) (que hoy día cuenta con cerca de 500 afiliados que apadrinan a 845 alumnos del primario). Por otro lado, algunas escuelas de Limoges mantienen relaciones continuas con escuelas del municipio de Pabré. Estos cuantos ejemplos nos muestran que el compromiso de la entidad territorial “Ville de Limoges” en favor del desarrollo del municipio de Pabré, lejos de ser artificial o superficial, se nutre, por el contrario, de las fuertes expectativas de una parte significativa de sus habitantes, y se encuentra, además, en total coherencia con uno de los ejes mayores de desarrollo de las relaciones internacionales de la Ciudad. Así es como, de manera muy natural y lógica, por medio de un convenio firmado el 13 de febrero de 1999, la Ciudad de Limoges se comprometió a prestar su ayuda para el desarrollo sostenible del Departamento de Pabré (provincia de Kadiogo), el cual, desde la Ley del 21 de diciembre de 2004, está destinado a convertirse en “municipio rural de Pabré”.

Inicialmente, este convenio limitaba a tres ejes el campo de la cooperación instituida: el agua (y el saneamiento), la salud y la educación. Un acta adicional añadió un cuarto eje de cooperación: la acción económica. Uno de los intereses de la rehabilitación y explotación del embalse de agua de Zibako (que lleva el nombre de un pueblo situado en el municipio rural de Pabré), radica precisamente en el carácter multisectorial de este proyecto porque, partiendo de la problemática del agua, implica a numerosos protagonistas (tanto al norte como al sur) en acciones de educación y formación, también porque tendrá una incidencia positiva sobre la salud de las poblaciones y, por último, porque su objetivo final consiste en permitir la expansión de nuevas actividades generadoras de ingresos.

Objeto

Compuesta por una población principalmente rural, la zona cubierta por los tres pueblos de Zibako-Wavougué-Nedogo tiene una pluviometría sin duda aceptable en cantidad (805 mm/año en promedio), pero concentrada en un período muy corto. Por esta razón, se observa una importante pérdida del agua necesaria para el desarrollo económico y especialmente para la ganadería, principal fuente de ingresos. Esta situación es tanto más deplorable cuanto se han afirmado voluntades de desarrollo en los pueblos, en forma de creación de agrupaciones de ganaderos orientados hacia la producción de carne de calidad (iniciativa apoyada por la Ciudad de Limoges), quienes reclaman desde hace tiempo la rehabilitación de este embalse de agua creado en 1987 por la O.N.B.I. (Oficina francesa de presas e irrigación), que se rompió en 1989 debido a una inundación. Dado que la relativa proximidad de la capital hace creíble la perspectiva de salidas comerciales, la rehabilitación del dique permitirá no sólo abastecer de agua (excepto agua potable) a las

poblaciones, sino también abreviar al ganado (con la consiguiente expansión de la ganadería en esta zona poblada en su mayoría por Mossis, pero también por Peuhls asentados), y crear explotaciones hortícolas y granjas piscícolas.

La rehabilitación de esta obra beneficiará en prioridad a todas las poblaciones de las aldeas de Wavougué, Zibako, Bidougou y Nedogo, y especialmente a las agrupaciones profesionales y sociales de estos cuatro pueblos (ganaderos, hortelanos, agrupaciones de jóvenes, agrupaciones de mujeres...). Así pues, las Comisiones aldeanas de gestión (Commissions Villageoises de Gestion des Terroirs, CVGT) de estos pueblos están naturalmente motivadas por este proyecto.

El presente proyecto ofrece, pues, una triple coherencia:

- coherencia respecto a las expectativas de la población local, para diversificar sus ingresos así como sus fuentes de proteínas;
- coherencia respecto a la preocupación manifestada por el MRA (Ministerio burkinés de Recursos Animales) de desarrollar en Burkina, y especialmente cerca del Matadero Frigorífico de Uagadugú (Abattoir Frigorifique de Ouagadougou, AFO), la producción de una carne de gran calidad, destinada en parte a la exportación, y en parte a satisfacer una clientela exigente (hoteles, restaurantes...);
- coherencia, por último, respecto al propio espíritu del convenio de ayuda al desarrollo SOSTENIBLE entre la Ciudad de Limoges y el Departamento de Pabré, ya que se procura implicar de manera efectiva a las poblaciones afectadas respetando al mismo tiempo el medio ambiente.

Desarrollo

Entre julio de 2004 y marzo de 2005, se llevaron a cabo unos estudios técnicos, económicos, medioambientales y sociales, así como estudios de suelos. Éstos permitieron demostrar la viabilidad técnica del proyecto y su fundamento. Principalmente permitieron trazar el perfil socioeconómico y agro-silvopastoral de la zona de influencia del embalse y realizar un profundo análisis de las poblaciones vecinas de dicho embalse, de las condiciones de su participación en la realización del proyecto y de las acciones de acompañamiento a llevar a cabo en el ámbito socioeconómico y medioambiental en el marco de este proyecto.

En diciembre de 2005, bajo el control del promotor de obra (el municipio rural de Pabré, representado temporalmente por el Prefecto), se seleccionó a una empresa burkinesa mediante una convocatoria abierta, sobre la base del presupuesto provisional propuesto por el director de obra, también burkinés (oficina de proyectos Geramhy). La primera fase de las obras (acompañada de una intensa campaña de información y prevención de las poblaciones vecinas) se inició efectivamente a principios de febrero de 2006. La entrega de la obra está prevista para mediados del mes de mayo, antes de que empiece la temporada de lluvias.

Paralelamente, las Comisiones aldeanas de gestión de Zibako y Wavougué, especialmente implicadas en el proyecto, se han hecho cargo directamente del asunto. En efecto, estas dos Comisiones son muy conscientes de su responsabilidad en la ejecución y perennidad del proyecto y en la gestión duradera de los equipamientos. Se han constituido en “Comité de Gestión del Dique de Zibako/Wavougué”, el cual se encargará, entre otras cosas, y tras haber recibido una formación adecuada, de la vigilancia y del mantenimiento del dique.

Contactos:

Constantin Christides,

Consejero municipal delegado a la cooperación descentralizada
87031 Limoges cedex
Tfno. +33 5 55 45 63 74 - Fax +33 5 55 32 12 55

Jacques Robert-Engman,

director de Relaciones inter. de la Ciudad de Limoges
87031 Limoges cedex
Tfno. +33 5 55 45 64 08
jacques-robert-engman@ville-limoges.fr

Cooperación con el municipio urbano de Douala 1^{er} - Camerún

IRCOD Alsacia - Instituto Regional de Cooperación y Desarrollo

Espace Nord / Sud – 17, rue de Boston - 67000 Strasbourg

Entidad socia: **Región de Alsacia, Adrien Zeller**, presidente

1, Place du Wacken – B.P. 91006 - 67000 Strasbourg

Entidad beneficiaria: **Municipio urbano del distrito de Douala 1^{er}**

B.P. 3135 - Douala 1^{er} - Camerún

Otros socios:

En Francia: Departamento de Bas-Rhin

Socios locales: Municipio urbano de Douala, Comité de desarrollo del barrio Bessengue Akwa, Asociación Doual'Art

Historia del proyecto

El barrio de Bessengué-Akwa ha sido seleccionado por el equipo municipal de Douala 1^{er} para beneficiarse de un plan de desarrollo local basado en un modo de gestión compartida entre sus habitantes y la municipalidad. La animación del proyecto se ha dejado en manos de una asociación local, Doual'Art, que organiza la concertación local asociando instituciones y representantes de la población reunidos, bajo la impulsión de Doual'Art, en Comité de desarrollo del barrio Bessengué-Akwa (CDBA).

Los trabajos realizados conjuntamente por el CDBA y el municipio han desembocado en la identificación de las necesidades de los habitantes del barrio. Estas necesidades se traducen por una lista de proyectos orientados hacia la integración territorial, la higiene y el saneamiento y la integración social mediante actividades culturales. La Ciudad de Lingolsheim se ha comprometido, con sus servicios, en apoyar la definición y puesta en marcha de las acciones.

Objeto del proyecto

Este proyecto pretende mejorar las condiciones de vida de la población del barrio mediante una mayor salubridad (campañas de desinsectación y desratización, limpieza de desagües, instalación de fuentes y puentecillos, gestión razonada de los residuos domésticos, etc.) y la integración territorial del barrio (reparación de una pasarela, futura creación de una vía secundaria que comunique con la vía principal).

El otro objetivo de la acción es la estructuración del medio, mediante la constitución de una asociación de barrio fuerte y representativa, interlocutor privilegiado del municipio para la ordenación de su barrio y la participación en la gestión de los servicios, principalmente el de agua potable. Pero, sobre todo, se trata de promover la articulación de las competencias de la entidad local con el dinamismo de la sociedad civil en la definición, la ejecución y la gestión de las infraestructuras, especialmente en el ámbito hidráulico.

Desarrollo y resultados

La primera acción de esta colaboración se plasmó en el reperfilado del desagüe para la evacuación de las aguas pluviales, lo que contribuyó a reducir sensiblemente las inundaciones que hasta entonces eran frecuentes en las orillas. La acción siguiente se orientó hacia la mejora de las condiciones de acceso al agua potable, con la construcción y la puesta en servicio de una fuente gestionada por el CDBA. También se prevé la realización de una segunda fuente. Asimismo, la construcción de un puentecillo contribuyó a la integración territorial de la parte norte del barrio.

El Banco Mundial toma buena nota del trabajo iniciado y de la dinámica creada a través de este proyecto, y prevé la financiación de un programa de mejora del acceso a los servicios para dos barrios de hábitat espontáneo de Douala, el barrio de Bessengué-Akwa. Este proyecto desembocará en un plan de realizaciones concretas relativo a los servicios urbanos (integración territorial, drenaje, evacuación de las basuras, alumbrado...) y plasmará la dinámica de ordenación del barrio Bessengué-Akwa a gran escala.

Resultados:

A mediados del año 2005, las partes interesadas (CUD, CUA Douala 1er, CDBA, Banco mundial) finalizaron y validaron la definición del plan de ordenación que afectará en prioridad a la realización de vías públicas para facilitar la circulación peatonal, y a la ampliación de la red de alumbrado público y de abastecimiento de agua potable. Las licitaciones de dirección de obra técnica y social fueron lanzadas en septiembre – octubre de 2005.

Contactos:
Denis Schultz,
director

Claude Régall,
encargado de misión
Tfno. +33 3 88 45 59 89
ircod1@ircod.org

Philippe Naegel,
miembro permanente del IRCOD en Camerún
B.P. 4280 - Yaoundé
Tfno. +00 237 220 85 77
philippe.naegel@ircod.org



Apoyo a la gestión intermunicipal de los recursos de agua potable con la Asociación de municipios de Mbam e Inoubou - Camerún

IRCOD Alsacia – Instituto Regional de Cooperación y Desarrollo

Espace Nord / Sud – 17, rue de Boston - 67000 Strasbourg

Entidades socias: **Región de Alsacia, Adrien Zeller**, presidente

1, place du Wacken – B.P. 91006 - 67000 Strasbourg

Comunidad de municipios de Sélestat, Marcel Bauer, presidente – 1, rue Louis Lang - 67600 Sélestat

Ciudad de Thann, Jean-Pierre Baeumler, alcalde - Ayuntamiento – 1, place Joffre - 68800 Thann

Entidad beneficiaria: **Los ocho municipios del departamento de Mbam e Inoubou, Pascal**

Anong Adibimé, presidente de la Asociación de municipios de Mbam e Inoubou

Otros socios:

En Francia: Sindicato departamental de Agua y Saneamiento de Bas-Rhin, PS-Eau

(Programa Solidaridad Agua) Socios locales: Asociación de municipios del departamento de Mbam e Inoubou

Historia del proyecto

En Camerún, las condiciones del acceso al agua potable son variadas: manantiales acondicionados o no, pozos equipados o no de bombas, instalaciones de tipo “Scanwater”... En el medio rural más generalmente, y fuera de los burgos-centros, estas infraestructuras plantean problemas de perennidad en cuanto a mantenimiento se refiere, así como en términos de calidad del agua. Por otra parte, algunas aldeas, en particular las más retiradas, permanecen totalmente desprovistas de cualquier tipo de instalación.

Se han registrado aproximadamente 315 puntos de abastecimiento de agua en el departamento de Mbam e Inoubou, implantados por múltiples intervinientes: el Estado, cooperaciones bilaterales o multilaterales, ONG, asociaciones locales, privadas, ... La falta de concertación entre estos numerosos actores ha originado una ausencia de procedimientos de gestión y de equipamientos coherentes.

En el contexto de la privatización de la SNEC (Sociedad nacional de aguas de Camerún), la ley sobre el agua de 1998, reforzada por la ley de orientación de la descentralización de julio de 2004, otorga competencia a los municipios en el ámbito de la gestión del agua. Sin embargo, conscientes de que les resultará imposible hacerse cargo de esta cuestión individualmente, los ocho municipios de este departamento deciden agruparse, en el 2003, en una Asociación de municipios de Mbam e Inoubou (ASCOMI) para asumir una función de promoción de obra, poner medios en común y definir una política en este ámbito que tenga especialmente en cuenta las iniciativas de la sociedad civil.

Objeto del proyecto

El proyecto pretende contribuir a la emergencia de una verdadera promoción de obra intermunicipal en el marco de un enfoque participativo que implique a todos los actores locales. Contribuye así a lograr los objetivos de desarrollo del milenio, obrando por la buena gobernanza en el ámbito del agua y por la reducción de la pobreza. El enfoque pretende ser global e innovador, incluyendo desde el principio la cuestión del saneamiento a través de una acción piloto en uno de los centros urbanos (ciudad de Bafia). La colaboración propuesta por el IRCOD movilizará diversos recursos en Camerún y en Francia (especialmente en Alsacia) en el marco de un verdadero compañerismo con el fin de ayudar a la puesta en marcha de estructuras capaces de asumir tanto el papel de promotor de obra como el de director de obra.

Desarrollo y resultados

El proyecto se basa en el intercambio de prácticas entre entidades alsacianas y camerunesas. Recurre igualmente a la pericia de estructuras especializadas en el seguimiento de proyectos de desarrollo en el sector del agua y de buena gobernanza que implica a las autoridades locales municipales. Asimismo, incluye una vertiente investigación-acción en el ámbito del saneamiento, llevada a cabo en conexión con estructuras de enseñanza superior.

El proyecto determinará con los distintos actores de terreno, entre ellos los servicios desconcentrados del Estado, la misión que se encargará a un servicio especializado en agua y saneamiento, especificará su marco jurídico y ayudará a la contratación del personal. Implicará a los municipios del ASCOMI para que se hagan cargo económicamente del servicio, lo que representa una garantía de perennidad. Especificará con los actores de terreno el papel respectivo de cada uno en este ámbito. En una segunda etapa, la puesta en marcha del servicio será validada por la formación del personal mediante el intercambio de prácticas (misiones de acompañamiento sobre el terreno, acogida en cursillo de formación en Alsacia). Las misiones de seguimiento de las estructuras especializadas se apoyarán en una asistencia permanente sobre el terreno por medio de una cooperación con una ONG local y un representante del consorcio.

Resultados esperados

- mejora de los modos de gobernanza y de gestión del agua mediante la puesta en marcha de procedimientos de gestión que impliquen a los municipios a través de su estructura intermunicipal (ASCOMI) como promotor de obra, asociando todos los actores que intervienen en este campo (servicios del Estado, estructuras públicas, asociaciones locales, ONG...);
- puesta en marcha de un servicio público de proximidad, perenne, que asuma la dirección de obra para el abastecimiento de agua potable y el saneamiento, en beneficio de los ocho municipios del departamento de Mbam e Inoubou;
- rehabilitación de las infraestructuras hidráulicas existentes y mejora de la calidad de las aguas disponibles;
- definición de un programa de inversión para el desarrollo de nuevas instalaciones que permitan cubrir progresivamente todo el territorio;
- definición, a partir de un programa de investigación-acción de un esquema director de saneamiento en el municipio urbano de Bafia.

Contactos:

Denis Schultz,
director

Claude Régall,
encargado de misión
Tfno. +33 3 88 45 59 89
ircod1@ircod.org

Philippe Naegel,
miembro permanente del IRCOD en Camerún
B.P. 4280 - Yaoundé
Tfno. +237 220 85 77
philippe.naegel@ircod.org



Cooperación Angers Loire Métropolis Bamako

Campos de acción: agua potable, residuos sólidos, residuos líquidos

Historia del proyecto

La ciudad de Angers está hermanada desde 1974 con Bamako.

Son muchos los intercambios que se llevan a cabo, con inversiones en Bamako en el ámbito de la educación y del desarrollo social (creación de seis Centros de Lectura y de Animación), de la Salud (creación de seis Centros de Salud Comunitaria), del deporte (creación de plataformas deportivas), y de la cultura, con acontecimientos culturales organizados cada año en Angers y en Bamako (festival Nuits Toucouleurs, Cinéma d'Afrique). Por otro lado, los medios asociativos de Angers y de Bamako también han desarrollado estrechas relaciones, el Centro Hospitalario de Angers está hermanado con el de Bamako, al igual que varios organismos como los centros Charlotte Blouin y Montéclair (para deficientes visuales y auditivos), la Mutualité de l'Anjou (suministro de monturas, gafas y material óptico) y el centro de transfusión sanguínea (procedimiento para garantizar la seguridad de las transfusiones).

En la continuidad de estos treinta años de hermanamiento, y deseosa de extender su acción de desarrollo sostenible, en 1999 la comunidad de aglomeración Angers Loire Métropolis inició acciones de cooperación con Bamako, en el marco de sus competencias.

Así, cada año prevé una contribución del 0.3% de su presupuesto de inversión, lo que representa una inversión de 110 000 euros en Bamako, además de una contribución para el funcionamiento, que permite el traslado al lugar de delegaciones de cargos electos y técnicos.

Debido al desarrollo muy rápido de Bamako en el ámbito demográfico, en efecto, su población pasó de 800 000 habitantes en 1996 a 1 600 000 habitantes aproximadamente en 2006, las necesidades de agua y de gestión de los residuos sólidos y líquidos constituyen una prioridad para los cargos electos de Bamako. Apoyándose en la red de socios, en las distintas relaciones mantenidas y en la Casa de la cooperación de la ciudad de Angers, Angers Loire Métropolis ha conseguido desarrollar proyectos complementarios en el ámbito del agua y de los residuos sólidos.

Realizaciones

Ámbito del agua: realización de dos depósitos de agua con su correspondiente red de fuentes.

En 1999, dos de los barrios de Bamako no estaban conectados a la red de agua potable. Utilizando las perforaciones con bombas de mano existentes, Angers Loire Métropolis los equipó de una bomba sumergida, conectada a un depósito elevado de agua. Tras un dispositivo de cloración, se puso en marcha una distribución de agua en una red de fuentes.

Estas instalaciones fueron realizadas con la colaboración del organismo de Estado encargado del recurso agua (Dirección Regional de Hidráulica) y de un comité de gestión organizado para realizar el mantenimiento del material y cobrar un canon sobre los suministros de agua en las distintas fuentes.

Un depósito de agua y una red de fuentes representa un presupuesto de 70 000 euros.

Hermanamiento de municipios de Angers Loire Métropolis con municipios colindantes con Bamako

Apoyándose en la dinámica de los intercambios de Angers y Angers Loire Métropolis, varios hermanamientos se han desarrollado entre municipios de Angers Loire Métropolis y municipios vecinos de Bamako. Así, los municipios de Saint Barthélemy d'Anjou – N Gabakoro Droit, Les Ponts de Cé – Moribabougou, Saint Léger des bois y Saint Jean de Linières – Safo han establecido contactos, con múltiples acciones como la rehabilitación de la bomba de mano en Safo (véase a continuación).

Evaluación y proyectos

Cada año se evalúan las distintas acciones en las delegaciones formadas por cargos electos y técnicos, conjuntamente con los cargos electos de Bamako.

Agua potable

Tras la realización de los dos primeros depósitos de agua, se buscaron nuevos lugares de implantación. Pero al consultar al concesionario, quedó demostrado que su red debía cubrir correctamente todo el territorio de Bamako. Por lo tanto, no era posible seguir por esa vía. Sin embargo, se comprobaron unos cortes de agua por parte del concesionario que podían perjudicar a los habitantes y a los Centros de Salud Comunitarios. Por otra parte, uno de los dos depósitos elevados de agua creados por Angers Loire Métropole presentaba fallos de funcionamiento. Estos fallos pudieron ser reparados y las redes de fuentes fueron ampliadas. Cada año, los comités de gestión redactan un informe técnico y económico que permite seguir la buena gestión, la calidad del agua y el adecuado mantenimiento del material.

Residuos líquidos

Puesto que la gestión de las aguas usadas forma parte de las competencias de Angers Loire Métropole, se ha buscado realizar proyectos en este campo, con posibilidades de pavimentación de calles, creación de “mini-alcantarillas”, y comprensión del funcionamiento de una concesión de saneamiento individual. Sin embargo, no ha sido posible continuar este desarrollo ya que la apropiación técnica no era satisfactoria y, además, los proyectos en curso solicitaban toda la capacidad financiera de intervención de Angers Loire Métropole en Bamako.

Conclusión

Todos los intercambios que Angers Loire Métropole tiene con Bamako se elaboran conjuntamente con los responsables del Distrito de Bamako, los alcaldes de los municipios interesados y la población local, con el fin de adaptarlos lo mejor posible a las necesidades manifestadas. También se encuentran en total adecuación con la acción de cooperación de Angers, en todas sus dimensiones.

Rehabilitación de una bomba de mano
Dado que el municipio de SAFO (vecino de Bamako) ha iniciado una colaboración con dos municipios de Angers Loire Métropole (Saint Léger des Bois y Saint Jean de Linières), se ha acordado llevar a cabo una primera acción consistente en rehabilitar una bomba de mano defectuosa. Para ello, se ha efectuado un pedido de 3000 euros, impuestos no incluidos, a una empresa especializada (Somaher) implantada en Bamako para cambiar la bomba de mano y crear una construcción de mampostería para proteger el equipo y mantener limpio el lugar.



Contactos:

Maison du Partenariat Angers Bamako
Avenue du 22 Octobre 1946 - BPE 1721 - Bamako - Mali
Tfno. +223 84 16
maison.angersbko@afriphone.net.ml

Jean-Marc Verchère
o Cyrille Bader
Angers Loire Métropole - 83, rue du Mail - 49100 Angers
Tfno. +33 2 41 05 50 00
jean-marc.verchere@angersloiremetropole.fr
cyrille.bader@angersloiremetropole.fr

Refuerzo de las capacidades de los actores públicos en el sector del agua y aplicación del Código del Agua en la Región de Alta Matsiatra, Madagascar

Comunidad Urbana del Grand Lyon (Rhône)

Entidad beneficiaria: **Región Alta Matsiatra**

Socios: Oficina de proyectos francesa BURGEAP - 27, rue de Vanves - 92772 Boulogne-Billancourt
Tfno. +33 1.46.10.25.40 - Fax +33 1.46.10.25.49

Objetivos

Este proyecto tiene como objeto la aplicación del Código del agua y de las orientaciones nacionales tomadas en el sector del agua por el Estado Malgache en la región piloto de Alta Matsiatra, siguiendo tres subobjetivos:

- La mejora de la gestión del agua en la región de Alta Matsiatra: hacia una gestión integrada del recurso de agua.
- El refuerzo de las capacidades de los actores públicos locales en el sector del agua.
- La creación de un polo regional de competencias en el sector del agua.

La integración del proyecto en el sector en general.

Apoyándose en el Código del Agua, el proyecto aplicará a escala local, la de la región de Alta Matsiatra, las orientaciones nacionales fijadas por el Estado Malgache. Este proyecto, que refuerza las capacidades de las entidades locales e implica en su puesta en práctica el desarrollo de una cooperación entre entidad norte (Grand Lyon) y entidad sur (Región de Alta Matsiatra), se inscribe en la orientación política de descentralización del Estado Malgache, apoyada por la Unión europea.

El proyecto responde, además, a una voluntad de especialización de la región de Alta Matsiatra en el sector del agua y del saneamiento para convertirse en una región motriz en este sector esencial para la estrategia nacional de reducción de la pobreza.

Por último, la acción contribuye a alcanzar los siguientes objetivos globales del Documento Estratégico de Reducción de la Pobreza (DSRP) adoptado por Madagascar:

- acercar el gobierno a sus ciudadanos mediante la descentralización
- suscitar una voluntad de participación por parte de la población
- preparar y valorizar los recursos humanos del país.

Programación

0. Acción previa: inventario de los actores y de los proyectos “agua y saneamiento” en la región de Alta Matsiatra.

OS1: Gestión integrada de los recursos de agua

1.0. Inventario regional de los recursos de agua para la gestión integrada a escala de las cuencas vertientes en la región de Alta Matsiatra

1.1 Puesta en marcha de un dispositivo de seguimiento de los recursos de agua (calidad y cantidad) en la cuenca vertiente piloto

1.2 Explotación de los datos y posterior inclusión en un plan de seguimiento y/o de ordenación de la cuenca vertiente piloto

1.3 Estudio y recomendaciones para el abastecimiento de agua potable y el saneamiento de los municipios urbanos pilotos

1.4 Estudio y recomendaciones para el abastecimiento de agua potable y el saneamiento de los municipios rurales pilotos

- consideración de los resultados de estas acciones para la elaboración del Esquema Director Regional de Ordenación de las Aguas.

OS2 : Refuerzo de las capacidades de los actores públicos locales del agua

2.1 Asistencia a la Promoción de obra para los municipios malgaches, a tres niveles:

- conferencias y presentaciones abiertas a todos los municipios de la región
- talleres de trabajo para los municipios pilotos, basados en intercambios de conocimientos y experiencia (misiones de especialistas franceses en Madagascar y misiones de agentes de los municipios en Lyon)
- asistencia a la promoción de obra para la programación, la recepción y la gestión de las infraestructuras

2.2 Asistencia técnica y metodológica a la región de Alta Matsiatra para la puesta en marcha operativa del Comité de cuenca y para la elaboración del Esquema director regional de ordenación de las aguas

2.3 Promoción de los métodos y mecanismos participativos ante las entidades locales y apoyo para el desarrollo de la relación entidad – usuarios sobre las cuestiones relativas al agua, al saneamiento y a la higiene (campañas de información - educación - comunicación)

OS3: El desarrollo de un polo regional de competencias “agua”

El desarrollo de un polo regional de competencias “agua” descansa principalmente en la puesta en red de los distintos actores regionales del agua y en el desarrollo de actividades universitarias en el sector del agua.

Para ello, la comunidad urbana del Grand Lyon y la región de Alta Matsiatra sostienen el desarrollo de una cooperación interuniversitaria entre las universidades de Fianarantsoa y Lyon.

Socios

El programa de cooperación descentralizada se lleva a cabo con la región de Alta Matsiatra y la oficina de proyectos francesa BURGEAP.

El programa asocia los siguientes organismos-recursos:

- en Madagascar: Asociación APMM (Asociación de las Poblaciones de las Montañas del Mundo), JIRAMA (Compañía nacional de agua y electricidad), municipio urbano de Fianarantsoa, Universidad de Fianarantsoa, ministerio de Energía y Minas.
- en Lyon: Universidad Lyon I, IG2E (Instituto de ingeniería y de desarrollo del medio ambiente), Agencia del Agua Ródano Mediterráneo Córcega.

Presupuesto

Presupuesto global del proyecto: 1 170 894 euros en 3 años, de ellos, 873 894 euros provienen de la Comisión Europea - FED (es decir, el 75% del presupuesto total) y 12 000 euros son aportados por el socio malgache (el 1%).

Contactos:

Hanta Rabetaliana

Jefe de región Alta Matsiatra
Palacio de la Región, Tsianolondroa
301 Fianarantsoa, Madagascar
Tfno. +261 20 75 51031 – M +261 320439392

Vincent Dussaux,

encargado de la cooperación descentralizada agua
Comunidad Urbana de Lyon
20 rue du Lac - BP 3103 - 69399 Lyon cedex 03
Tfno. +33 4 78 95 89 31 – Fax +33 4 78 95 89 74
vdussaux@grandlyon.org



Cooperación descentralizada - ciudad de Poitiers - ciudad de Moundou, Chad

Ciudad de Poitiers (Viena)

Jacques Santrot, alcalde

Entidad beneficiaria: **Ciudad de Moundou** (Chad)

Socio directo de la operación: Asociación Poitiers-Moundou (APM)

Desarrollo y resultados

La Ciudad de Poitiers, estrechamente asociada a la Asociación Poitiers-Moundou (APM) inició en 1996, a partir de la red de agua inicial que databa de 1959, la construcción de dos tramos de canalizaciones de agua de 1,5 km cada una y 10 km de fuentes (más una extensión hacia un liceo: una fuente y un grifo). Las obras, financiadas por la Ciudad de Poitiers, la asociación de cooperación Cités-Unies France, el Servicio de Cooperación y Acción Cultural de la Embajada de Francia en N'Djamena, la Agencia Francesa para el Desarrollo, el Consejo general del departamento de Viena, la Prefectura de la región Poitou-Charentes, el Consejo regional de Poitou-Charentes y la Ciudad de Moundou, son dirigidas por un comité promotor de obra bautizado Comité de Ejecución y de Gestión de las Fuentes (CEGBF). Dicho Comité es constituido por la ciudad de Moundou, la Sociedad Chadiana de Agua y Electricidad (STEE), los jefes de los barrios interesados, representantes de la sociedad civil y de la Asociación de Amigos de Moundou-Poitiers (AAMP, asociación gemela de la APM), que anima este comité.

Cada fuente es gestionada por un comité de fuente, que emplea a un fontanero. Los ingresos provenientes de la venta de agua a los usuarios o a los portadores de agua se dividen en tres partes: la mitad se destina al fontanero, un cuarto al pequeño mantenimiento de la fuente, y un cuarto sirve de provisión para reinvertir en la construcción de la red.

No obstante, no siempre se cumple con esta repartición. Por esto, en el 2005, el CEGBF lanzó una licitación relativa a un nuevo programa de formación de los fontaneros y de los miembros de los comités de fuentes: gestión financiera, pero también desafíos en torno a la correcta utilización del agua, en términos de conservación del recurso y de impacto sanitario.

Por otro lado, las “prestaciones” de las fuentes son desiguales y dependen no sólo de los precios practicados en la fuente respecto al servicio ofrecido por los portadores de agua sino también de las prácticas culturales vigentes en unos barrios periféricos y excéntricos que durante mucho tiempo han estado privados de agua potable. La extracción sin control del agua de pozo sigue siendo un fenómeno corriente, sobre todo en la temporada de lluvias, que inunda literalmente la mitad de la ciudad, situada justo por encima del cauce del río Logone, que bordea Moundou.

Sin embargo, la gestión de este proyecto en un largo período de tiempo por los mismos habitantes de Moundou (el jefe del servicio de vías públicas de la ciudad ha demostrado verdaderas competencias en este ámbito) ha permitido integrar las dimensiones culturales y financieras de esta operación. Así pues, a partir de la nueva red establecida, se ha podido construir una extensión hacia un colegio, el cual se convirtió en liceo en el año 2004, y cuya nueva fuente situada a la entrada del establecimiento permite a los habitantes del barrio comprar agua potable. Al mismo tiempo, gracias a los ingresos de la fuente, también se ha podido distribuir agua gratuitamente a los alumnos mediante la instalación de un grifo dentro del establecimiento.

Desde el año 2005, la nueva orientación del proyecto “agua en Moundou” consiste en construir perforaciones en barrios muy periféricos que probablemente tendrán que esperar mucho tiempo antes de ser conectados a la red, dejando siempre la gestión en manos de los comités de habitantes. La idea de hacer de estas perforaciones unos centros de servicios para la vida cotidiana o unos centros artesanales se abre camino. Estas “plazas de vida” podrían ser abastecidas por fuentes energéticas alternativas (fotovoltaica por ejemplo) en el marco de un convenio ya firmado entre la Ciudad de Poitiers y EDF (Compañía francesa de electricidad) (y sus socios).

La prioridad que los socios de Moundou dieron al agua en 1990 siempre ha sido confirmada desde entonces, a pesar de las numerosas dificultades recurrentes, siendo la más perjudicial de ellas la relacionada con la baja fiabilidad técnica ofrecida por la STEE, cuando el recurso de agua en el subsuelo de esta ciudad de 150 000 habitantes es muy abundante.

Contactos:

Mr Michel Touchard,
teniente de alcalde,
encargado de las Relaciones internacionales

Catherine Gourmaud,
agregada,
Servicio de las Relaciones internacionales
Tfno. +33 5 49 52 37 87 - Fax +33 5 49 52 37 69
rel.inter@mairie-poitiers.fr

Dominique Royoux,
presidente de la APM
Tfno. +33 5 49 57 26 83 (D) +33 5 49 52 36 39 (B)
Fax +33 5 49 52 38 83
d.royoux@agglo-poitiers.fr

Gérard Chaigneau,
Tfno. +33 5 49 57 26 70
g.chaigneau@agglo-poitiers.fr



Cooperación público-privada para la construcción de miniredes de agua en el marco de una cooperación descentralizada en Camboya

Sindicato de Aguas de la región Île-de-France (SEDIF)

André Santini, presidente

Christian Cambon, vicepresidente encargado de las acciones de cooperación

Entidad beneficiaria: **Provincia de Takeo**

Otro socio: Grupo de Investigación e intercambios tecnológicos (GRET)

Historia del proyecto

EL SEDIF es un establecimiento público de cooperación intermunicipal francés que agrupa a 144 municipios de la región Île-de-France. Abastece de agua potable a 4 millones de consumidores, y produce y distribuye aproximadamente 300 millones de metros cúbicos de agua de calidad al año.

En 1986, el SEDIF decidió comprometerse en acciones de ayuda al desarrollo con el objetivo de mejorar el acceso al agua potable de las poblaciones desfavorecidas del Sur. Para financiar su programa de ayuda, el SEDIF decidió retener 0,3 céntimo de euro por metro cúbico de agua distribuida en su territorio. De este modo, cuenta cada año con un presupuesto de cerca de 1 millón de euros, habida cuenta de los volúmenes de agua vendidos. Este sistema presenta la gran ventaja de ser indoloro para los consumidores ya que esta retención sólo representa, en promedio, 0,6 euro por hogar y por año. Se puso en marcha sin aumentar el precio del agua, anticipando el aumento de la productividad.

El principio de financiación descrito anteriormente inspiró la ley de febrero de 2005 que autoriza a los establecimientos de cooperación intermunicipal encargados de los servicios públicos de distribución de agua potable y saneamiento, y las agencias del agua, a llevar a cabo acciones de cooperación en su campo y dentro de un límite del 1% de los recursos asignados a los presupuestos de dichos servicios. Además, más allá del apoyo financiero, el SEDIF también aporta sus conocimientos y experiencia y su dominio de las técnicas hidráulicas.

La solución adoptada por el SEDIF para garantizar tanto el buen destino de su ayuda financiera como su eficacia en el terreno, ha sido la de recurrir a un operador, vínculo entre el Sindicato y la entidad ayudada fuertemente implicada en la realización de los proyectos. La eficiencia que se espera del operador, que sigue siendo una Organización No Gubernamental (O.N.G.), depende de su presencia permanente en el terreno, exigida por el SEDIF y que garantiza principalmente un seguimiento regular de los proyectos y un apoyo duradero a las estructuras de gestión y mantenimiento implantadas por los municipios beneficiarios.

En 20 años, el SEDIF ha financiado más de 160 operaciones, presentadas por 25 O.N.G. en 16 países, por una cantidad de más de 12 millones de euros. Si se tiene en cuenta la movilización en cofinanciaciones de otros proveedores de fondos, se puede estimar a más de 25 millones de euros el importe total de las operaciones en las que ha participado el SEDIF. Son aproximadamente 1 800 000 las personas que se han beneficiado directamente de una mejora del acceso al agua mediante la realización de obras hidráulicas.

Este balance demuestra que incluso con medios limitados, pero adecuadamente utilizados, y gracias a la aportación determinante de las O.N.G. y la participación de las poblaciones locales, es posible contribuir a mejorar durablemente el acceso a un recurso vital para centenares de miles de seres humanos.

Además, este resultado puede obtenerse con un mínimo esfuerzo individual de solidaridad por parte del consumidor occidental.

Objeto del proyecto

Camboya es un país de 11,5 millones de habitantes, principalmente rural. Muy marcado por la guerra civil que ocurrió a finales de los años 1970 y que diezmó al país, prácticamente no ha sido gobernado durante 20 años. El Estado está reconstruyéndose, pero los ministerios todavía tienen muchas dificultades para definir, controlar o coordinar las políticas prioritarias sectoriales.

En este contexto, el desarrollo rural constituye un gran desafío, dado el bajísimo nivel de las infraestructuras. En el ámbito del agua, sólo el 25% de la población tiene acceso a una instalación de punto de agua. La liberalización de la economía facilita el desarrollo de la iniciativa privada tras años de fuerte control estatal. Paralelamente, el medio rural tiende cada vez más a urbanizarse y sus habitantes aspiran a encontrar en él un modo de vida comparable con el de las ciudades. De este modo, a menudo se ofrece un servicio individual “a domicilio” por parte de un sector privado “informal” naciente, que permite a los usuarios pasar directamente del sistema comunitario rudimentario y alejado (charca, pozo, bomba de mano...) a la conexión privada.

Éstos son, pues, los desafíos del servicio rural en Camboya:

- pasar de un nicho comercial a un servicio de interés general mediante una mejora de la calidad y una reducción de las exclusiones;
- crear un entorno favorable para los inversores privados (mejora del acceso al crédito, puesta en marcha de garantías que protegen las inversiones realizadas, formación...);
- reforzar la promoción de obra local (gestión comunitaria o delegación).

Desarrollo y resultados

Durante cuatro años, el SEDIF ha financiado un proyecto que ha permitido poner en marcha, cada año, dos instalaciones de producción (unidad de tratamiento) y de distribución (red con conexiones privadas) de agua potable en los pueblos de 1000 a 2000 habitantes de la provincia de Takeo. El método de intervención ha consistido en ofrecer una aportación financiera complementaria a la de los proveedores de fondos privados. Las condiciones de obtención de estos fondos “públicos” eran: el cumplimiento del pliego de condiciones básico (convenios de delegación de servicio público) y una contractualización que implicara a los protagonistas indispensables: el Estado y la entidad local. Las principales etapas del proyecto eran las siguientes: preparación, información, recepción de las solicitudes, análisis y selección, negociación y contractualización, realización de las obras y, por último, seguimiento del funcionamiento.

Se contaba con un apoyo en el ámbito del diseño de las instalaciones y en términos de gestión: herramientas básicas y formación.

El principio de la cooperación público-privado, aplicado en el marco de esta operación, ha permitido responsabilizar a la promoción de obra local, implicando al mismo tiempo a los pequeños inversores capaces de suministrar un servicio público de calidad que corresponda con las expectativas de las poblaciones beneficiarias. Esta operación, dependiente de la voluntad de los inversores privados locales, podría repetirse a mayor escala contando con fondos institucionales internacionales.



Contactos:

Jacques Cavard,
director general de los Servicios técnicos, SEDIF

Jacques Monvois,
GRET - 211-213 rue La Fayette - 75010 Paris
Tfno. +33 1 40 05 61 61 - monvois@gret.org

Las acciones de solidaridad internacional de la Ciudad de París en el ámbito de agua y saneamiento

Ciudad de París

Bertrand Delanoë, Alcalde

Otros socios :

ONG : eau vive, East, AIMF, CGLU

Otras ciudades : Phnom Penh, Koalack, Kornaka

La Ciudad de París presta mucha atención a la realización de acciones de solidaridad internacional que favorecen el acceso al agua y al saneamiento y su acción traduce su voluntad de adoptar un enfoque de desarrollo sostenible (al nivel social, económico, humano y medio ambiental). París se esfuerza por contribuir plenamente, al lado de Ciudades y Gobiernos Locales Unidos, a la realización de los Objetivos del Milenio para el Desarrollo definidos por las Naciones Unidas.

La Ciudad de París participa, desde 2001, en cooperaciones descentralizadas con el objetivo de ayudar ciudades y poblaciones en situación de precaridad respecto al acceso al agua o la purificación de las aguas usadas. Por ejemplo, París implementa acciones que tienen el objetivo de establecer un diagnóstico de las redes, proponer un esquema director de saneamiento y un programa de protección contra las crecidas en Phnom Penh, en Camboya, con, entre otros, la Agencia Francesa de Desarrollo, la Asociación Internacional de Alcaldes Francohablantes y la Comisión Europea. La presencia de ingenieros franceses en el terreno permitió reforzar el manejo del servicio municipal de agua de Phnom Penh. En 2006, París piensa profundizar esta cooperación, especialmente en los barrios suburbanos.

París procura que su contribución permita reforzar las capacidades de acción y el control de los poderes locales, así como el bienestar de las poblaciones, y acompaña sus intervenciones técnicas, centradas en las verdaderas necesidades de las poblaciones, con intercambios educativos y sanitarios.

La Ciudad de París participa también en el desarrollo de acciones de solidaridad financiadas por las contribuciones de los usuarios, a través de la factura de agua, en conformidad con las disposiciones de una nueva ley del 9 de febrero de 2005 que permite a las colectividades locales francesas de dedicar hasta el 1% de sus ingresos que provienen del agua a acciones de solidaridad internacional en favor de agua y saneamiento.

Desde 2005, París pudo así financiar, de forma experimental, dos proyectos en la ciudad de Kaolack (Senegal) y en el cantón de Kornaka (Níger). En 2006, este dispositivo va a ser reforzado y un fondo de solidaridad, el 10% del cual será reservado a acciones de intervención de emergencia, se dedicará a proyectos de solidaridad internacional en materia de acceso al agua y al saneamiento.

Para garantizar una utilización transparente y eficaz de los recursos financieros disponibles por este medio, la Ciudad de París ha decidido implementar un sistema innovador respaldado desde 2006 por una carta ética, un llamado a proyectos cuya reglamentación será pública y un comité de compromiso abierto a la sociedad civil y a todas las representaciones políticas del consejo de París.

Desarrollar la agricultura y favorecer la economía local del cantón de Kornaka (Níger), gracias a la construcción de pozos.

Reseña histórica del proyecto

En Níger, 177 y último país según el índice de desarrollo humano de las Naciones Unidas, alrededor del 50% de la población del campo no tiene ningún acceso al servicio público de agua y el saneamiento es prácticamente inexistente. La asociación Eau Vive, creada en 1978, interviene esencialmente en el Sahel, en el ámbito del agua y del saneamiento, de la salud, de la educación, del desarrollo económico, de la ciudadanía y de la lucha contra la desertización. Lleva sus proyectos a cabo en relación estrecha con las autoridades locales, y procura que la definición de las necesidades sea hecha por las poblaciones locales ellas mismas que tienen la obligación de autofinanciar en parte los proyectos realizados.

Objeto

El cantón rural de Kornaka, que consta de 400 pueblos, tiene una población de 250 000 habitantes, el 90% de la cual es sedentaria y el 10% nómada, que vive de la agricultura y de la ganadería. La tasa de cobertura de las necesidades en agua es actualmente de cerca de 46%. Eau Vive tiene previsto realizar dos proyectos de instalaciones hidráulicas en pueblos. El primero consiste en abrir dos pozos para dos pueblos de 500 y 600 habitantes y luego de abrir otro pozo y construir un sistema de traída de agua para un pueblo de 1600 habitantes. Ninguno de estos pueblos dispone por el momento de un equipamiento hidráulico y estas instalaciones se acompañarán de una sensibilización de la población al higiene, a la prevención sanitaria y a la gestión de los puntos de agua. El segundo proyecto concierne más precisamente la seguridad alimenticia y el desarrollo de la agricultura para favorecer el auge económico de la zona. Consiste en la construcción de cinco pozos pastorales, destinados exclusivamente a la ganadería. Uno de los objetivos es la pacificación de las relaciones entre ganaderos nómadas y sedentarios. Con este propósito, se prevee establecer un sistema preciso de tarifas así como brindar un apoyo a los poderes locales.

Evolución del proyecto

Se creará un comité de manejo y una tarifa será definida. Un equipo de Eau Vive acompañará en el terreno las realizaciones durante un período de doce meses. El subsidio de 105.000 de la Ciudad de París, en el marco de la ley del 9 de febrero de 2005, representa el 36.5% de la financiación del proyecto.

Contactos:

Myriam Constantin,

encargada de agua y saneamiento.

Tfno. +33 1 42 76 44 53

myriam.constantin@paris.fr

Pierre Schapira,

encargado de relaciones internacionales y de la francofonía.

Tfno. +33 1 42 76 50 64

Pierre.schapira@paris.fr



Refuerzo de las capacidades del sector público del agua en el Líbano

Comunidad Urbana del Grand Lyon (Rhône)

Beneficiario: Establecimiento de Aguas de la Békaa, Establecimiento de Aguas de Beirut y Mont-Liban y Establecimiento de Aguas del Líbano Norte

Otros socios:

Ministerio francés de Asuntos exteriores, región francesa de Ródano-Alpes, ciudad de Aix-en-Provence, asociación CORAIL.

Historia

Como resultado de las relaciones históricas que establecieron en torno al comercio de la seda, la Ciudad de Lyon y la Ciudad de Beirut firmaron una carta de amistad, en 1997. En el marco de esta cooperación, Beirut solicita el apoyo de la comunidad urbana de Grand Lyon para su proyecto de modernización del servicio de aguas, desorganizado tras 20 años de conflicto armado. En 1999, un primer convenio de cooperación descentralizada entre la Dirección del agua de la comunidad del Grand Lyon y la Oficina de Aguas de Beirut marca el inicio de un “programa de apoyo al refuerzo de las capacidades del sector público del agua en el Líbano”. En 2003, debido a la reagrupación de las distintas oficinas de aguas en Establecimientos regionales de Aguas del Líbano, la comunidad urbana del Grand Lyon extiende su cooperación a tres de estos nuevos establecimientos: se firman entonces unos convenios con Aguas de Beirut y Mont-Liban, Aguas de Líbano Norte y Aguas de la Békaa.

Un programa de apoyo al refuerzo de las capacidades del sector público del agua

El programa de apoyo al refuerzo de las capacidades del sector público del agua en el Líbano tiene los siguientes objetivos principales:

- Modernizar y reforzar las capacidades de promoción de obra del sector público del agua en el Líbano.
- Promover la gestión integrada del ciclo del agua.
- Favorecer las iniciativas de concertación y participación: usuarios del servicio, actores locales, otras administraciones.

Las acciones realizadas con cada uno de estos tres Establecimientos de Aguas han sido adaptadas a sus necesidades y peticiones. De este modo, se ha podido definir unos objetivos para cada beneficiario. Para alcanzar cada uno de estos objetivos, se ha movilizado a socios y competencias específicos.

Establecimiento público de Aguas de Beirut y Mont Liban (EBML)

Convenio de asistencia técnica y metodológica firmado en 1999 (Oficina de Aguas de Beirut: OEB)

Renovado en 2001 (OEB), en 2003 y en 2006 (EBML)

Temas de cooperación:

- rehabilitación y modernización de la red de distribución de la OEB (cofinanciación FASEP (Fondo de Ayuda al Sector Privado) del Ministerio francés de Asuntos exteriores, intervención de empresas francesas y libanesas).
- transferencia de nuevas tecnologías: SIG y televigilancia de la red (en colaboración con la región Ródano-Alpes).
- refuerzo de las capacidades del laboratorio de análisis de la OEB y puesta en marcha de procedimientos de control de la calidad del agua (cooperación triangular sur-sur-norte con la ONEP (Oficina nacional del agua potable) de Marruecos, financiación MEDA (Medidas de acompañamiento financieras y técnicas) de la Unión europea).
- apoyo a la reorganización de los servicios de la OEB (en colaboración con la región Ródano-Alpes).
- puesta en marcha de una política de protección de los recursos de agua: cartografía de la vulnerabilidad de los recursos e inventario de los puntos de contaminación, desarrollo de un SIG de gestión de los recursos de agua, formación de un comité interministerial encargado de la protección de la fuente de Jeita.

Establecimiento público de Aguas de Líbano Norte (ELN)

Convenio de asistencia técnica y metodológica firmado en 2003 y renovado en 2006.

Temas de cooperación:

- puesta en marcha de sistemas de información dentro del ELN
- desarrollo de la relación con el usuario (en colaboración con la región Ródano-Alpes).
- concertación con los actores locales del agua en el Líbano Norte: creación de un “comité de concertación local” en torno al ELN (en colaboración con la región Ródano-Alpes).
- asistencia a la promoción de obra: preparación a la delegación de gestión de la Oficina de Aguas de Trípoli.

Establecimiento público de Aguas de la Békaa (EBK)

Convenio de asistencia técnica y metodológica firmado en 2003 y renovado en 2006.

Tema de cooperación:

- refuerzo del equipo de dirección: formación del personal en Francia (con la participación de la ciudad de Aix-en-Provence)

Principios de intervención

La dirección del agua de la comunidad urbana del Grand Lyon ofrece a sus socios un apoyo técnico y metodológico basado en el intercambio de conocimientos y experiencia. Este intercambio se plasma en:

- la presencia en el Líbano de un representante permanente de la comunidad urbana del Grand Lyon, que ofrece a diario una asistencia técnica y metodológica y garantiza un seguimiento muy regular del progreso de los proyectos y de la evolución de su contexto,
- misiones regulares en el Líbano de los jefes de proyectos y de los especialistas de la comunidad del Grand Lyon, movilizados en función de las necesidades de los proyectos,
- misiones de formación y de sensibilización en Lyon para las plantillas libanesas.

Así pues, las misiones de intercambio y de seguimiento entre agentes de la dirección del agua de la comunidad del Grand Lyon y de los Establecimientos de Aguas del Líbano se suceden desde hace 7 años.

El programa de cooperación, que moviliza a numerosos actores franceses (región Ródano-Alpes, asociación CORAIL, ciudad de Aix-en-Provence, varias empresas) y libaneses (administraciones, entidades locales, universidades, asociaciones), ha necesitado un presupuesto de aproximadamente 2 millones de euros desde 1999, proveniente de distintas fuentes:

- Grand Lyon: 500 000 euros
- Región Ródano-Alpes: 900 000 euros
- Subvenciones (Ministerio francés de Asuntos exteriores, UE): 350 000 euros
- Contribución de los socios libaneses: 250 000 euros.

Se organizan frecuentes encuentros con los principales proveedores de fondos con el fin de buscar una coherencia y una complementariedad entre cooperación descentralizada y cooperación bilateral.



Contactos :

M. Jamal Krayem,
presidente del Establecimiento de Aguas de Líbano Norte
jakrayem@inco.com.lb

Sr. Vincent Dussaux,
encargado de la cooperación descentralizada agua
Comunidad Urbana de Grand Lyon
Tfno. +33 4 78 95 89 31 - Fax +33 4 78 95 89 74
vdussaux@grandlyon.org

DÉCLARATION DES MAIRES ET ÉLUS LOCAUX SUR L'EAU
À l'occasion du *Quatrième Forum Mondial de l'Eau Mexico*, 21 mars 2006
Proposée par la Commission sur l'Eau et l'Assainissement de CGLU

1. Nous, Maires et élus locaux du monde, réunis à l'occasion du quatrième Forum Mondial de l'Eau à Mexico du 16 au 22 mars 2006, conscients de la responsabilité et de la compétence des autorités publiques locales en matière d'eau potable et d'assainissement, rappelons les principes suivants ¹ :

- 1.1** L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement, elle est un bien commun et un patrimoine de l'humanité;
- 1.2** Tous les êtres humains ont droit à l'accès à l'eau, en quantité et qualité suffisantes pour satisfaire leurs besoins essentiels, ainsi qu'à l'assainissement élément décisif pour la santé et la prévention des écosystèmes;
- 1.3** Le droit à l'eau de chaque individu et son utilisation doivent être exercés dans le respect des besoins des générations présentes et futures;
- 1.4** Les femmes jouent un rôle déterminant pour le développement, et en particulier dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.

et constatons que :

- 1.5** L'état de la ressource s'est profondément dégradé tant en qualité qu'en quantité du fait de comportements individuels et collectifs, contraires à une gestion durable des ressources naturelles;
- 1.6** Une personne sur quatre n'accède pas à une eau en quantité et de qualité suffisante et une sur deux ne dispose pas d'un système adéquat d'assainissement. Les maladies d'origine hydrique sont à l'origine du plus grand taux de mortalité infantile sur la planète;
- 1.7** La croissance urbaine et le développement de l'habitat insalubre, la désertification et l'augmentation de la sécheresse, mais aussi les inondations et les cyclones, dus aux phénomènes de changements climatiques, ont un impact sur le niveau et la qualité de la ressource en eau.

¹ Déjà inscrits dans : le Pacte International sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels (1966) (art. 11-12) et l'Observation Générale (15) 2002 sur le droit à l'eau ; la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 1979 (art 14-2,); la Convention relative aux droits de l'enfant, 1989 (art. 24-2) ; ; la Charte Européenne du Conseil de l'Europe (1968) et sa forme révisée, la Charte européenne des ressources en eau du Conseil de l'Europe (2001), la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement (Stockholm 1972), le préambule de la Déclaration de Mar Del Plata de la Conférence des Nations Unies sur l'eau (1977) ; Global Consultation on Safe Water and Sanitation for the 1990s (New Delhi 10 - 14 September 1990) ; la Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement (Dublin 1992) ; la Déclaration finale du Sommet de Rio de Janeiro sur « Environnement et Développement et l'Agenda 21 » (1992) ; la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (2000) ; la Déclaration ministérielle du deuxième Forum Mondial de l'Eau, La Haye (2000) ; « The Local Government Water Code » (principes de Lisbonne, 2000) ; la Déclaration ministérielle de Bonn et les recommandations d'actions (Conférence Internationale sur l'eau douce, Bonn 2001); la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour une année 2003 « Année Internationale de l'Eau Douce » (2002) ; la Déclaration de Johannesburg sur le Développement Durable (2002) , la Charte des services essentiels, et la Déclaration des Pouvoirs Locaux au Sommet Mondial du Développement Durable (2002) ; la Déclaration des autorités publiques locales au 3eme forum mondial de l'eau (Kyoto, 2003) ; la Déclaration de l'Eau d'Istanbul de Metropolis (septembre 2003) ; la Déclaration finale du Congrès de Cités et Gouvernements Locaux Unis (Paris, mai 2004) ; « Actions prioritaires des autorités locales » présentées à la 13^{ème} session de la Commission des Nations Unies sur le Développement Durable (New York, avril 2005) ; la Déclaration des autorités locales latino-américaines de Ciudad Valles sur la gestion de l'eau (Mexique, juin 2005), ; la Déclaration des autorités locales et régionales européennes sur l'eau adoptée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (Vienne, décembre 2005)¹

2. Nous, Maires et élus locaux, reconnaissons que :

- 2.1** Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU qui proposent de réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable, interpellent directement tous les gouvernements locaux ;
- 2.2** Les gouvernements locaux jouent un rôle fondamental dans la gestion de la ressource eau et dans l'organisation de services publics de l'eau et de l'assainissement. Leur rôle doit être reconnu et renforcé. Les autorités locales doivent pouvoir choisir librement entre différents modes de gestion ;
- 2.3** La gestion équitable de la ressource eau doit bénéficier d'une approche intégrée et de responsabilités partagées entre les différents niveaux de gouvernance. Elle doit se fonder sur le principe de gestion territoriale intégrée par bassins hydrographiques ;
- 2.4** La mise en valeur et la gestion de l'eau doivent avoir un caractère participatif et associer les utilisateurs, les planificateurs et les décideurs à tous les niveaux, les élus locaux représentant des relais privilégiés vers les citoyens et acteurs à chaque niveau.

3. Nous, Maires et élus locaux, nous engageons à nous efforcer de :

- 3.1** Mettre en oeuvre des politiques pour atteindre les Objectifs du Millénaire visant à réduire de 50 % d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ;
- 3.2** Assurer sur le territoire propre à chaque collectivité, dans le cadre de nos compétences, une gestion des services d'eau et d'assainissement permettant à tous d'accéder à l'eau et à l'assainissement en quantité, qualité et continuité suffisantes, à un coût supportable et équitable ;
- 3.3** Assurer une gestion raisonnée, durable et intégrée de la ressource en eau en luttant contre les pollutions des eaux ;
- 3.4** Développer des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens et l'ensemble des utilisateurs sur les enjeux locaux et mondiaux qui pèsent sur la question de l'eau et promouvoir la participation proactive des citoyens à la définition des politiques de l'eau au niveau local, de façon démocratique et inclusive ;
- 3.5** Promouvoir la coopération entre gouvernements locaux, les réseaux de villes, en s'appuyant sur l'organisation mondiale **Cités et Gouvernements Locaux Unis**, ainsi qu'avec les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les ONGs, les syndicats, les associations professionnelles et le secteur privé et apporter nos compétences techniques et nos financements pour permettre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour chacun et le respect de l'eau par tous ;
- 3.6** Mobiliser, là où cela est possible, des fonds y compris sur la facture d'eau, pour des actions de coopération solidaire décentralisée, équitables, transparentes, inscrites dans la durée, afin de réduire la pauvreté urbaine et l'exclusion des zones rurales ;
- 3.7** Améliorer et faire progresser les échanges en matière d'organisation de collecte de données, d'acquisition de compétences, de technologies, de méthodes, d'outils, en relation avec la saine gestion de l'eau et soutenir, notamment, l'effort des organisations internationales en vue d'établir un système de mesures sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD.

4. Nous, Maires et élus locaux, demandons aux gouvernements nationaux, aux organisations régionales et internationales et aux Nations Unies de :

- 4.1** Reconnaître le rôle fondamental des gouvernements locaux dans la protection et la gestion durable de l'eau, l'organisation de services publics équitables et transparents de l'eau potable et de l'assainissement;
- 4.2** Favoriser la décentralisation et la déconcentration, en mettant en place une subsidiarité active pour assurer un service de proximité, fondé sur une collaboration étroite entre tous les niveaux de gouvernement;
- 4.3** Accroître les financements des infrastructures locales de l'eau et de l'assainissement, pour couvrir notamment les besoins des populations pauvres qui n'ont pas accès à l'eau et l'assainissement;
- 4.4** Assurer l'implication systématique et réelle des gouvernements locaux dans la prise de décisions stratégiques en matière de gestion de l'eau et leur rôle dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement;
- 4.5** Contribuer au développement des capacités des gouvernements locaux pour améliorer l'approvisionnement effectif en eau et les services d'assainissement;
- 4.6** Soutenir la coopération internationale entre gouvernements locaux, pour accroître leurs capacités technique, humaine et financière, notamment dans les pays en développement, et favoriser la diffusion des bonnes pratiques et les échanges d'expériences;
- 4.7** Assurer, en partenariat avec les gouvernements locaux, une gestion intégrée, durable et équitable des ressources hydriques transfrontalières;
- 4.8** Permettre aux pouvoirs locaux et régionaux qui le souhaitent de consacrer une part des redevances perçues sur les usagers pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement en faveur des actions de coopération avec leurs partenaires des pays en développement;
- 4.9** Accélérer la mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement et de lutte contre la pauvreté, et augmenter le niveau de l'aide publique nationale et internationale au développement pour la réalisation des objectifs énoncés dans le plan d'action de Johannesburg et des OMD;
- 4.10** Préserver les équilibres écologiques majeurs, notamment par des engagements concrets de l'ensemble des États pour la mise en œuvre de la Convention sur les Changements Climatiques.

4^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Nous, les Ministres réunis à Mexico les 21 et 22 mars 2006 à l'occasion du 4^{ème} Forum Mondial de l'eau « des actions locales pour un défi mondial »,

1. Réaffirmons le rôle crucial de l'eau et en particulier de l'eau douce dans tous les domaines liés au développement durable, soit, entre autres, l'éradication de la pauvreté et de la faim, la diminution des catastrophes naturelles liées à l'eau, la santé, le développement de l'agriculture et le développement rural, l'énergie hydroélectrique, la sécurité alimentaire, l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que dans l'atteinte des objectifs de durabilité et de protection de l'environnement. Nous insistons sur le fait qu'il est nécessaire d'inclure l'eau et l'assainissement dans les priorités nationales, en particulier dans les stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté.
2. Réaffirmons notre engagement vis-à-vis des objectifs convenus sur le plan international en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), d'accès à l'eau potable et de moyens élémentaires d'assainissement convenus dans le Plan d'action 21 de la Déclaration du Millénaire et le Plan de Mise en œuvre du Sommet mondial de Johannesburg. Nous rappelons qu'il est toujours urgent et nécessaire d'atteindre ces objectifs et d'assurer le suivi des progrès effectués en vue de leur mise en œuvre, y compris en ce qui concerne l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015, la proportion des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable.
3. Réaffirmons en particulier, notre engagement vis-à-vis des décisions adoptées lors de la 13^{ème} session de la Commission du développement durable (CDD-13) des Nations Unies en avril 2005, concernant les orientations et les mesures concrètes visant à accélérer la mise en œuvre dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. Nous constatons avec intérêt l'importance accordée au renforcement de la durabilité des écosystèmes et saluons la mise en œuvre et l'importance donnée dans certaines régions aux pratiques innovantes telles que la gestion de l'eau de pluie et le développement de projets d'énergie hydraulique. Nous insistons encore sur l'importance de la participation des parties prenantes concernées, en particulier les femmes et les jeunes, dans la planification et la gestion des services liés à l'eau et, s'il y a lieu, dans les processus de prise de décision.
4. Prenons note de la Déclaration Ministérielle du Troisième Forum mondial de l'eau et reconnaissons le travail effectué au sein de l'ONU en appui des États membres en vue d'atteindre lesdits objectifs. À cet égard, nous appuyons le rôle de coordinateur du programme de coordination inter-agences sur l'eau (UN Water) et soulignons qu'il est nécessaire de renforcer le travail effectué dans le cadre de son mandat auprès des organismes, des fonds et des programmes de l'ONU concernés. Nous apprécions la participation du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement créé par le Secrétaire général de l'ONU en vue de

Avant-projet, état au 7 mars 2006.

1

renforcer les efforts en cours afin d'atteindre les cibles établies en matière d'eau et d'assainissement. Nous exprimons notre appui vis-à-vis d'initiatives telles que la Décennie de l'eau et notre intérêt pour l'initiative WEHAB du Secrétaire général des Nations Unies.

5. Reconnaissons les contributions du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et de ses processus préparatoires réalisés au niveau régional afin de construire des capacités aux niveaux international, régional et national et de promouvoir l'échange des pratiques optimales et le partage des leçons tirées des expériences internationales en matière d'eau et d'assainissement.
6. Saluons la contribution du Forum en ce qui concerne le suivi assuré en matière d'eau et d'assainissement par la 16^{ème} Session de la CDD prévue en 2008, qui jouera un rôle important dans le suivi et l'évaluation des décisions prises en matière d'eau et d'assainissement et les interpénétrations existantes entre ces décisions et les décisions prises dans le cadre de la CDD-13, ainsi que, en tant qu'exemple de la participation coordonnée et de l'implication des gouvernements à tous les niveaux, la contribution de la société civile, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des institutions scientifiques, des partenariats et des institutions financières et d'autres parties prenantes concernées en ce qui concerne les problèmes liés à l'eau.
7. Réaffirmons également les décisions de la 13^{ème} session de la Commission du développement durable, selon lesquelles :
 - a) Il faudra augmenter sensiblement les ressources, quelles qu'en soient les sources, de financement, notamment les ressources nationales et l'aide publique au développement, si l'on veut que les pays en développement puissent atteindre les objectifs et les buts de développement convenus sur le plan international y compris ceux annoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (plan de mise en œuvre de Johannesburg) ;
 - b) Les gouvernements sont chargés au premier chef de promouvoir un meilleur accès à l'eau potable, à des moyens d'assainissement de base, à des modes d'occupation du logement sûrs et durables et à des logements décents, en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, en créant des conditions et des cadres réglementaires propices aux progrès en ce sens, en adoptant une approche favorable aux pauvres et en associant activement toutes les parties prenantes à leurs initiatives ;
8. Reconnaissons l'importance des politiques nationales et internationales qui encouragent et soutiennent la construction de capacités et la coopération à tous les niveaux afin de construire des capacités et de développer la coopération à tous les niveaux dans le but d'atténuer les risques en matière de catastrophes naturelles liées à l'eau, ce qui comprend les systèmes de prévention et de précaution, l'évaluation des risques, la sensibilisation des communautés, la capacité de résilience et réaction.

9. Reconnaissons le rôle important que jouent les parlementaires et les autorités locales dans de nombreux pays afin de développer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'appuyer la gestion intégrée des ressources en eau. La collaboration efficace avec et entre ces acteurs constitue un facteur clé si l'on souhaite relever les défis et atteindre les objectifs en matière d'eau.
10. Constatons avec plaisir le travail effectué par les parties prenantes concernées tout au long des processus préparatoires régionaux du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et pendant la durée du Forum et recevons les documents produits à l'issue de ces processus préparatoires par les parties prenantes, qui figurent en annexe de la présente déclaration. S'il y a lieu, ces documents pourront être utilisés en tant que source d'information dans le cadre de notre travail. Nous remercions également les parlementaires et les autorités locales pour leur participation et les points de vue et opinions précieux qu'ils ont exprimés au cours de la session de travail conjointe du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et prenons note de leurs déclarations qui figurent en annexe de la présente déclaration.
11. Saluons la création, lors du 4^{ème} Forum mondial de l'eau, de la banque de données CDD Water Action and Networking Database (CSD WAND), qui constitue un moyen de mettre en oeuvre la décision CDD-13 qui demandait le développement de « moyens pour diffuser en ligne des informations sur la mise en oeuvre et les pratiques optimales » en matière d'eau et d'assainissement. La CDD-WAND servira de plate-forme permettant les échanges d'informations et de pratiques optimales, le partage des leçons apprises des expériences et la promotion des recommandations et accords internationaux pertinents. Nous notons que la CDD-WAND a été élaborée grâce aux informations collectées au cours du cycle CDD 2003-2005 ainsi qu'au Portefeuille des actions pour l'eau – résultant de la Conférence Ministérielle du 3^{ème} Forum de l'eau –, auquel s'ajoutent les données concernant les actions locales communiquées lors du 4^{ème} Forum mondial de l'eau.
12. Encourageons toutes les parties prenantes, y compris les agences et organismes nationaux et internationaux, ainsi que les autres forums internationaux et régionaux comme la Semaine de l'eau de Stockholm et les semaines de l'eau des banques régionales de développement, à participer à la collecte et à l'échange d'informations par l'intermédiaire de WAND.
13. Remercions le Gouvernement du Mexique et le Conseil mondial de l'eau en tant qu'organismes du 4^{ème} Forum mondial de l'eau et saluons leur volonté de promouvoir une meilleure gestion de l'eau par des actions dynamiques au niveau local en faveur d'un changement au niveau mondial.

Fait à Mexico, le 22 mars 2006.

**World Water Forum, Mexico on the 22nd March 2006.
EU Statement.**

Thank you Mr Minister, Ladies and Gentlemen,

Today I have the honour to speak on behalf of the European Union.

First of all, I would like to congratulate the World Water Council, our hosts and particularly you Mr. Minister for organizing this conference. We appreciate the efforts made so that we are able to adopt this declaration today.

However, the EU would like to stress **three** issues which we consider need more attention. We hope that these points will be taken into account in the final report.

We want to address the discussions concerning the right to access to water and sanitation. The EU considers that water is a primary human need and that water supply and sanitation are basic social services as mentioned in the resolution of the EU Development Council adopted on 30 May 2002, 8958/02. The EU emphasizes that public authorities must take adequate measures to make this effective and affordable.

The second issue we want to address is ecosystems. The EU reaffirms its commitment to the decisions made in CSD 13 on maintaining sustainability of ecosystems. At CSD 13 we agreed to enhance the sustainability of ecosystems that provide essential resources and services for human wellbeing and economic activity in water-related decision-making.

The third issue is related to sustainable hydropower. The EU emphasizes that all aspects of sustainable development should be considered in the planning and management of hydropower projects in compliance with international standards. Criteria and guidelines that are relevant to evaluate environmental and social impacts have been identified by the World Commission of Dams, by the OECD and by the World Bank.

Thank you Mr.Minister.